



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – décembre 2022 et janvier 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 6 février 2023

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Décembre 2022/janvier 2023

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Les treizième et quatorzième cycles des troisième et quatrième années de l'étude se sont déroulés entre le 6 décembre 2022 et le 25 janvier 2023 et comptaient quinze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – December 2022 & January 2023.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

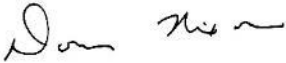
CP12-4E-PDF (rapport final, anglais)

ISSN 2816-9360

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 6 février 2023

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé.....	5
Introduction	5
Méthodologie.....	6
Principales constatations	8
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies).....	8
Priorités et performance du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies).....	9
Humeur du public (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec).....	11
Économie (travailleurs syndiqués de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec).....	12
Impôts et Agence du revenu du Canada (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec).....	14
Soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec).....	15
Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario).....	17

Enjeux spécifiques aux communautés 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal).....	18
Armes à feu (résidents et propriétaires d’armes à feu autochtones des Prairies).....	19
Logement (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique).....	20
Immigration (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches).....	20
Opioides (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la diaspora chinoise de Vancouver).....	21
Points de vue sur le secteur de l’énergie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta ayant récemment changé de carrière).....	22
Relations avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de Vancouver).....	22
Défis communautaires (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches).....	23

Résultats détaillés..... 24

Chronologie des annonces en décembre 2022 et janvier 2023.....	25
--	----

Le gouvernement du Canada dans l’actualité (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l’Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l’Ontario, jeunes adultes de l’Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d’enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d’armes à feu autochtones des Prairies).....	31
--	----

Réflexions sur 2022 et prévisions pour 2023 (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l’Ontario, jeunes adultes de l’Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec).....	33
---	----

Priorités et performance du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l’Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d’enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d’armes à feu autochtones des Prairies).....	33
--	----

Emploi et économie (travailleurs syndiqués de l’Ontario).....	36
---	----

Santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé).....	37
---	----

Communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal).....	39
--	----

Humeur de la population (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec).....	39
Économie (travailleurs syndiqués de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec).....	42
Coût de la vie (résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec).....	43
Impact de la pandémie (travailleurs syndiqués de l'Ontario).....	45
Réorientation professionnelle (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière).....	46
Impôts et Agence du revenu du Canada (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec).....	48
Soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec).....	49
Perspectives en matière de soins de santé (personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec).....	49
Priorités en matière de soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, personnes de couleur de la RGT).....	50
Confiance à l'égard des autorités de santé publique (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec).....	52
Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario).....	54
Enjeux spécifiques à la communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal).....	56
Armes à feu (résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies).....	59
Logement (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique).....	61
Immigration (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches).....	62
Opioides (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la diaspora chinoise de Vancouver).....	64
Points de vue sur le secteur de l'énergie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière).....	65

Relations avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de Vancouver)	66
Défis communautaires (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches)	67
Annexe A – Questionnaires de recrutement	69
Questionnaire de recrutement, version anglaise	70
Questionnaire de recrutement, version française	93
Annexe B – Guides de discussion	112
Guide du modérateur, version anglaise.....	113
Guide du modérateur, version française	144
Annexe C – Concepts publicitaires	180
Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l’Ontario)	181
Signature musicale du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l’Ontario).....	181

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de quinze groupes de discussion en ligne organisés entre le 6 décembre 2022 et le 25 janvier 2023 à différents endroits du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de l'étude a surtout porté sur les priorités du gouvernement du Canada et sa gestion de dossiers importants comme l'économie et les soins de santé. Les groupes qui ont pris part aux discussions comprenaient des membres de la population générale du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, et de la Chaudière-Appalaches, au Québec, des travailleurs syndiqués de l'Ontario, des utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, des aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont de fréquents utilisateurs du système de santé, des résidents du Québec confrontés à des pressions financières, des personnes de couleur de la région du Grand Toronto (RGT), des parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, des membres de la diaspora chinoise de Vancouver et des Autochtones propriétaires d'armes à feu habitant les Prairies.

L'étude a permis d'explorer des questions économiques telles que le coût de la vie, les répercussions de la pandémie de COVID-19 et le marché du travail canadien. Plusieurs groupes ont aussi discuté de

l'humeur de la population, de leurs perspectives en matière de soins de santé et de leur confiance à l'égard des autorités de santé publique.

Divers autres sujets ont également été abordés, dont le mot-symbole du gouvernement du Canada, les impôts et l'Agence du revenu du Canada (ARC), les opioïdes, les questions intéressant la communauté 2ELGBTQI+, les armes à feu, le logement, l'immigration, l'avenir du secteur de l'énergie au Canada, les relations du gouvernement du Canada avec la Chine, et les défis communautaires dans la région de la Chaudière-Appalaches.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Le recrutement de certains groupes ciblait un segment précis de la population, par exemple les travailleurs syndiqués, les utilisateurs fréquents du système de santé, les personnes (âgées de 40 à 54 ans) ayant récemment changé de carrière, les aînés (âgés de 55 ans et plus) qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, les personnes qui font face à des pressions financières, les jeunes adultes (âgés de 18 à 24 ans, de 18 à 30 ans et de 25 à 30 ans), les membres de la communauté 2ELGBTQI+, les personnes de couleur, les parents d'enfants de moins de 12 ans, les membres de la diaspora chinoise, et les Autochtones (dont certains sont des propriétaires d'armes à feu).

Approche détaillée

- Quinze groupes de discussion (six en décembre 2022 et neuf en janvier 2023) ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale de la Chaudière-Appalaches, au Québec, et du Lower Mainland, en Colombie-Britannique.
- Les treize autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Travailleurs syndiqués;
 - Utilisateurs fréquents du système de santé;
 - Personnes âgées de 40 à 54 ans ayant récemment changé de carrière;
 - Aînés (de 55 ans ou plus) qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé;
 - Personnes faisant face à des pressions financières;
 - Jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans, de 18 à 30 ans et de 25 à 30 ans;

- Membres de la communauté 2ELGBTQI+;
- Personnes de couleur;
- Parents d'enfants de moins de 12 ans;
- Membres de la diaspora chinoise;
- Autochtones, dont certains propriétaires d'armes à feu.
- Quatre groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 104 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région de la Chaudière-Appalaches – Québec	1	Français	6 décembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Ontario	2	Anglais	7 décembre	18 h à 20 h	Travailleurs syndiqués	7
Canada atlantique	3	Anglais	8 décembre	17 h à 19 h	Utilisateurs fréquents du système de santé	7
Grandes villes et villes de taille moyenne de l'Alberta	4	Anglais	13 décembre	20 h à 22 h	Personnes de 40 à 54 ans ayant récemment changé de carrière	6
Grandes villes et villes de taille moyenne des Prairies	5	Anglais	14 décembre	19 h à 21 h	Aînés de 55 ans ou plus qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé	6
Québec	6	Français	15 décembre	18 h à 20 h	Personnes faisant face à des pressions financières	6
Région du Lower Mainland – Colombie-Britannique	7	Anglais	5 janvier	21 h à 23 h	Population générale	8
Est du Canada (région de l'Atlantique, Ontario)	8	Anglais	10 janvier	18 h à 20 h	Jeunes adultes de 25 à 30 ans	7
Ouest du Canada (Saskatchewan, Manitoba,	9	Anglais	11 janvier	20 h à 22 h	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	7

Alberta, Colombie-Britannique)						
Québec	10	Français	12 janvier	18 h à 20 h	Jeunes adultes de 18 à 30 ans	7
Toronto et Montréal	11	Anglais	17 janvier	18 h à 20 h	Membres de la communauté 2ELGBTQI+	6
Région du Grand Toronto (RGT)	12	Anglais	18 janvier	18 h à 20 h	Personnes de couleur	7
Région de la Capitale-Nationale du Québec	13	Français	19 janvier	18 h à 20 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	8
Vancouver	14	Anglais	24 janvier	21 h à 23 h	Membres de la diaspora chinoise	8
Prairies (Saskatchewan, Manitoba, Alberta)	15	Anglais	25 janvier	20 h à 22 h	Autochtones, propriétaires d'armes à feu	6
Nombre total de participants						104

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Les participants de quatorze groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Ils se sont remémoré une foule d'annonces et d'initiatives, dont les récentes mesures visant à aider les Canadiens en difficulté à cause de l'augmentation du coût de la vie, les hausses de taux d'intérêt par la Banque du Canada, l'engagement fédéral d'accroître les niveaux d'immigration, la poursuite des efforts de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour récupérer les montants indûment perçus de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et l'enquête de la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* en réponse aux manifestations du convoi de camionneurs de février 2022.

Plusieurs se sont également rappelés diverses mesures et initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale, par exemple le maintien du soutien financier et militaire apporté au gouvernement de l'Ukraine, l'entente conclue avec les États-Unis et Lockheed Martin pour l'achat d'une flotte de chasseurs F-35 destinés à l'Aviation royale canadienne (ARC) et la participation du premier ministre au Sommet des leaders nord-américains.

Réflexions sur 2022 et prévisions pour 2023 (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Quatre groupes ont réfléchi aux enjeux saillants de 2022 ainsi qu'aux défis qui attendent les Canadiens en 2023. En ce qui concerne les enjeux les plus importants de la dernière année, de nombreux participants ont cité l'augmentation du coût de la vie, les problèmes d'abordabilité du logement, la levée des exigences en matière de santé publique liées à la COVID-19 et les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Plusieurs ont également mentionné le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que l'aide militaire et financière fournie par le gouvernement du Canada en appui à l'effort de défense ukrainien.

Quant aux principaux défis pressentis pour l'année à venir, de nombreux participants s'attendaient à ce que les problèmes de main-d'œuvre, de logement et de cherté de la vie persistent. Certains croyaient que les changements climatiques et la transition en cours vers les énergies renouvelables resteraient également un enjeu de premier plan pour le gouvernement fédéral.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Les participants de douze groupes se sont entretenus des grands problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens et ont donné leur opinion sur la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Questionnés sur les principaux domaines qui méritent une priorité plus élevée de la part du gouvernement fédéral, ils ont cité un large éventail d'enjeux, dont les soins de santé, l'inflation et le coût de la vie, le logement, l'immigration, les changements climatiques et l'environnement, et la réconciliation avec les peuples autochtones.

Lorsque nous avons demandé aux participants si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie dans sa gestion des enjeux qui comptent le plus pour les Canadiens, la plupart ont répondu qu'il était sur la mauvaise voie. Quelques-uns étaient indécis ou avaient une opinion

partagée, tandis que de rares personnes approuvaient l'orientation actuelle du gouvernement fédéral. De l'avis général, les mesures récentes mises en œuvre pour répondre aux pénuries de personnel de la santé, au manque de logements abordables et à la hausse du coût de la vie ne suffisaient pas et il fallait s'occuper davantage des Canadiens aux prises avec des problèmes financiers.

Emploi et économie (travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Le groupe composé de travailleurs syndiqués de l'Ontario s'est livré à une discussion supplémentaire sur le marché du travail canadien et la gestion fédérale des enjeux économiques au cours des dernières années. Tout le monde a convenu que l'économie et la création d'emplois devaient figurer au sommet des priorités du gouvernement du Canada et beaucoup se sont dits préoccupés par les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Tous les participants ou presque avaient une opinion négative de la prestation du gouvernement fédéral sur le plan économique. Plusieurs estimaient que les problèmes liés au coût de la vie, au manque de logements abordables et aux bas salaires allaient s'aggraver depuis des années et que le gouvernement du Canada aurait dû être mieux préparé à aplanir ces difficultés pour la population. Certains pensaient que le relèvement des taux d'intérêt par la Banque du Canada avait eu lieu de façon précipitée et qu'une approche progressive aurait été préférable. Lorsque la discussion s'est portée sur d'autres moyens de soutenir la population, les participants ont suggéré que le gouvernement du Canada offre des allègements fiscaux aux locataires et aux emprunteurs hypothécaires, construise davantage de logements, d'hôpitaux et d'écoles un peu partout au pays, et subventionne les travailleurs qui cherchent à se recycler ou se perfectionner pour prospérer dans l'économie de l'avenir.

Soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé)

Les questions entourant les soins de santé ont fait l'objet de discussions dans deux groupes. Tous les participants se considéraient comme des utilisateurs fréquents du système médical et croyaient que la santé devait faire partie des priorités absolues du gouvernement fédéral. Selon l'expérience de la plupart, l'accès aux soins était adéquat et la qualité des services, généralement excellente. Ils croyaient cependant que cette expérience n'était pas celle de tous les Canadiens. D'après certains participants, le système de santé commençait à être saturé, ce qui se traduisait par des pénuries de personnel, de longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous et un délai de plusieurs mois pour voir un spécialiste.

Lorsque nous avons demandé aux participants si leur accès aux soins de santé avait changé au cours des dernières années, plusieurs ont dit qu'il s'était légèrement détérioré. Selon eux, la forte demande de services surchargeait le système, ce qui entraînait d'occasionnels retards dans l'accès aux soins. Tout le monde ou presque s'attendait à ce que ces problèmes durent et à ce que l'accessibilité et la qualité des soins diminuent dans leur région au cours des prochaines années. La possibilité qu'un nombre croissant de médecins de famille prennent leur retraite d'ici dix ans sans relève suffisante en inquiétait plusieurs. Un grand nombre de participants étaient d'avis que pour régler ce problème, il faudrait

consacrer des investissements plus conséquents à la formation de personnel médical et infirmier et au recrutement de professionnels de la santé de l'étranger.

En ce qui concerne le rôle du gouvernement fédéral dans le secteur de la santé, la plupart des participants avaient l'impression qu'il s'agissait avant tout d'une responsabilité provinciale ou territoriale. Lorsque nous leur avons posé la question, peu ont dit être au courant de récentes négociations menées par le gouvernement fédéral et les provinces et territoires dans ce domaine. Après avoir reçu des précisions à ce sujet, la plupart ont jugé que la position du gouvernement fédéral était raisonnable et que les objectifs poursuivis – établir des indicateurs nationaux mesurables pour les domaines prioritaires de la santé et améliorer la gestion des données au Canada – seraient utiles. Certains s'attendaient toutefois à ce que le gouvernement fédéral ait du mal à conclure des ententes individuelles avec les provinces et territoires, ces derniers ayant chacun leurs besoins et perspectives en matière de prestation des soins.

Communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal)

Les membres de la communauté 2ELGBTQI+ ont répondu à quelques questions sur leurs perspectives et leurs expériences. Lorsque nous leur avons demandé d'indiquer les problèmes les plus urgents affectant les personnes 2SLGBTQI+ au Canada, beaucoup ont mentionné la santé mentale. Selon eux, les membres de ces communautés étaient davantage aux prises avec des difficultés de santé mentale que les autres Canadiens et ne parvenaient pas toujours à accéder aux ressources nécessaires lors d'une crise. Quelques participants ont aussi désigné le logement comme un enjeu important, car ils avaient l'impression que les personnes 2ELGBTQI+ font plus souvent l'objet de discrimination de la part des propriétaires et ont donc moins facilement accès à un logement sûr et abordable.

Tout le monde s'entendait pour dire que le gouvernement du Canada a une responsabilité à l'égard des problèmes vécus dans les communautés 2ELGBTQI+. Plusieurs participants ont fait remarquer que si le gouvernement fédéral avait formulé l'intention louable d'améliorer la vie des personnes 2ELGTQI+, il y avait eu peu de résultats concrets jusqu'à présent. De l'avis général, il restait beaucoup à faire pour régler les problèmes systémiques plus vastes qui sont en cause, entre autres les problèmes de logement, la difficulté à trouver un emploi et les craintes ressenties par de nombreux membres des communautés 2ELGTQI+ relativement à leur sécurité personnelle.

Humeur du public (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Les participants de sept groupes ont pris part à une discussion portant sur l'humeur de la population canadienne et les défis qui l'attendent. D'abord invités à décrire les aspects de la vie au Canada qui leur plaisent le plus, ils en ont cité toute une série, dont le niveau de vie élevé, la diversité et le multiculturalisme, la liberté d'expression, un taux de criminalité considéré comme faible et la célébration de la culture et de l'histoire autochtones. Lorsque nous leur avons demandé d'énumérer

les points que les Canadiens ont en commun, plusieurs ont évoqué leur ouverture à la diversité et au multiculturalisme, leur communauté de vues sur l'importance des avantages sociaux et d'autres soutiens (régime universel d'assurance-maladie, congé de maternité, aide aux personnes handicapées) ainsi que le respect et la politesse dont ils font preuve les uns envers les autres.

Invités ensuite à tourner leur attention vers les plus grands défis des Canadiens à l'heure actuelle, les participants en ont évoqué plusieurs, à savoir l'inflation et la hausse du coût de la vie, les effets croissants des changements climatiques, les problèmes du système de santé, les problèmes de santé mentale et de dépendance ainsi que les progrès à faire dans la réconciliation avec les peuples autochtones. De l'avis général, la plupart de ces problèmes pourraient se régler moyennant une planification à long terme et un effort concerté de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Quant à la contribution attendue du gouvernement fédéral, plusieurs pensaient qu'il devait accorder plus d'attention aux besoins des Canadiens, par exemple en matière de santé, de logement abordable et de traitements en santé mentale. Plusieurs croyaient aussi qu'il devait chercher à promouvoir l'unité des Canadiens, afin de combler le fossé grandissant creusé par la pandémie de COVID-19 au cours des dernières années.

Économie (travailleurs syndiqués de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Cinq groupes ont participé à des discussions sur l'économie et le marché du travail canadien. Ils se sont penchés sur les répercussions de l'inflation et de l'augmentation du coût de la vie, les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les travailleurs canadiens et les défis liés à une réorientation professionnelle.

Coût de la vie (résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Trois groupes ont donné leurs points de vue sur le coût de la vie et les défis financiers les plus pressants avec lesquels doivent composer les Canadiens en ce moment. Pratiquement tous les participants estimaient que la hausse de l'inflation avait eu des répercussions sur un grand nombre de ménages dans la dernière année et faisait particulièrement mal aux Canadiens à faible et moyen revenu, aux aînés dont le revenu est fixe et aux étudiants de niveau postsecondaire. Si certains s'attendaient à un ralentissement de l'inflation dans les prochaines années, plusieurs craignaient de voir les coûts augmenter dans l'intervalle, à commencer par le prix de biens et services essentiels, tels que l'épicerie, l'électricité et l'essence. Questionnés sur les facteurs ayant causé la hausse de l'inflation, de nombreux participants y voyaient un problème mondial, attribuable en partie à la pandémie de COVID-19 et aux perturbations engendrées par des conflits, comme celui entre l'Ukraine et la Russie.

Invités à dire s'ils pensaient que le gouvernement du Canada comprenait les pressions financières que les Canadiens subissent actuellement, la plupart jugeaient que oui. Cependant, aux yeux de plusieurs,

les efforts pour s'attaquer à ces problèmes étaient insuffisants et la majorité croyait que le gouvernement du Canada faisait fausse route pour ce qui est de réduire les pressions financières auxquelles font présentement face les ménages canadiens. Relativement aux mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour remédier à ces difficultés, il était possible d'après un certain nombre de participants d'en faire plus pour alléger le fardeau fiscal des Canadiens à faible et moyen revenu et imposer davantage les grandes sociétés (comme les grandes chaînes d'épicerie), qui avaient fait des affaires d'or durant la pandémie.

Le groupe formé de résidents du Québec faisant face à des pressions financières a pris part à un bref exercice au cours duquel nous leur avons présenté de l'information sur diverses mesures annoncées récemment par le gouvernement fédéral pour rendre le coût de la vie plus abordable, puis demandé de choisir celle qui aiderait le plus les personnes aux prises actuellement avec des difficultés financières. L'initiative visant à indexer les prestations en fonction de l'inflation a rallié le plus de participants, bon nombre la considérant comme le moyen le plus efficace d'aider les ménages canadiens à composer avec l'augmentation du coût de la vie, en particulier ceux dont le revenu est fixe. Le lancement de la Prestation dentaire canadienne et la bonification du montant d'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) auquel les Canadiens ont droit ont reçu un appui modéré des participants.

Impact de la pandémie (travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de syndiqués de l'Ontario ont discuté des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les travailleurs et les industries. Nous avons d'abord demandé aux participants comment leur type de travail avait changé dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Les commentaires formulés portaient sur divers secteurs, dont les soins de santé, l'éducation et la construction. Les participants étaient nombreux à considérer les pénuries perçues de main-d'œuvre engendrées par la pandémie de COVID-19 comme un problème grandissant dans leurs secteurs. Beaucoup de participants des secteurs de la santé et de l'éducation étaient d'avis que plus de travailleurs de leur domaine souffraient d'épuisement professionnel ou abandonnaient carrément leur profession, tandis que ceux qui travaillaient en construction avaient dû composer avec le report ou l'annulation de plusieurs projets. Outre la pandémie, tous les participants croyaient que leur secteur avait été touché d'une manière ou d'une autre par l'inflation, qui tirait à la hausse les coûts des fournitures, notamment dans les domaines de la construction et de l'éducation.

Aucun d'entre eux n'était au courant de mesures ou d'initiatives récentes du gouvernement fédéral visant à mieux soutenir les travailleurs de leur secteur. Discutant de ce que le gouvernement fédéral devrait faire pour soutenir la main-d'œuvre au sein de leur industrie à l'avenir, les participants ont formulé un éventail de suggestions, notamment un soutien accru en matière de santé mentale pour les travailleurs confrontés à des problèmes d'anxiété ou d'épuisement professionnel, l'amélioration des normes de santé et sécurité dans les secteurs tels que la construction et des mesures pour inciter les employeurs à offrir des postes à temps plein assurant un salaire vital au personnel.

Réorientation professionnelle (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière)

Les participants résidant en Alberta qui avaient récemment changé de carrière ont pris part à une discussion sur le marché du travail actuel et leur expérience après s'être réorientés professionnellement. Invités à décrire la disponibilité et la qualité des emplois offerts dans leur région, plusieurs avaient l'impression que les salaires avaient stagné ou diminué dans les dernières années alors que le coût de la vie avait considérablement augmenté. Presque tous les participants avaient constaté des pénuries de travailleurs dans leur domaine respectif, surtout de gens de métier, d'enseignants et de conducteurs de matériel lourd. Concernant la façon dont ces problèmes risquent d'évoluer, un grand nombre craignait qu'une plus grande proportion de la population vieillissante du Canada prenne sa retraite dans la prochaine décennie et que cela n'accentue les pénuries de travailleurs.

Questionnés sur ce qui les avait poussés à changer de carrière, beaucoup ont dit que leurs emplois antérieurs étaient source d'insatisfaction et qu'ils avaient voulu trouver un emploi épanouissant qui les rend heureux. La capacité à mieux soutenir leurs familles, la possibilité de toucher un meilleur salaire et l'acquisition de nouvelles compétences pour accroître leur valeur sur le marché du travail actuel figuraient parmi les autres facteurs de motivation nommés par les participants. Plusieurs disaient que changer de carrière présentait son lot de défis, notamment la difficulté à développer de nouvelles habiletés, les longues études à faire pour obtenir l'accréditation dont ils ont besoin et l'inquiétude que le fait de renoncer à un emploi stable pour aller étudier engendrait. De nombreux participants ont cité l'insécurité financière comme leur plus grande préoccupation relative à un changement de carrière.

À la question de savoir comment le gouvernement fédéral pourrait le mieux appuyer les travailleurs souhaitant changer de carrière, bon nombre de participants jugeaient les critères d'admissibilité aux programmes et soutiens fédéraux existants trop restrictifs. Le gouvernement fédéral devait selon eux assouplir les exigences de ces initiatives pour qu'un plus grand nombre de personnes y soient admissibles. D'autres estimaient par ailleurs qu'il était possible d'en faire plus pour informer les Canadiens des nombreuses ressources à leur disposition, estimant qu'un large pan de la population ne les connaissait pas.

Impôts et Agence du revenu du Canada (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Trois groupes composés dans chaque cas de jeunes adultes ont pris part à des discussions sur l'Agence du revenu du Canada (ARC) et la production de leur déclaration de revenus annuelle. Dans l'ensemble, les participants étaient moins nombreux à produire leur déclaration de revenus en ligne qu'à la faire préparer par leur comptable, un fournisseur de services de préparation de déclarations de revenus comme H&R Block ou encore par un ami ou un membre de la famille. Parmi ceux ayant l'habitude de produire leur déclaration de revenus en ligne, la plupart ont invoqué comme principales raisons le côté pratique de services comme TurboImpôt et leur coût relativement modique. Quant aux principales raisons les incitant à faire leurs impôts, plusieurs pensaient qu'ils y étaient tenus par la loi et voulaient éviter d'avoir à payer une pénalité pour la production tardive de leur déclaration. Pour

quelques-uns, la possibilité d'obtenir un remboursement d'impôt les motivait également à produire leur déclaration de revenus.

Invités à nommer les obstacles ou difficultés qu'ils pouvaient rencontrer lorsqu'ils font leurs impôts, un grand nombre ont cité un manque général de connaissances en préparation de déclarations de revenus. Certains disaient se sentir souvent dépassés par ce processus et le trouver très anxiogène. Concernant la manière dont l'ARC pouvait faciliter la production des déclarations de revenus, beaucoup pensaient que plus de ressources devraient être consacrées à montrer aux Canadiens (surtout les plus jeunes) comment préparer leur déclaration de revenus et à les aider durant ce processus. Simplifier les formulaires d'impôt afin qu'ils soient plus faciles à remplir et mettre au point une fonction de clavardage en ligne pour permettre à ceux qui ont des questions d'obtenir rapidement de l'aide d'un agent de l'ARC faisait partie des autres mesures suggérées par les participants.

Soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Sept groupes ont discuté de la question des soins de santé. Les discussions visaient à recueillir les points de vue des participants sur les soins de santé dans leurs collectivités, les priorités en matière de soins de santé du gouvernement fédéral et la confiance à l'égard des autorités de santé publique.

Perspectives en matière de soins de santé (personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Deux groupes se sont prononcés sur le système de santé actuel et les difficultés auxquelles leurs collectivités étaient confrontées. De l'avis de tous, les soins de santé constituaient un dossier hautement prioritaire qui méritait une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. La plupart considéraient l'accès aux soins de santé comme un problème de taille dans leurs régions, citant en exemples les longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous, les listes d'attente de plusieurs mois pour consulter un spécialiste et la difficulté à subir rapidement des examens et des actes préventifs (comme une analyse de sang). De plus, plusieurs ont souligné les pénuries perçues de travailleurs comme un défi considérable dans leur région. Selon eux, il manquait de professionnels de la santé actuellement, ce qui avait contribué à accroître le taux d'épuisement professionnel chez les médecins et d'infirmières ayant été contraints d'assumer une charge de travail plus importante.

La quasi-totalité jugeait que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route en matière de soins de santé. Même si cette question avait été amplement débattue au niveau fédéral ces dernières années, plusieurs n'avaient constaté aucune amélioration notable au chapitre de la prestation des soins de santé dans leurs collectivités. Divers participants jugeaient nécessaire d'investir davantage dans l'amélioration des infrastructures de soins de santé et l'augmentation du nombre de médecins et d'infirmières en exercice au Canada.

Priorités en matière de soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, personnes de couleur de la RGT)

Trois groupes ont pris part à des discussions sur les annonces récentes faites par le gouvernement du Canada concernant les domaines de soins de santé auxquels il accorde la priorité. Les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait annoncé dernièrement cinq domaines prioritaires en santé soit : remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

Les réactions à cette liste ont été surtout favorables, bon nombre des participants y voyant un plan pour s'attaquer aux problèmes actuels au sein du système de santé. La priorité visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et à réduire les temps d'attente semblait importante aux yeux de plusieurs, qui la considéraient comme le plus grand défi lié aux soins de santé dans leur région. Les participants ont aussi salué les objectifs consistant à accroître les ressources en santé mentale, à augmenter l'accès aux soins de santé familiale et à utiliser davantage les soins virtuels. Malgré l'importance qu'elle revêt à long terme, quelques participants se demandaient si la modernisation de la gestion des données sur la santé devait figurer en tête des priorités, la jugeant moins pressante que les autres problèmes. Nous avons demandé aux participants si leur opinion du gouvernement fédéral avait changé après avoir pris connaissance de ces priorités. La plupart se sont dits encouragés par l'exhaustivité de la liste. Certains estimaient cependant que la définition des priorités se voulait un pas dans la bonne direction, mais que leur évaluation du gouvernement fédéral dépendrait du degré de réussite des mesures que ce dernier prendrait au cours des années à venir pour s'attaquer à ces enjeux prioritaires.

Confiance à l'égard des autorités de santé publique (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Trois groupes de participants composés dans chaque cas de jeunes adultes ont discuté de leur confiance envers les autorités et les responsables de la santé publique et l'information sur la santé émanant du gouvernement fédéral. Nous avons d'abord demandé aux participants comment ils décidaient s'ils peuvent faire confiance ou non aux informations qu'ils voient en ligne. La plupart consultaient des sources officielles, comme les sites Web du gouvernement fédéral ou provincial, des autorités de santé publique et des universitaires pour confirmer l'information sur la santé trouvée sur les médias sociaux. Beaucoup de participants disaient être plus enclins à faire confiance aux autorités et aux organismes reconnus depuis longtemps pour la qualité de leurs recherches et une présentation impartiale de l'information. Certains ont exprimé leur scepticisme à l'égard d'autres sources, dont les médias, estimant qu'ils présentaient souvent l'information de manière à capter le plus l'attention sans chercher nécessairement à fournir des conseils médicaux exacts et impartiaux.

Concernant les informations sur la santé relayées par des personnes, la majorité se basait sur des facteurs pour déterminer si elles étaient crédibles, y compris leurs diplômes et titres professionnels, leurs recherches antérieures et leur réputation personnelle. Invités à dire si leur opinion à l'égard des

divers porte-parole change la perception qu'ils ont de l'organisme de santé que ces derniers représentent respectivement, la plupart disaient se baser surtout sur le porte-parole et l'organisme en question et les évaluer au cas par cas. Questionnés sur les qualités qu'ils souhaitaient retrouver chez les responsables de la santé publique, une majorité de participants s'attendaient à ce que les experts de la santé publique aient une solide formation en la matière ainsi qu'une expérience de travail concrète en santé (y compris des interactions directes avec des patients) et prennent des décisions qui tiennent compte de tous les Canadiens et les Canadiennes, dont les populations marginalisées. Ils accordaient également de l'importance à la transparence, à la compassion et à la pertinence des experts en santé publique.

Seuls quelques-uns affirmaient connaître les divers responsables de la santé publique à l'échelle fédérale et de leur province ou territoire. Invités à dire s'ils feraient généralement confiance à ces personnes, la plupart ont répondu par l'affirmative. Plusieurs avaient l'impression que le plus souvent les responsables étaient des experts dans leur domaine, avaient plusieurs dizaines d'années d'expérience médicale et fournissaient des conseils et des lignes directrices fondés sur la science et des faits vérifiables. Quant à ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour renforcer la confiance des jeunes Canadiens dans les renseignements de santé publique, plusieurs ont rappelé qu'une uniformité et une transparence accrues étaient nécessaires ainsi qu'un dialogue plus ouvert sur la façon dont les décisions publiques sont prises et les raisons qui les sous-tendent.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont discuté de la manière dont ils reconnaissent habituellement les informations et les messages diffusés par le gouvernement du Canada, que ce soit à la télévision, dans les médias sociaux, dans les journaux ou à la radio. Questionnés sur les indices leur permettant d'identifier ce type d'informations, beaucoup ont parlé d'un logo ou d'un en-tête officiel caractéristiques de la correspondance fédérale. Certains ont ajouté que d'ordinaire, ces messages comportent une mention explicite de leur source, ce qui aide à les reconnaître. Lorsqu'il a été question d'informations diffusées à la radio, beaucoup ont mentionné le refrain publicitaire qui accompagne les messages fédéraux ainsi que la voix féminine bien reconnaissable indiquant leur provenance.

Lorsque nous leur avons présenté le mot-symbole du gouvernement du Canada, tous les participants l'ont reconnu et plusieurs ont confirmé qu'il s'agissait du logo qu'ils avaient précédemment décrit. Beaucoup se rappelaient l'avoir vu sur des immeubles, dans la correspondance et dans des publicités imprimées et télévisées du gouvernement fédéral. À la question de savoir ce qu'il signifiait, la plupart des participants ont répondu qu'il avait pour fonction première d'indiquer officiellement qu'une information ou une lettre émane du gouvernement du Canada. Certains ont fait remarquer que son utilisation systématique au fil des ans en avait fait un symbole aisément reconnaissable pour les Canadiens. La plupart s'attendaient à le voir dans la correspondance et sur les édifices fédéraux, et quelques-uns l'associaient plus particulièrement à des tâches annuelles comme leur déclaration de l'impôt sur le revenu.

Dans la même veine, la signature musicale officielle du gouvernement du Canada était familière à tous les participants. Plusieurs ont dit l'avoir entendu à la radio, à la télévision ou dans des contenus publiés sur les médias sociaux. Lorsque nous leur avons demandé pourquoi le gouvernement du Canada y avait recours, la plupart ont répondu qu'il s'agit d'un indice sonore mémorable et aisément reconnaissable attestant que l'information entendue émane du gouvernement du Canada et mérite qu'on y prête attention.

Enjeux spécifiques aux communautés 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal)

Dans un groupe composé de personnes 2ELGBTQI+, les participants ont discuté d'un certain nombre de problèmes qui touchent leur communauté et des récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour s'y attaquer. Invités à décrire la relation historique des communautés 2ELGBTQI+ avec le gouvernement du Canada, les participants ont partagé divers points de vue. Tandis qu'un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le Canada avait toujours fait preuve de leadership dans les dossiers concernant les communautés 2ELGBTQI+, d'autres étaient plus pessimistes et croyaient que le gouvernement fédéral les avait négligées par le passé, en particulier les transgenres, les non binaires et les personnes aux deux esprits (2E) qui, d'après eux, avaient été exclus de la plupart des initiatives et politiques fédérales jusqu'à tout récemment.

Tous étaient en désaccord avec l'énoncé selon lequel le gouvernement du Canada se soucie des communautés 2ELGBTQI+, est à l'écoute de leurs besoins et y répond. Dans l'ensemble, la plupart des participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait fait bien peu de progrès en ce qui concerne les enjeux les plus importants touchant les communautés 2ELGBTQI+. Questionnés à savoir s'ils croyaient que la situation avait évolué au Canada dans les dernières années, la moitié des participants a répondu que les choses s'étaient améliorées alors que l'autre moitié a affirmé n'avoir constaté aucun changement au quotidien. Personne ne croyait que la situation se soit détériorée. Discutant des moyens que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour aider ces communautés, plusieurs participants ont suggéré d'insister sur les initiatives éducatives. Plusieurs s'entendaient pour dire que de nombreuses idées fausses qui circulent au sujet des membres des communautés 2ELGBTQI+ résultaient d'une incompréhension et d'un manque d'éducation à leur sujet. Ceux-ci étaient d'avis que ces initiatives seraient particulièrement bénéfiques aux jeunes Canadiens et aux parents de jeunes personnes 2ELGBTQI+ qui ne comprennent pas toujours les difficultés auxquelles leurs enfants sont confrontés.

Aucun des participants n'avait entendu parler des récentes mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour les personnes 2ELGBTQI+. Pour faciliter la discussion, nous leur avons présenté plusieurs mesures et initiatives récemment mises sur pied par le gouvernement fédéral en consultation avec ces communautés. C'est l'initiative qui vise à appuyer la résilience et la résurgence des personnes autochtones 2ELGBTQI+ qui a reçu le plus grand appui des participants. Les initiatives de raffermir la conception de politiques sur la base de données et de faits à l'endroit des communautés 2ELGBTQI+ et d'accorder la priorité à l'action communautaire des communautés 2ELGBTQI+ ont également attiré beaucoup d'attention, alors qu'un petit nombre de

participants ont appuyé l'initiative visant à mobiliser l'ensemble de la population canadienne en faveur d'un avenir plus inclusif et celle qui consiste à intégrer les enjeux 2ELGBTQI+ au travail du gouvernement du Canada. Tous s'entendaient pour dire que si elles étaient réalisées, ces priorités contribueraient grandement à améliorer la vie des personnes 2ELGBTQI+ et ont dit souhaiter que le gouvernement agisse rapidement.

Armes à feu (résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Dans ce groupe composé de résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies, les participants ont discuté des récentes mesures du gouvernement fédéral pour renforcer les lois sur les armes à feu au pays. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que les crimes commis avec les armes à feu étaient un problème sérieux qui avait pris de l'ampleur dans les dernières années, surtout chez les jeunes. Questionnés à savoir s'ils croyaient que les lois sur les armes à feu au Canada étaient assez strictes, trop strictes ou pas assez strictes, les participants ont répondu dans une proportion égale que les lois étaient assez strictes ou pas assez strictes.

Bien que généralement en faveur d'un renforcement des lois sur les armes à feu, un certain nombre de participants s'inquiétaient à l'idée que leurs propres armes (comme les fusils de chasse) soient assujetties aux récentes interdictions annoncées par le gouvernement du Canada. Quelques-uns craignaient que la perte de leurs armes à feu limite leur capacité à nourrir leurs familles et leurs communautés. Certains croyaient que les récents projets de règlements n'avaient pas été soumis à un processus de consultation en bonne et due forme auprès des communautés autochtones et que ces lois leur étaient imposées sans leur consentement.

Informés sur un certain nombre de récentes mesures proposées par le gouvernement fédéral en matière d'armes à feu, les participants ont eu des réactions variées. Plusieurs étaient d'accord avec l'idée d'une réglementation accrue pour ceux qui commettent des actes de violence conjugale et de harcèlement criminel. Ils étaient également très nombreux à appuyer la proposition qui vise à lutter contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu, ainsi que l'initiative qui consiste à accroître les ressources pour lutter contre la contrebande et le trafic d'armes à feu, croyant que ces activités avaient largement contribué à l'augmentation des crimes commis avec des armes à feu. La mise en œuvre d'un gel national des armes de poing a suscité des réactions mitigées. Pour certains, l'objectif de réduire le nombre d'armes à poing au Canada est important pour mieux protéger la population canadienne, alors que d'autres étaient d'avis qu'on devrait permettre aux propriétaires d'armes à feu enregistrées et conformes à la loi de garder leurs armes. Un certain nombre de participants ont réagi négativement à l'initiative qui consiste à exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches et croyaient que cette mesure était particulièrement restrictive pour les chasseurs puisqu'il faudrait modifier ou remplacer de nombreux fusils de chasse pour qu'ils soient conformes aux nouvelles exigences.

Logement (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Un groupe de résidents de la région du Lower Mainland en Colombie-Britannique a discuté de plusieurs initiatives en matière de logement annoncées par le gouvernement du Canada. Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler des récentes actions en matière de logement du gouvernement fédéral, plusieurs avaient l'impression que des mesures avaient été prises pour interdire temporairement l'achat de logements résidentiels par des non-Canadiens, mais aucun ne se rappelait d'autres initiatives.

Nous avons présenté aux participants une série d'initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada et leur avons demandé de choisir celle qui selon eux aurait l'impact le plus positif sur le marché du logement au pays. Parmi ces initiatives, l'introduction de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat et l'interdiction aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans ont reçu le plus grand appui des participants. Les initiatives de mettre fin aux offres à l'aveugle, de créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des rénovations, et de rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs ont également obtenu un appui modéré. Lorsque nous leur avons demandé si ces initiatives leur profiteraient, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative et quelques-uns ont mentionné l'impact positif d'une interdiction visant les acheteurs étrangers sur l'abordabilité des logements dans les villes comme Vancouver.

En discutant des autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre en lien avec le logement, les participants ont fait plusieurs suggestions, notamment une réglementation plus stricte des promoteurs et des courtiers en immeubles, une aide supplémentaire pour les acheteurs d'une première maison, et un soutien financier pour les locataires qui éprouvent eux aussi des difficultés sur le marché du logement actuel.

Immigration (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches)

Les participants de la région de la Chaudière-Appalaches ont discuté de plusieurs sujets liés à l'immigration. Questionnés au sujet de l'état actuel du système d'immigration canadien, presque tous avaient l'impression que le processus était devenu excessivement long et compliqué. Quant aux avantages à accueillir de nouveaux immigrants, de nombreux participants ont parlé des avantages économiques, comme le renforcement de la population active et la hausse de la productivité dans plusieurs secteurs. Un certain nombre d'entre eux voyaient également des avantages à l'immigration pour accroître la diversité et les perspectives culturelles chez les Canadiens et promouvoir ainsi une population plus forte et plus inclusive. Plusieurs s'inquiétaient également du manque de logements abordables pour les nouveaux arrivants et d'une hausse des taux d'immigration qui ne ferait qu'aggraver le sentiment de crise du logement qui prévaut actuellement.

Les participants étaient un peu plus nombreux à dire que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration comparativement à ceux qui pensaient le contraire. Les premiers ont fait valoir que de nombreuses mesures de soutien étaient déjà en place pour les nouveaux

immigrants et que le gouvernement fédéral avait réussi à augmenter les niveaux d'immigration dans les dernières années. Ceux qui croyaient que le gouvernement faisait fausse route en matière d'immigration ont mentionné qu'il n'y avait pas suffisamment de ressources pour répondre au taux d'immigration actuel et que des investissements majeurs s'imposaient.

Informés que le gouvernement du Canada cherchait à augmenter les taux d'immigration avec comme objectif d'accueillir 500 000 nouveaux immigrants en 2025, la plupart des participants ont réagi favorablement. Selon eux, il s'agissait d'une cible atteignable de la part du gouvernement fédéral qui bénéficierait à l'ensemble du Canada à long terme.

Opioides (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la diaspora chinoise de Vancouver)

Les participants de deux groupes de la Colombie-Britannique ont discuté de la dépendance aux opioïdes dans la province. Presque tous s'entendaient pour dire que la dépendance et la consommation de substances illicites étaient un enjeu de taille à l'heure actuelle et craignaient que le problème prenne de l'ampleur si des mesures importantes n'étaient pas prises.

Questionnés à savoir s'ils connaissaient les expressions « approvisionnement plus sécuritaire » et « sites de consommation supervisée », la plupart des participants ont répondu par l'affirmative et se sont dits favorables à ces programmes. Même si quelques-uns croyaient que ces approches pourraient favoriser une plus grande dépendance, plusieurs étaient d'avis qu'elles contribueraient grandement à prévenir les surdoses et à atténuer la pression sur les services médicaux d'urgence et les hôpitaux. Aux dires de nombreux participants, la prévention de la toxicomanie et des dépendances aux drogues devrait être une responsabilité du gouvernement fédéral et de ses homologues provinciaux, et que chacun d'eux a un rôle à jouer pour lutter contre ce fléau.

Le groupe des participants de Vancouver était invité à répondre à quelques questions supplémentaires concernant la récente exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 grammes ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Plusieurs étaient favorables à cette initiative qui selon eux contribuerait à libérer des ressources additionnelles pour le système de justice pénale et parce que les arrestations répétitives pour possession de faibles quantités de drogues produisaient peu de résultats. Un certain nombre de participants craignaient toutefois que cette initiative augmente la dépendance et la consommation de substances avec le retrait de ces sanctions pénales. Certains ont fait valoir que pour atteindre son but, l'initiative devrait être combinée à des ressources additionnelles en matière de santé mentale et de traitement des dépendances pour éventuellement amener les individus à cesser de consommer des substances illicites.

Points de vue sur le secteur de l'énergie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière)

Les résidents de l'Alberta ont pris part à une discussion visant à recueillir leurs points de vue sur l'avenir du secteur de l'énergie dans la province. Tous s'accordaient pour dire que le secteur pétrolier et gazier était essentiel pour la santé économique de l'Alberta. Invités à décrire l'état actuel de ce secteur dans leur province, de nombreux participants étaient d'avis que celui-ci avait connu une piètre performance au cours des dernières années. Plusieurs ont affirmé que de nombreuses communautés qui dépendaient auparavant de la production pétrolière et gazière pour assurer leur survie économique avaient été abandonnées en raison du ralentissement dans ce secteur. Certains étaient également préoccupés par l'apparente prévalence des entreprises pétrolières et gazières sous contrôle étranger au Canada et croyaient qu'elles avaient supplanté leurs concurrents au pays.

Tous les participants s'entendaient pour dire qu'il était essentiel pour l'Alberta de diversifier son économie et de réduire sa dépendance au pétrole et au gaz, en misant notamment sur la technologie, l'industrie pharmaceutique, la fabrication et l'agriculture. Lorsque nous leur avons demandé si le secteur de l'énergie renouvelable était important pour l'avenir économique en Alberta, un certain nombre de participants se sont montrés sceptiques. Plusieurs croyaient que les sources d'énergie propre ne pouvaient produire suffisamment d'énergie pour répondre aux besoins de la province et qu'une transition à grande échelle vers l'énergie renouvelable n'était pas un objectif réaliste à l'heure actuelle. Durant la discussion sur le secteur de l'énergie propre en Alberta, les participants étaient généralement pessimistes. Bon nombre d'entre eux doutaient que la province connaisse une grande croissance économique au cours de la prochaine décennie. Plusieurs craignaient également que l'abandon progressif du secteur pétrolier et gazier entraîne une hausse importante du prix de l'énergie. Au sujet des changements qui seraient éventuellement nécessaires pour faciliter la transition vers l'énergie propre, un certain nombre de participants s'attendaient à ce qu'il faille construire une nouvelle infrastructure massive pour supporter les nouveaux réseaux énergétiques.

Relations avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de Vancouver)

Un groupe composé de Canadiens d'origine chinoise résidant à Vancouver a discuté des relations actuelles entre le Canada et la Chine. Tous étaient d'avis que ces relations s'étaient détériorées au cours des récentes décennies et plus particulièrement dans les dernières années. Plusieurs attribuaient ce fait en partie à l'ascension de la Chine comme grande puissance économique et géopolitique et à sa capacité apparente à faire preuve d'une plus grande fermeté en matière de politique étrangère. Quelques-uns croyaient que la situation s'était aggravée durant la pandémie de COVID-19 en raison de l'interruption des activités commerciales entre les deux pays due aux exigences strictes en matière de santé publique en Chine.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne ses relations avec la Chine, les participants ont exprimé beaucoup d'incertitude. Plusieurs ont parlé de ce qu'ils considéraient être un manque de direction de la part du gouvernement canadien vis-à-vis de la Chine et croyaient que ses actions des dernières années avaient été en grande partie réactives. Questionnés à savoir si le gouvernement canadien faisait du bon travail en ce qui concerne

ses relations avec la Chine, plusieurs ont commenté positivement son engagement au chapitre des droits de la personne et les valeurs canadiennes, et le fait qu'il ait critiqué ouvertement la Chine pour ses violations des droits de la personne à l'intérieur de ses frontières.

Lorsque nous leur avons demandé à quoi devrait ressembler la relation entre le Canada et la Chine à l'avenir, plusieurs participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait établir une stratégie plus claire à long terme pour préciser ses intentions et ses attentes à l'égard de la Chine. Bien qu'ils aient jugé prudent de maintenir des relations commerciales avec ce pays, plusieurs souhaiteraient que le gouvernement du Canada redouble d'efforts pour diversifier ses relations commerciales avec d'autres pays d'Asie et s'assurer d'avoir plusieurs partenaires commerciaux dans la région.

Défis communautaires (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches)

Dans la région de la Chaudière-Appalaches, les participants ont brièvement discuté des défis que doit affronter leur communauté. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux qui nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, les participants ont fourni plusieurs réponses, notamment le vieillissement de la population dans la province, le manque d'accès à des logements abordables, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'accès limité aux soins de santé (et aux soins primaires en particulier).

Quant aux industries et aux secteurs les plus importants dans leur communauté, plusieurs ont mentionné la raffinerie de pétrole locale et le secteur de la fabrication, de même que la production de métal et de meubles. Pour ce qui est de l'avenir, de nombreux participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait miser davantage sur les secteurs comme l'agriculture et la production alimentaire. Certains croyaient qu'une production alimentaire accrue à l'échelle locale permettrait de réduire la facture d'épicerie pour les résidents de la région, tout en assurant un approvisionnement alimentaire à long terme.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021
Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en décembre 2022 et janvier 2023

Afin de replacer ce cycle de groupes de discussion dans son contexte, nous présentons ci-après un bref rappel des principaux événements survenus durant les mois de décembre 2022 et de janvier 2023.

- Du 1^{er} au 7 décembre
 - Le 1^{er} décembre : Le gouvernement du Canada annonce un engagement de 107 millions de dollars en faveur de la grande région de la Corne de l’Afrique, à raison de 25 millions pour l’Éthiopie, 11 millions pour le Kenya, 26 millions pour la Somalie, 25 millions pour le Soudan du Sud et 20 millions pour le Soudan. Ces fonds serviront à lutter contre la faim, la malnutrition aiguë et d’autres problèmes urgents affligeant les populations de ces pays.
 - Le 2 décembre : La ministre des Affaires étrangères annonce une nouvelle série de sanctions contre le régime iranien en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l’Iran*.
 - Le 2 décembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement d’environ 10 millions de dollars dans le cadre du Programme sur l’usage et les dépendances aux substances (PUDS) afin de soutenir 16 projets communautaires menés au Canada. Ces projets aideront les communautés autochtones à répondre à la crise des surdoses et à gérer les méfaits liés à la consommation de substances.
 - Le 2 décembre : Le Canada annonce qu’à compter du 5 décembre 2022, le prix maximal du pétrole brut d’origine russe transporté par voie maritime sera plafonné à 60 dollars américains le baril, afin d’affaiblir la capacité du président russe à financer sa guerre illégale contre l’Ukraine.
 - Le 5 décembre : La ministre des Affaires étrangères annonce une nouvelle série de sanctions contre le régime haïtien en vertu du *Règlement sur les mesures économiques visant Haïti*.
 - Le 6 décembre : Le gouvernement du Canada et ses partenaires de la Nishnawbe Aski Nation (NAN) signent l’entente sur la Table de réinitialisation de l’éducation NAN-Canada afin de soutenir la réforme de l’éducation et le leadership des Premières Nations à l’égard de leurs systèmes d’éducation dans la région.
 - [Groupes de discussion de la population générale de la Chaudière-Appalaches, au Québec \(6 décembre\), et des travailleurs syndiqués de l’Ontario \(7 décembre\)](#).
 - Le 7 décembre : La ministre de l’Emploi, du Développement de la main-d’œuvre et de l’Inclusion des personnes en situation de handicap annonce la création du Conseil des entreprises pour l’inclusion des personnes en situation de handicap (CEIPSH), chargé de promouvoir un changement de culture en ce qui concerne l’inclusion des personnes handicapées dans le milieu de travail.
 - Le 7 décembre : Le gouvernement du Canada annonce le dépôt d’un projet de loi intitulé *Loi modifiant la Loi sur Investissement Canada*, aussi connu sous le nom de *Loi sur la modernisation de l’examen des investissements relativement à la sécurité nationale*.

- Du 8 au 15 décembre
 - Le 8 décembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de près de 3 millions de dollars dans le cadre du programme Énergies renouvelables intelligentes et trajectoires d'électrification pour financer le Réseau des pairs du secteur de l'énergie dans les communautés autochtones du Conseil du bassin du Fraser. Cet investissement favorisera le leadership autochtone dans le secteur des énergies renouvelables et de l'électrification en Colombie-Britannique.
 - Le 8 décembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement conjoint de plus de 80 millions de dollars sur cinq ans de la part du gouvernement fédéral, du gouvernement du Québec et de partenaires provinciaux pour soutenir les recherches en santé axées sur les besoins des patients menées par l'unité de soutien de la SRAP du Québec.
 - [Groupe de discussion des utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique \(8 décembre\).](#)
 - Le 9 décembre : Santé Canada autorise l'utilisation du vaccin Comirnaty de Pfizer-BioNTech, un vaccin bivalent adapté aux sous-variants BA.4/BA.5 d'Omicron, comme dose de rappel chez les enfants âgés de 5 à 11 ans.
 - Le 13 décembre : Le gouvernement du Canada annonce le transfert de 115 millions de dollars en recettes douanières perçues sur les importations en provenance de la Russie et du Bélarus pour réparer le réseau électrique de Kyiv, à la suite d'attaques russes répétées contre l'infrastructure énergétique de l'Ukraine.
 - [Groupe de discussion des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta âgés de 40 à 55 ans et ayant récemment changé de carrière \(13 décembre\); groupe de discussion des aînés de 55 ans ou plus qui sont de fréquents utilisateurs du système de santé et qui résident dans de grandes villes et des villes de taille moyenne des Prairies \(14 décembre\).](#)
 - Le 14 décembre : La ministre des Services aux Autochtones annonce le dépôt du projet de loi C-38, qui vise à corriger les iniquités subsistant dans les dispositions de la *Loi sur les Indiens* relatives à l'inscription et à l'appartenance à une bande.
 - Le 14 décembre : Le gouvernement du Canada dépose un projet de loi en vue de modifier la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social* et, à plus long terme, permettre la création d'un Conseil d'appel en assurance-emploi.
 - [Groupe de discussion des résidents du Québec faisant face à des pressions financières \(15 décembre\).](#)
 - Le 15 décembre : Le gouvernement du Canada annonce que le projet de loi C-32, la *Loi d'exécution de l'Énoncé économique de l'automne de 2022*, a reçu la sanction royale.
- Du 16 au 23 décembre
 - Le 16 décembre : Le gouvernement du Canada annonce le versement d'un prêt de 500 millions de dollars par l'intermédiaire du compte multidonateurs pour l'Ukraine administré par le Fonds monétaire international (FMI).
 - Le 19 décembre : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 31 millions de dollars provenant du Fonds pour la large bande universelle afin de financer l'accès à Internet

haute vitesse pour plus de 4 700 foyers de la municipalité du comté de Pictou, en Nouvelle-Écosse.

- Le 19 décembre : La ministre des Affaires étrangères annonce le blocage et la confiscation de 26 millions de dollars américains de l'entreprise Granite Capital Holdings, propriété d'un oligarque russe sanctionné en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie*.
- Le 20 décembre : La ministre des Affaires étrangères annonce la prise de sanctions supplémentaires contre deux membres en vue de l'élite en Haïti en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant Haïti*.
- Le 20 décembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement de FedNord de plus de 8 millions de dollars destiné à trois projets menés par le PARO – Centre pour l'entreprise des femmes pour soutenir les femmes entrepreneures dans le Nord de l'Ontario.
- Le 20 décembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 16,5 millions de dollars dans des travaux de recherche sur les moyens de combattre l'épidémie mondiale actuelle de variole simienne, de prévenir de futures éclosions et d'améliorer les soins aux patients.
- Le 20 décembre : Le ministre des Relations Couronne-Autochtones annonce que le projet de loi S-219, *Loi concernant la Journée nationale de la jupe à rubans*, a reçu la sanction royale.
- Du 24 au 31 décembre
 - Le 31 décembre : Le gouvernement du Canada annonce une exigence temporaire selon laquelle les voyageurs en provenance de la République populaire de Chine, de Hong Kong ou de Macao doivent présenter un résultat négatif à un test de dépistage de la COVID-19 passé tout au plus deux jours avant le départ.
- Du 1^{er} au 7 janvier
 - Le 3 janvier : Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté annonce que le Canada a atteint sa cible d'accueillir 431 645 nouveaux résidents permanents en 2022 et qu'il s'agit du plus grand nombre de personnes jamais admises au pays en un an.
 - Le 3 janvier : Le ministre des Relations Couronne-Autochtones annonce la conclusion d'une entente de principe dans le cadre du recours collectif concernant les foyers familiaux fédéraux (Percival).
 - **Groupe de discussion de la population générale du Lower Mainland de la Colombie-Britannique (5 janvier).**
- Du 8 au 15 janvier
 - Le 8 janvier : Le gouvernement du Canada souligne le troisième anniversaire de l'écrasement du vol 752 et la Journée nationale de commémoration des victimes de catastrophes aériennes.
 - Le 9 janvier : La ministre des Affaires étrangères annonce des sanctions supplémentaires contre plusieurs personnes et entités iraniennes en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran*.

- Le 9 janvier : Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté annonce l'ouverture de la saison d'Expérience internationale Canada (EIC) pour les jeunes de l'étranger qui souhaitent acquérir une expérience de travail et de voyage au Canada.
- Le 9 janvier : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 7,5 millions de dollars en appui à 31 projets d'amélioration des espaces communautaires et des attractions touristiques de la région de Golden Horseshoe.
- Le 10 janvier : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 7 millions de dollars à YMCA Canada pour soutenir les programmes « YMCA Libère ta tête » et « Mind Medicine » destinés aux jeunes souffrant d'anxiété ou de dépression légère à modérée.
- Le 10 janvier : Le gouvernement du Canada annonce l'acquisition auprès des États-Unis d'un système de défense aérienne au sol à courte et moyenne portée (NASAMS), accompagné de munitions, pour en faire don à l'Ukraine.
- [Groupes de discussion des jeunes adultes de 25 à 30 ans de l'est du Canada \(région de l'Atlantique et Ontario\) \(10 janvier\) et des jeunes adultes de 18 à 24 ans de l'Ouest du Canada \(Saskatchewan, Manitoba, Alberta et Colombie-Britannique\) \(11 janvier\).](#)
- Le 11 janvier : Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan annoncent un financement conjoint de 17,6 millions de dollars consacré à des travaux de recherche sur les cultures en 2023.
- Le 11 janvier : Le gouvernement du Canada annonce que les Forces armées canadiennes ont livré par voie aérienne les véhicules blindés achetés par Haïti afin d'appuyer les efforts de la Police nationale pour combattre la violence des gangs contre les citoyens de ce pays.
- [Groupe de discussion des jeunes adultes de 18 à 30 ans du Québec \(12 janvier\).](#)
- Le 13 janvier : Le gouvernement du Canada annonce le lancement de la Stratégie quantique nationale, qui vise à renforcer le leadership mondial du Canada en recherche quantique et à développer ses technologies, ses entreprises et ses talents en ce domaine. Des crédits de 360 millions de dollars étaient prévus pour cette initiative dans le budget de 2021.
- Le 13 janvier : Les gouvernements du Canada et du Yukon annoncent la signature d'une entente de principe dans le cadre du programme 2 milliards d'arbres pour soutenir la restauration de la nature et la création d'écosystèmes forestiers en santé.
- Du 16 au 23 janvier
 - Le 16 janvier : Le gouvernement du Canada annonce que la ville de London recevra jusqu'à 3,09 millions de dollars du Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires afin d'accentuer ses efforts de prévention de la criminalité armée et de la violence des gangs.
 - [Groupes de discussion des membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal \(17 janvier\) et des personnes de couleur de la région du Grand Toronto \(RGT\) \(18 janvier\).](#)
 - Le 18 janvier : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 23 millions de dollars des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) pour former le Consortium contre le cancer pédiatrique (CCP) et soutenir la recherche dans ce domaine.
 - [Groupe de discussion des parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec \(19 janvier\).](#)

- Le 19 janvier : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 25,5 millions de dollars dans le cadre du Fonds pour l'emploi et la croissance (FEC) afin de soutenir la création d'emplois et l'expansion des entreprises de Calgary.
- Le 19 janvier : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 350 millions de dollars pour l'achat de 350 autobus à zéro émission et l'installation des infrastructures de recharge connexes pour la ville d'Ottawa.
- Le 20 janvier : Le gouvernement du Canada annonce une aide de 40 millions de dollars sur deux ans au secteur des mollusques et crustacés du Canada atlantique, par l'intermédiaire de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA).
- Le 20 janvier : Le gouvernement du Canada annonce la prolongation et l'élargissement du programme pilote de résidence permanente d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). La portée du programme passera de 500 à 1 000 travailleurs de la construction sans statut dans la RGT.
- Le 21 janvier : Le gouvernement du Canada annonce qu'un règlement de 2,8 milliards de dollars a été conclu dans le cadre du litige collectif de la bande portant sur les préjudices collectifs causés par le système des pensionnats.
- Le 23 janvier : Le gouvernement du Canada annonce avoir atteint son objectif en matière d'immigration francophone pour 2022.
- Le 23 janvier : Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 67 653 dollars à l'initiative Le sport communautaire pour tous, laquelle vise à lever les obstacles à la pratique du sport dans les communautés noires, autochtones et racisées ainsi que parmi les groupes 2ELGBTQI+, les personnes à faible revenu, les nouveaux arrivants et les personnes handicapées.
- Le 23 janvier : Le gouvernement du Canada annonce que la Ville de Coquitlam recevra 2,24 millions de dollars du Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires (FBCS) afin de lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs dans cette collectivité.
- Du 24 au 31 janvier
 - Le 24 janvier : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 1 698 750 \$ destiné à trois entreprises d'Halifax qui mettront au point des solutions novatrices en matière de soins de santé.
 - Le 25 janvier : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 30,25 millions de dollars pour la construction d'un nouveau centre de soins pour personnes âgées sur le territoire mohawk de Tyendinaga.
 - Le 25 janvier : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 1,79 million de dollars provenant du Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires (FBCS) pour aider la ville de Saint John et la région de Kennebecasis à lutter contre la violence armée.
 - Le 25 janvier : Le ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités annonce des projets d'infrastructure d'une valeur de 19,7 millions de dollars en Saskatchewan, y compris la construction de nouvelles installations au centre d'apprentissage terrestre de l'Université des Premières Nations du Canada à Regina.
 - [Groupes de discussion des membres de la diaspora chinoise de Vancouver \(24 janvier\) et des résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies \(Saskatchewan, Manitoba et Alberta\) \(25 janvier\).](#)

- Le 27 janvier : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 3,3 millions de dollars pour la rénovation écoénergétique d'un centre de santé et de bien-être à Winnipeg.
- Le 27 janvier : Le gouvernement du Canada se joint au Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (PAPE) afin de contribuer à la croissance économique et de réduire les inégalités économiques.
- Le 31 janvier : L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario annonce un investissement de 5,4 millions de dollars qui soutiendra les entreprises de la Zone X.O. d'Ottawa.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Les participants de quatorze groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Ils se sont remémoré une foule d'annonces et d'initiatives, dont celles-ci :

- L'adoption de mesures d'abordabilité à l'intention des Canadiens qui peinent à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Les initiatives mentionnées comprenaient le lancement de la Prestation dentaire canadienne pour les enfants de moins de 12 ans dont la famille gagne moins de 90 000 \$ par an, le supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement offert aux locataires à faible revenu, et l'indexation sur l'inflation de soutiens financiers tels que l'Allocation canadienne pour enfants (ACE);
- Les interventions visant à maîtriser la poussée inflationniste actuelle, y compris les dernières hausses de taux d'intérêt décrétées par la banque du Canada, à raison de 0,50 % le 7 décembre 2022 et de 0,25 % le 25 janvier 2023;

- L'engagement pris par le gouvernement du Canada d'augmenter les niveaux d'immigration au pays, avec pour objectif d'accueillir 500 000 nouveaux immigrants par an d'ici 2025;
- L'envoi de personnel de la Société canadienne de la Croix-Rouge pour prêter main-forte au Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario (CHEO), aux prises avec une forte hausse des admissions liées à la COVID-19, au virus respiratoire syncytial (VRS) et à la grippe saisonnière;
- La poursuite des efforts de l'Agence du revenu du Canada pour récupérer les montants de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) versés durant la pandémie à des bénéficiaires qui n'y avaient pas droit;
- L'enquête de la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral en février 2022, en réponse aux manifestations du convoi de camionneurs tenues à Ottawa et ailleurs au pays. Certains participants ont dit qu'ils suivaient de près ce dossier;
- La visite du premier ministre et d'autres représentants fédéraux à Vancouver, le 22 janvier 2023, pour célébrer le Nouvel An lunaire. Plusieurs participants canadiens d'origine chinoise établis à Vancouver ont dit être au courant de cette visite;
- Un recours collectif intenté récemment par les survivants du pensionnat de l'Île-à-la-Crosse contre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan pour les abus physiques, sexuels et psychologiques qu'ils auraient subis dans cet établissement. Certains participants du groupe d'Autochtones des Prairies en avaient entendu parler.

Les participants se sont également rappelés plusieurs mesures et initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale, soit :

- Le soutien continu apporté à l'Ukraine, notamment l'aide financière et militaire renouvelée au gouvernement ukrainien, ainsi que les démarches visant à faciliter l'arrivée et l'installation au Canada d'Ukrainiens qui fuient les combats;
- L'annonce par le gouvernement du Canada qu'une entente a été conclue avec les États-Unis et Lockheed Martin pour l'achat d'une flotte de 88 chasseurs F-35 destinés à l'Aviation royale canadienne (ARC);
- La participation du premier ministre au Sommet des leaders nord-américains tenu le 10 janvier 2023 à Mexico, au Mexique.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral pour resserrer les lois sur les armes à feu au Canada, plusieurs résidents de la Chaudière-Appalaches et la plupart des travailleurs syndiqués de l'Ontario ont répondu que oui. D'après ce que la majorité en avait compris, les nouvelles règles interdisent toute une série de fusils et d'armes de poing automatiques et semi-automatiques. Plusieurs participants du groupe de l'Ontario ont critiqué cette mesure, qui leur semblait pénaliser injustement les chasseurs et les gens qui utilisent ces armes pour le tir sportif récréatif.

À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de la tarification fédérale du carbone ces derniers temps, quelques participants ont répondu par l'affirmative dans les groupes d'utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique et des Prairies. Ils ont notamment évoqué les versements du

Paiement de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) que les Canadiens de certaines provinces avaient commencé à recevoir en 2022.

Réflexions sur 2022 et prévisions pour 2023 (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Les participants de quatre groupes ont réfléchi aux enjeux saillants de 2022 ainsi qu'aux défis qui attendent les Canadiens en 2023. En ce qui concerne les enjeux les plus importants de la dernière année, ils ont cité une foule de sujets : l'inflation et l'augmentation du coût de la vie, les problèmes croissants d'abordabilité du logement, la levée des exigences en matière de santé publique liées à la COVID-19 et les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Plusieurs ont également mentionné le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que l'aide militaire et financière fournie par le gouvernement du Canada en appui à l'effort de défense ukrainien.

Au chapitre des difficultés qui se profilent à l'horizon 2023, beaucoup s'attendaient à ce que les problèmes de main-d'œuvre, de logement et de cherté de la vie persistent. Quelques participants craignaient que la hausse des taux d'intérêt n'affecte leur capacité à effectuer leurs paiements hypothécaires. Certains croyaient que les changements climatiques et la transition en cours vers les énergies renouvelables resteraient un enjeu de premier plan pour le gouvernement fédéral. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour traiter ces dossiers, plusieurs ont recommandé d'inciter davantage les Canadiens à s'orienter vers une carrière dans les soins de santé et de simplifier les démarches permettant aux infirmières et aux médecins étrangers de pratiquer au Canada. Il a également été suggéré d'offrir un allègement fiscal aux ménages à faible et à moyen revenu, de réduire les dépenses fédérales en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire et d'assurer à tous les Canadiens l'accès à un logement sûr et abordable. En ce qui concerne la transition vers des sources d'énergies renouvelables, quelques participants estimaient qu'il fallait rendre les véhicules à zéro émission (VZE) plus abordables et veiller à ce qu'ils fonctionnent dans les conditions météorologiques extrêmes que connaissent plusieurs régions du pays pendant les mois d'hiver.

Priorités et performance du
gouvernement du Canada (résidents de la
Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de
l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé
du Canada atlantique, résidents de grandes villes et
de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant
récemment changé de carrière, aînés de grandes

viles et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Les participants de douze groupes se sont entretenus des grands problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens et ont donné leur opinion sur la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Questionnés sur les principaux domaines qui méritent une priorité plus élevée de la part du gouvernement fédéral, les participants ont cité un large éventail d'enjeux, résumés ci-après.

- La santé – Beaucoup ont signalé que les soins de santé soulevaient de vives préoccupations dans leurs régions respectives. Plusieurs estimaient qu'il y avait une pénurie généralisée de médecins, d'infirmières et d'autres professionnels de la santé à l'heure actuelle et que cela avait largement contribué aux longs délais d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous. Plusieurs ont également noté que le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention à des problèmes comme le manque apparent de médecins de famille, la pénurie de médicaments pédiatriques dans les magasins d'alimentation et les pharmacies, et l'insuffisance des ressources en santé mentale;
- L'inflation et le coût de la vie – Les participants ont été nombreux à se dire inquiets face à la hausse de l'inflation et du coût de la vie. De l'avis général, il s'agissait d'un enjeu majeur pour bien des Canadiens. Plusieurs ont confié qu'ils avaient du mal à joindre les deux bouts depuis quelques mois à cause du coût croissant des produits essentiels (les aliments et l'essence par exemple) et se demandaient combien de temps cela durerait. Quelques-uns croyaient que le surcroît de dépenses fédérales durant la pandémie de COVID-19 était en partie responsable de la forte inflation actuelle;
- Le logement – Le manque de logements abordables et ses enjeux connexes ont également été mentionnés. Beaucoup de participants avaient l'impression que les prix de l'immobilier avaient flambé dans leur région ces dernières années et que cela empêchait les gens (en particulier les personnes à faible revenu) de trouver un logement adéquat. D'après plusieurs, ce problème touchait l'ensemble du pays et concernait aussi bien les locataires que les futurs acheteurs.

Certains pensaient que la situation avait engendré une hausse notable de l'itinérance, de la toxicomanie et de la criminalité dans leur communauté.

- Le transport et les problèmes de chaîne d'approvisionnement – Certains participants ont recommandé d'en faire plus pour corriger ce qu'ils considéraient comme des problèmes persistants liés à la chaîne d'approvisionnement mondiale et à la capacité d'importer des biens au Canada et de les acheminer partout au pays. Selon eux, les coûts de transport additionnels étaient l'une des principales causes du taux élevé d'inflation observé en ce moment;
- L'immigration – De l'avis général, l'augmentation du nombre d'immigrants qualifiés qui viennent s'établir et travailler au Canada était un autre dossier requérant plus d'attention. Certains participants croyaient qu'il manquait de main-d'œuvre dans des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation et que le gouvernement fédéral pourrait pallier le problème par l'immigration. Ils ont également suggéré d'adopter des mesures pour simplifier le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens arrivant d'ailleurs d'exercer leur métier au Canada;
- Les changements climatiques et l'environnement – Les changements climatiques figuraient aussi parmi les préoccupations dominantes. Plusieurs participants ont fait remarquer que cet enjeu aurait des répercussions sur les générations futures et qu'il fallait agir de toute urgence pour atténuer ses effets dans l'avenir;
- La réconciliation avec les peuples autochtones – Bon nombre de participants jugeaient qu'il était possible d'en faire plus dans le dossier de la réconciliation avec les peuples autochtones vivant au Canada. De l'avis général, il fallait déployer de nouveaux efforts pour que toutes les communautés autochtones aient de l'eau potable, des logements sûrs et abordables, des ressources suffisantes en santé mentale ainsi qu'un accès aux services fédéraux comparable à celui dont profitent les autres Canadiens. Plus d'importance devait également être donnée aux enquêtes sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) et à l'éradication de la violence systémique perçue contre les femmes autochtones.

Outre ces enjeux de portée générale, certains participants ont évoqué des motifs de préoccupation propres à leur région ou leur collectivité. De nombreux résidents du groupe de l'Alberta souhaitaient ainsi que le gouvernement fédéral apporte plus de soutien au secteur pétrolier et gazier. Quelques-uns se sont montrés très critiques à l'égard de la tarification fédérale du carbone, estimant qu'elle avait injustement touché la main-d'œuvre de ce secteur. Au Québec, plusieurs participants de la Chaudière-Appalaches croyaient pour leur part que le gouvernement du Canada devrait prendre d'autres mesures pour protéger et préserver la langue française et son statut de langue officielle. Cette langue leur paraissait menacée à l'heure actuelle, dans leur région comme ailleurs au Canada. Dans le groupe composé de Canadiens d'origine chinoise, certains participants ont indiqué qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur la réduction des agressions et de la discrimination anti-asiatiques, qui avaient connu une hausse marquée au cours de la pandémie de COVID-19, selon eux.

Lorsque nous avons demandé aux participants si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie dans sa gestion des enjeux qui comptent le plus pour les Canadiens, la plupart ont répondu qu'il était sur la mauvaise voie. Un petit nombre d'entre eux étaient indécis ou avaient une opinion partagée, et quelques-uns seulement voyaient d'un bon œil l'orientation actuelle du gouvernement fédéral. Parmi ceux qui le croyaient sur la mauvaise voie, beaucoup trouvaient que les

mesures récentes mises en œuvre pour répondre aux pénuries de personnel de la santé, au manque de logements abordables et à la hausse du coût de la vie laissent à désirer. Ils croyaient fermement qu'il fallait s'occuper davantage des gens qui ont du mal à faire face au coût élevé de la vie. Plusieurs ont notamment fait allusion aux Canadiens de la classe moyenne qui rencontraient de graves difficultés financières sans toujours avoir accès aux avantages et aux soutiens offerts aux personnes à faible revenu. Quelques autres estimaient que le gouvernement fédéral avait tendance à réagir après coup alors qu'il faudrait privilégier une planification à long terme pour des enjeux comme le logement, l'immigration et les soins de santé. Chez ceux dont l'avis était plus partagé, il a été reconnu que le gouvernement du Canada avait un solide bilan dans certains domaines – les changements climatiques, la promotion de la diversité, le soutien fourni à l'Ukraine –, mais que les progrès étaient minimes dans d'autres dossiers, notamment celui de rendre la vie plus abordable aux Canadiens et de veiller à ce qu'ils aient accès aux services et aux soutiens dont ils ont besoin.

À la question supplémentaire de savoir si leur opinion du gouvernement fédéral s'était améliorée ou détériorée ces dernières années, les personnes de couleur de la région du Grand Toronto (RGT) et les parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec ont donné des réponses variées. Les participants du groupe de Toronto ont été légèrement plus nombreux à dire que leur opinion avait baissé, tandis que les avis étaient à peu près également partagés dans le groupe du Québec. Chez ceux qui avaient une meilleure opinion du gouvernement du Canada depuis quelque temps, plusieurs ont invoqué de récentes initiatives liées aux changements climatiques et à la transition vers les énergies renouvelables, la réconciliation avec les peuples autochtones ainsi que les mesures visant à rendre la vie plus abordable, par exemple l'augmentation des prestations versées aux Canadiens à faible revenu et les nouveaux programmes tels que la Prestation dentaire canadienne. Les participants plus critiques, quant à eux, ont fait valoir que la vie au Canada devenait difficile et inabordable depuis quelques années et que cette tendance inquiétante semblait toucher les Canadiens de toutes les régions du pays. Quelques-uns ont ajouté que peu d'emplois bien rémunérés étaient disponibles à l'heure actuelle et que la majorité des postes annoncés n'offraient pas un salaire décent.

Emploi et économie (travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Le groupe composé de travailleurs syndiqués de l'Ontario s'est livré à une discussion supplémentaire sur le marché du travail canadien et la gestion fédérale des enjeux économiques au cours des dernières années. Tout le monde a convenu que l'économie et la création d'emplois devaient figurer au sommet des priorités du gouvernement du Canada et beaucoup se sont dits préoccupés par les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Quelques personnes avaient également des inquiétudes concernant les perspectives économiques du pays à court et à long terme et pensaient que l'économie canadienne risquait d'entrer en récession en 2023.

Tous les participants ou presque avaient une opinion négative de la prestation du gouvernement fédéral sur le plan économique. Beaucoup estimaient que les problèmes liés au coût de la vie, au manque de logements abordables et aux bas salaires allaient s'aggraver depuis des années et que le gouvernement du Canada aurait dû être mieux préparé à aplanir ces difficultés pour la population. Certains croyaient également que le relèvement des taux d'intérêt par la Banque du Canada avait eu

lieu de façon précipitée et qu'une approche progressive aurait été préférable. Nombre de participants appréhendaient les conséquences de la hausse des taux sur les ménages canadiens, en particulier ceux qui ont une dette hypothécaire élevée. Même si la plupart croyaient que le gouvernement fédéral était conscient des difficultés économiques vécues par les Canadiens, plusieurs lui reprochaient de ne pas avoir suffisamment agi pour y remédier et d'accorder trop d'importance à d'autres enjeux comme la violence armée et la situation en Ukraine. Invités à suggérer d'autres moyens de soutenir la population canadienne, les participants ont formulé une foule d'idées, dont la possibilité d'offrir des allègements fiscaux aux locataires et aux emprunteurs hypothécaires, de construire davantage de logements, d'hôpitaux et d'écoles un peu partout au pays, et de subventionner les travailleurs qui cherchent à se recycler ou à acquérir des compétences qui leur permettront de prospérer dans l'économie de l'avenir.

Santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé)

La question des soins de santé a fait l'objet de discussions dans deux groupes. Tous les participants se considéraient comme des utilisateurs fréquents du système médical et croyaient que la santé devait faire partie des priorités absolues du gouvernement fédéral. Selon l'expérience de la plupart, l'accès aux soins de santé était adéquat et la qualité des services, généralement exceptionnelle. Ils croyaient cependant que cette expérience n'était pas partagée par tous les Canadiens. De l'avis de certains participants, le système de santé commençait à être saturé, ce qui se traduisait par des pénuries de personnel, de longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous et un délai de plusieurs mois pour voir un spécialiste. Quelques-uns avaient personnellement vécu une longue attente à l'urgence et eu de la difficulté à trouver un médecin de famille. Alors que les participants du Canada atlantique jugeaient que les services de santé étaient suffisants dans leurs collectivités respectives, plusieurs résidents des Prairies ont raconté qu'ils devaient régulièrement se rendre dans une plus grande ville, comme Regina ou Winnipeg, pour certains rendez-vous ou interventions. Plusieurs avaient l'impression que l'accès aux soins de santé posait davantage problème dans les régions rurales, notamment dans les communautés autochtones du Nord. La plupart croyaient que l'accessibilité des soins de santé était comparable dans leur collectivité et ailleurs au pays, mais quelques participants du Canada atlantique pensaient qu'elle était plus limitée chez eux. C'était dû, selon eux, au nombre restreint de médecins de famille et de spécialistes actifs dans leur région.

Lorsque nous avons demandé aux participants si leur accès aux soins de santé avait changé au cours des dernières années, plusieurs ont dit qu'il s'était légèrement détérioré. D'après eux, la forte demande de services surchargeait le système, ce qui entraînait d'occasionnels retards dans l'accès aux soins. Tout le monde ou presque s'attendait à ce que ces problèmes durent et à ce que l'accessibilité et la qualité des soins diminuent dans leur région au cours des prochaines années. La possibilité qu'un nombre croissant de médecins de famille prennent leur retraite d'ici dix ans sans relève suffisante inquiétait plusieurs. Quelques autres se demandaient également si le système pourrait répondre à la demande accrue de soins que laissait prévoir le vieillissement de la population canadienne. Un grand nombre de participants croyaient que des investissements plus conséquents devaient être fournis pour former davantage de personnel médical et infirmier et pour faire venir des professionnels de la santé de

l'étranger. Certains ont ajouté qu'il faudrait construire davantage d'hôpitaux et d'établissements de soins de longue durée en prévision de l'augmentation de la population d'âinés. Quelques-uns ont recommandé d'élargir les soins virtuels, estimant que cela aiderait énormément à répondre aux besoins des gens qui n'ont pas accès aux services en personne.

Les participants étaient nombreux à ne pas très bien savoir quel rôle le gouvernement fédéral doit jouer dans le secteur de la santé. Beaucoup avaient l'impression que la prestation des soins relève avant tout de la responsabilité des provinces et des territoires et que le rôle du gouvernement fédéral se résume à effectuer des paiements du Transfert canadien en matière de santé et à veiller au respect de normes nationales. Certains pensaient que dans l'ensemble, le gouvernement du Canada comprenait assez bien les problèmes des Canadiens dans le domaine des soins de santé, mais qu'il n'avait sans doute pas une connaissance poussée des besoins propres à chaque région. En ce qui concerne les mesures ou les initiatives fédérales récentes liées aux soins de santé, un petit nombre de participants se sont rappelé que des représentants fédéraux avaient entrepris des démarches pour reconstituer les stocks de médicaments pédiatriques du pays en s'approvisionnant aux États-Unis, notamment. Seuls quelques-uns ont dit avoir entendu parler des récentes négociations en matière de santé entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires. Pour éclairer la conversation, nous avons fourni aux groupes l'énoncé de position suivant du gouvernement fédéral :

Au cours de ces négociations, le gouvernement du Canada a déclaré qu'il était prêt à augmenter les investissements en soins de santé versés aux provinces et aux territoires dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé. Toutefois, le gouvernement du Canada a dit souhaiter obtenir l'accord des provinces et des territoires sur quelques initiatives clés avant d'aller de l'avant. Voici quelques domaines pour lesquels le gouvernement du Canada souhaite parvenir à un accord :

- *Élargir l'usage d'indicateurs pancanadiens pour mesurer les progrès dans des domaines prioritaires de la santé;*
- *Mettre sur pied un système de données sur la santé de haute qualité pour le Canada.*

Le gouvernement du Canada estime que cette approche permettra de dresser un portrait plus clair de l'accès aux soins dans l'ensemble du pays, d'identifier les lacunes dans les services, et de faire en sorte que les Canadiens puissent accéder à leurs propres dossiers de santé.

La plupart des participants jugeaient raisonnable la position du gouvernement fédéral dans ces négociations et croyaient qu'il serait précieux d'avoir des indicateurs nationaux mesurables pour les domaines prioritaires de la santé. D'autres s'attendaient à ce que le gouvernement du Canada ait du mal à conclure des ententes individuelles avec les provinces et territoires, chacun ayant ses propres besoins et perspectives en matière de prestation des soins. Quant à son projet d'améliorer la gestion des données sur la santé, la plupart des participants lui prêtaient une certaine utilité (surtout pour ceux qui reçoivent des soins dans plusieurs régions et provinces), mais ne considéraient pas que c'était une priorité de santé urgente. Quelques personnes se demandaient si les données relatives à leur santé seraient en sécurité dans un tel système et qui y aurait accès.

Communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal)

Les membres de la communauté 2ELGBTQI+ ont répondu à quelques questions supplémentaires sur leurs perspectives et leurs expériences. Lorsque nous leur avons demandé d'indiquer les problèmes les plus urgents qui se posaient pour les personnes 2SLGBTQI+ au Canada, beaucoup ont mentionné la santé mentale. Selon eux, les membres de ces communautés étaient davantage aux prises avec des difficultés de santé mentale que les autres Canadiens et, souvent, ne parvenaient pas à accéder aux ressources dont ils avaient besoin au moment d'une crise. De l'avis général, des investissements plus importants étaient nécessaires pour augmenter les ressources en santé mentale et mettre au point des programmes et des traitements expressément conçus pour les personnes 2ELGBTQI+. Quelques participants ont aussi désigné le logement comme un enjeu important, car ils avaient l'impression que les personnes 2ELGBTQI+ font plus souvent l'objet de discrimination de la part des propriétaires et ont donc moins facilement accès à un logement sûr et abordable.

Tout le monde s'entendait pour dire que le gouvernement du Canada a une responsabilité à l'égard des problèmes auxquels sont confrontées les communautés 2ELGBTQI+. Plusieurs participants ont fait remarquer que si le gouvernement fédéral avait formulé l'excellente intention d'améliorer la vie des personnes 2ELGBTQI+, il y avait eu peu de résultats concrets jusqu'à présent. D'autres ont salué certaines initiatives utiles – par exemple, l'intégration de pronoms dans les communications fédérales, le projet de loi C-4 (interdisant la thérapie de conversion) –, mais ont ajouté qu'il restait beaucoup à faire pour régler les problèmes systémiques plus vastes qui touchent ces communautés. Ils ont notamment évoqué le logement, la difficulté de trouver un emploi et les craintes ressenties par de nombreux membres des communautés 2ELGBTQI+ relativement à leur sécurité personnelle. Selon plusieurs, il faudrait également intensifier les efforts pour faire appliquer correctement à l'échelle du pays les lois qui protègent les personnes 2ELGBTQI+.

Humeur de la population (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Les participants de sept groupes ont pris part à une discussion portant sur l'humeur de la population canadienne et les défis qui l'attendent. Nous les avons d'abord invités à décrire les meilleurs aspects de la vie au Canada, ce qui a suscité une foule de réponses :

- Le niveau de vie élevé – Beaucoup croyaient que les Canadiens jouissent d'un niveau de vie élevé par rapport à leurs homologues dans la plupart des régions du monde. Les participants ont cité toutes sortes d'avantages qui contribuaient selon eux à améliorer leur vie, par exemple la panoplie de programmes et de mesures de soutien financier qui leur sont offerts, les villes propres et bien entretenues du pays, et ses systèmes d'éducation et de santé financés par l'État. Sur ce dernier point, certains ont noté que malgré des délais d'attente parfois longs et un problème de sous-effectif, la prestation des soins au Canada restait pratiquement inégalée dans le monde;
- La diversité et le multiculturalisme – Plusieurs participants ont parlé en bien de la diversité de la population canadienne et de l'importance que le pays accordait au multiculturalisme en tant que valeur essentielle. De l'avis de beaucoup, cette diversité profitait à l'ensemble de la population en lui permettant de découvrir et d'intégrer une multitude de perspectives et de cultures;
- La liberté d'expression – Un grand nombre de participants ont mentionné la liberté qu'avaient les Canadiens de s'exprimer et de vivre comme ils l'entendent. Il leur semblait qu'en comparaison des citoyens de nombreux autres pays du monde, les Canadiens pouvaient généralement vivre à l'abri de la discrimination et des préjugés;
- Le faible taux de criminalité – Certains pensaient que le taux de criminalité au Canada était bien inférieur à celui des États-Unis, notamment. Plusieurs ont souligné que le nombre relativement faible de cas de violence armée était un attrait supplémentaire de la vie au Canada;
- La célébration de la culture et de l'histoire autochtones – Quelques personnes ont salué l'intérêt accru porté aux peuples et aux communautés autochtones. Le gouvernement fédéral leur semblait avoir multiplié les démarches ces dernières années pour apporter soutien et reconnaissance aux histoires et aux cultures des peuples autochtones au Canada.

Lorsque nous leur avons demandé d'énumérer les points sur lesquels les Canadiens s'entendent généralement, plusieurs ont évoqué leur ouverture à la diversité et au multiculturalisme, leur communauté de vues sur l'importance des avantages sociaux et d'autres soutiens (régime universel d'assurance-maladie, congé de maternité, aide aux personnes handicapées) ainsi que le respect et la politesse dont ils font preuve les uns envers les autres. Certains trouvaient également que les Canadiens sont assez patriotiques et s'enorgueillissent de l'excellente réputation du Canada sur la scène internationale.

Invités à tourner leur attention vers les plus grands défis des Canadiens à l'heure actuelle, les participants ont soulevé les enjeux suivants :

- Le coût de la vie – Il a souvent été mentionné que le coût de la vie ne cessait d'augmenter depuis quelques années. Plusieurs participants ont confié qu'ils étaient personnellement touchés par les coûts croissants associés au logement, à la garde des enfants et aux nécessités de la vie courante comme l'épicerie et l'essence. Le gonflement de la dette nationale en préoccupait certains, tout comme le risque que cela entraîne des hausses d'impôts dans les années à venir;

- Les changements climatiques et l'environnement – Plusieurs participants se sont dits inquiets à propos des changements climatiques et de l'instabilité environnementale croissante. Certains s'attendaient à ce que les phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations catastrophiques survenues dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique en novembre 2021 et l'ouragan Fiona qui a frappé le Canada atlantique en septembre 2022, se fassent plus fréquents. De l'avis général, il s'agissait d'un problème mondial et d'un enjeu susceptible d'avoir d'importantes répercussions sur la vie des prochaines générations de Canadiens;
- La santé – Bon nombre de participants trouvaient que la prestation des soins de santé au Canada avait perdu de sa qualité ces dernières années, comme en témoignaient la pénurie croissante de travailleurs de la santé et les longues périodes d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous. Quelques-uns se demandaient également dans quelle mesure le système de santé pourrait résister à de futures pandémies, compte tenu des difficultés actuelles;
- La réconciliation – Les participants croyaient nécessaire de travailler davantage à l'avancement de la réconciliation avec les peuples autochtones. Le manque d'eau potable dans certaines communautés, l'accès restreint aux services de santé et le coût élevé de la vie dans les régions nordiques ou éloignées passaient pour des enjeux requérant l'attention immédiate des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux;
- La santé mentale et la dépendance – Plusieurs participants croyaient que les problèmes de santé mentale et de toxicomanie avaient pris beaucoup d'ampleur dans les dernières années et qu'il y avait actuellement un manque criant de ressources permettant d'aider les personnes aux prises avec ces problèmes. Selon quelques-uns, la situation avait contribué à une hausse de la criminalité dans de nombreuses collectivités, certaines personnes en venant à commettre des gestes désespérés pour assouvir leur dépendance.

En guise de question supplémentaire, nous avons demandé au groupe de résidents du Lower Mainland ainsi qu'aux trois groupes de jeunes adultes s'ils avaient bon espoir que les Canadiens uniraient leurs efforts pour surmonter ces défis. Les réponses ont été largement affirmatives chez les jeunes adultes, et plus partagées dans le groupe de la Colombie-Britannique. Les participants plutôt enclins à l'optimisme croyaient que la plupart des problèmes pourraient se régler moyennant une planification à long terme et un effort concerté de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. À cet égard, plusieurs pensaient qu'il fallait trouver des moyens de promouvoir l'unité parmi les Canadiens, vu les clivages qui se creusaient depuis la pandémie de COVID-19. Selon quelques-uns, les Canadiens pourraient sans doute régler bon nombre de ces problèmes par la collaboration, mais d'autres, comme les changements climatiques, demanderaient un effort véritablement mondial. À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral devrait faire pour résoudre ces problèmes, les participants ont suggéré qu'il mette plus de moyens en œuvre pour réduire le coût de la vie des ménages à faible et à moyen revenu et, en parallèle, qu'il resserre la réglementation et augmente le niveau d'imposition appliqués aux grandes sociétés et aux ultra-riches. Certains souhaitaient également le voir ressermer les cordons de la bourse, jugeant qu'il avait trop dépensé pour les soutiens financiers liés à la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), et pour des approvisionnements massifs en vaccins et en équipements de protection

individuelle (EPI) qui, d'après eux, avaient fini par expirer ou ne pas servir. Les participants voulaient que plus d'attention soit accordée aux besoins des Canadiens, par exemple en matière de santé, de logement abordable et de traitements en santé mentale. Quelques-uns croyaient également que le gouvernement fédéral devrait accroître les subventions de recherche et le financement de projets axés sur des défis plus ambitieux, comme la lutte contre les changements climatiques et la transition vers les énergies renouvelables.

Quelques groupes ont aussi répondu à des questions supplémentaires se rapportant à leurs situations et à leurs expériences particulières. Lorsque nous leur avons demandé si le Canada était un pays où chacun est libre d'être soi-même et d'aimer qui bon lui semble, plusieurs participants du groupe composé de membres de la communauté 2ELGBTQI+ ont exprimé des avis partagés. Selon eux, en dépit des lois adoptées pour protéger leurs communautés et du soutien affiché par le gouvernement fédéral en faveur des modes de vie 2ELGBTQI+, la discrimination à leur endroit persistait dans certaines régions du pays. À la question de savoir si le Canada était un pays où chacun peut vivre sans subir de discrimination, les participants du groupe composé de personnes de couleur de la région du Grand Toronto (RGT) ont majoritairement répondu que oui. Quelques-uns estimaient toutefois que la discrimination se poursuivait sous certaines formes, comme en témoignait, par exemple, la montée du sentiment anti-asiatique observée durant la pandémie de COVID-19. Nous avons aussi demandé au groupe de parents d'enfants de moins de 12 ans habitant la région de la Capitale-Nationale du Québec s'ils étaient optimistes quant à l'avenir de leurs enfants au Canada. La plupart l'étaient et considéraient le Canada comme un pays sûr et accueillant, doté d'un système d'éducation et d'un système de santé relativement robustes. Quelques participants se demandaient tout de même si leurs enfants seraient un jour en mesure d'acheter une propriété et s'inquiétaient des effets des changements climatiques sur les prochaines générations.

Économie (travailleurs syndiqués de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Cinq groupes ont participé à des discussions sur l'économie et le marché du travail canadien. Ils se sont penchés sur les répercussions de l'inflation et de l'augmentation du coût de la vie, les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les travailleurs canadiens et les défis liés à une réorientation professionnelle.

Coût de la vie (résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Trois groupes ont donné leurs points de vue sur le coût de la vie et les défis financiers les plus pressants avec lesquels doivent composer les Canadiens en ce moment. Pratiquement tous les participants estimaient que la hausse de l'inflation avait eu des répercussions sur un grand nombre de ménages dans la dernière année et faisait particulièrement mal aux Canadiens à faible et moyen revenu, aux aînés dont le revenu est fixe et aux étudiants de niveau postsecondaire. Si certains s'attendaient à un ralentissement de l'inflation dans les prochaines années, plusieurs craignaient de voir les coûts augmenter dans l'intervalle, à commencer par le prix de biens et services essentiels, tels que l'épicerie, l'électricité et l'essence. Selon d'autres, de nombreuses familles seraient aux prises avec d'importantes difficultés financières dans les prochaines années si les salaires ne suivaient pas le rythme de l'inflation. Le coût de la vie finirait par redevenir plus abordable pour les Canadiens aux dires de la plupart, mais pas avant plusieurs années. Questionnés sur les facteurs ayant causé la hausse de l'inflation, de nombreux participants y voyaient un problème mondial, attribuable en partie à la pandémie de COVID-19 et aux perturbations engendrées par des conflits, comme celui entre l'Ukraine et la Russie. Des participants avaient également l'impression que les prix du carburant avaient augmenté de façon marquée dans les dernières années et contribué à la hausse des frais de transport des marchandises, ce qui avait fait grimper encore plus les coûts des consommateurs.

Invités à dire s'ils pensaient que le gouvernement du Canada comprenait les pressions financières que les Canadiens subissent actuellement, la plupart jugeaient que oui. Cependant, aux yeux de plusieurs, les efforts pour s'attaquer à ces problèmes étaient insuffisants et la majorité croyait que le gouvernement du Canada faisait fausse route pour ce qui est de réduire les pressions financières auxquelles font présentement face les ménages canadiens. Un certain nombre de participants pensaient que le gouvernement fédéral devait mieux informer les Canadiens du grand nombre de prestations et de soutiens à la disposition des personnes à faible revenu, estimant que beaucoup de citoyens ne connaissaient pas ces programmes. Invités à nommer des programmes fédéraux visant à aider ceux qui éprouvent des difficultés financières, les participants ont nommé le crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la Prestation dentaire canadienne et les prestations liées au travail, comme les prestations d'assurance-emploi (AE). Relativement aux mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour remédier à ces difficultés, divers participants disaient qu'il était possible d'en faire plus pour alléger le fardeau fiscal des Canadiens à faible et moyen revenu tout en imposant davantage les grandes sociétés (comme les grandes chaînes d'épicerie), qui avaient fait des affaires d'or durant la pandémie.

Les participants du groupe formé de résidents du Québec qui avaient fait face à des pressions financières ont discuté des problèmes auxquels ils étaient actuellement confrontés. Si la principale difficulté pour certains était de mettre suffisamment d'argent de côté pour acheter une maison, d'autres se butaient à des défis en raison d'une maladie chronique ou d'un revenu fixe maintenant qu'ils étaient à la retraite. Interrogés sur les aspects de leur vie les plus touchés par l'inflation, les participants ont cité l'augmentation des loyers et des prix du carburant, les soldes croissants de cartes

de crédit et la perte de temps pour soi parce qu'ils avaient dû faire plus d'heures de travail ou occuper un deuxième emploi dans les derniers mois. Beaucoup ont déclaré avoir coupé dans les loisirs; ils n'allaient plus au restaurant, ne faisaient plus d'activités récréatives et ne voyageaient plus pour composer avec la hausse des coûts. Par ailleurs, quelques-uns avaient réduit leurs dépenses en louant une pièce de leur maison ou en déménageant chez des membres de la famille. Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient que le coût de la vie au Québec différait de celui des autres provinces ou territoires, la plupart des participants de ce groupe le jugeaient assez semblable. De rares participants croyaient que le coût de la vie était un peu plus élevé au Québec, car le taux d'imposition provincial était supérieur à ceux en vigueur ailleurs au Canada.

Les participants de ce groupe ont pris part à un bref exercice au cours duquel nous leur avons présenté de l'information sur différentes mesures annoncées récemment par le gouvernement fédéral pour rendre le coût de la vie plus abordable, puis demandé de choisir celle qui aiderait le plus les personnes aux prises actuellement avec des difficultés financières. Voici la liste des mesures évaluées :

- *Un nouveau programme de soins dentaires pour les familles dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer par les enfants âgés de moins de 12 ans en 2022;*
- *Un nouveau supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement. Cette prestation consiste en un paiement unique de 500 \$ aux locataires à faible revenu admissibles (20 000 \$ pour les particuliers ou 35 000 \$ pour les familles) qui éprouvent des difficultés à se loger;*
- *Doubler le montant du crédit pour la TPS que les particuliers et les familles admissibles reçoivent pour une période de six mois, les Canadien(ne)s célibataires recevraient jusqu'à 234 \$ et les familles jusqu'à 628 \$;*
- *Augmenter les prestations en fonction de l'inflation (indexation) (les prestations comprennent notamment l'Allocation canadienne pour enfants, le crédit pour la TPS, la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti);*
- *Augmenter le montant que les Canadiens admissibles peuvent recevoir par l'intermédiaire de la Prestation canadienne pour travailleurs (les personnes célibataires à faible revenu peuvent recevoir jusqu'à 1 395 \$ pour le montant de base; les familles à faible revenu peuvent toucher jusqu'à 2 403 \$);*
- *Réduire de 50 % les frais moyens à la charge des parents pour les places réglementées dans les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants d'ici la fin de 2022.*

L'initiative visant à indexer les prestations en fonction de l'inflation a rallié le plus de participants, bon nombre la considérant comme le moyen le plus efficace d'aider les ménages canadiens à composer avec la hausse du coût de la vie, en particulier ceux dont le revenu est fixe. Le lancement de la Prestation dentaire canadienne et la bonification du montant d'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) auquel les Canadiens ont droit ont pour leur part reçu un appui modéré des participants. De l'avis général, toutes les mesures de la liste méritaient d'être mises en œuvre et beaucoup de participants s'attendaient à en bénéficier personnellement.

Nous avons posé quelques questions supplémentaires au groupe de parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec pour savoir comment ils entrevoyaient la

situation économique actuelle. Invités à préciser les défis financiers les plus pressants auxquels font face les parents, plusieurs ont souligné le caractère généralement inabordable du logement, de l'énergie et des biens essentiels. Certains disaient avoir eu de la difficulté dans les dernières années à concilier la nécessité d'épargner en vue de leur retraite à celle visant à faire en sorte que leurs enfants bénéficient de tout le soutien financier dont ils ont besoin. En ce qui concerne les prestations à la disposition des familles canadiennes, la plupart disaient connaître l'ACE et la Prestation dentaire canadienne. Pour faciliter la conversation, nous avons fourni d'autres renseignements sur les prestations aux participants :

L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'ACE est indexée en fonction de l'inflation. Le gouvernement du Canada met en œuvre la Prestation dentaire canadienne (PDC) pour aider à réduire les coûts des soins dentaires pour les familles admissibles dont le revenu est inférieur à 90 000 \$.

De l'avis de plusieurs, ces prestations aideraient grandement les parents, notamment l'ACE, dont bon nombre se servaient déjà pour payer des dépenses mensuelles. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour soutenir les parents, les participants espéraient un élargissement de la Prestation dentaire canadienne, afin que plus de familles et de groupes d'âge en bénéficient et que d'autres services de santé soient pris en charge, comme les soins ophtalmologiques; ainsi, un plus grand nombre de familles canadiennes y aurait accès dans les années à venir.

Impact de la pandémie (travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de syndiqués de l'Ontario ont discuté des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les travailleurs et les industries. Nous avons d'abord demandé aux participants comment leur type de travail avait changé dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Les commentaires formulés portaient sur divers secteurs, dont les suivants :

- Soins de santé – Les travailleurs du secteur de la santé ont affirmé que leur niveau de stress avait augmenté dans les dernières années. Les pénuries de personnel de la santé avaient été aggravées par la pandémie, engendrant de forts taux d'épuisement professionnel chez les travailleurs toujours en poste. Cette situation devenait de plus en plus insoutenable et avait commencé à nuire à la qualité des soins offerts dans les hôpitaux et autres établissements médicaux;
- Éducation – Les personnes du domaine de l'éducation jugeaient aussi que la pandémie de COVID-19 avait complexifié la gestion de leurs professions. Le manque de personnel constituait un problème de taille, qui, selon plusieurs, les empêchait d'offrir un enseignement de grande qualité. Certains pensaient que le passage à l'apprentissage en ligne avait engendré des pertes d'apprentissage chez les étudiants et craignaient qu'ils soient mal préparés pour les programmes plus poussés. Cela se traduisait par une pression accrue sur le personnel enseignant, qui devait maintenant passer plus de temps à enseigner de nouveau des notions déjà vues;

- Construction – Les travailleurs de la construction pensaient qu’une incertitude accrue régnait sur leur industrie depuis la pandémie. Plusieurs avaient l’impression que de nombreux projets de construction avaient été annulés ou reportés à cause de la COVID-19, réduisant du coup les sources de revenu des travailleurs du secteur.

Outre la pandémie, tous les participants étaient d’avis que leur secteur avait été touché d’une manière ou d’une autre par l’inflation. Les travailleurs de la construction ont mentionné la hausse généralisée du coût des matériaux de construction dans la dernière année qui avait provoqué encore plus d’incertitudes au sein du secteur. Les participants travaillant dans le domaine de l’éducation disaient avoir remarqué que les ressources pédagogiques, comme les manuels et les fournitures scolaires, coûtaient plus cher. Idem pour le personnel de la santé, qui avait constaté une augmentation du coût des fournitures dans leur secteur ces dernières années. Questionnés sur les plus grands défis rencontrés par les travailleurs de leurs secteurs respectifs, pratiquement tous les participants jugeaient très préoccupant l’épuisement professionnel et plusieurs se disaient exténués ou submergés par leur travail. Beaucoup considéraient les pénuries de main-d’œuvre comme un problème grandissant dans leurs industries, qui nuisaient à la prestation de services de grande qualité, notamment en matière de santé et d’éducation. Quelques-uns jugeaient les salaires préoccupants et croyaient que les employeurs devaient mieux rémunérer les personnes qui assument une charge de travail plus importante pour pallier le manque perçu de personnel.

Aucun d’entre eux n’était au courant de mesures ou d’initiatives récentes du gouvernement fédéral visant à mieux soutenir les travailleurs de leur secteur. Selon plusieurs, le gouvernement fédéral ignorait en grande partie les défis auxquels ils étaient confrontés, de sorte que l’aide concrète à leur disposition était insuffisante. Discutant de ce que le gouvernement fédéral devrait faire pour soutenir la main-d’œuvre au sein de leur industrie à l’avenir, les participants ont formulé un éventail de suggestions, notamment un soutien accru en matière de santé mentale pour les travailleurs confrontés à des problèmes d’anxiété ou d’épuisement professionnel, l’amélioration des normes de santé et sécurité dans les secteurs tels que la construction et des mesures pour inciter les employeurs à offrir des postes à temps plein assurant un salaire vital au personnel.

Réorientation professionnelle (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l’Alberta ayant récemment changé de carrière)

Les participants résidant en Alberta qui avaient récemment changé de carrière ont pris part à une discussion sur le marché du travail actuel et leur expérience après s’être réorientés professionnellement. Lorsque nous leur avons demandé de qualifier en un mot l’état du marché du travail canadien, bon nombre ont employé des termes associés à l’incertitude, tels que « stressant » et « difficile ». Invités à décrire la disponibilité et la qualité des emplois offerts dans leur région, plusieurs avaient l’impression que les salaires avaient stagné ou diminué dans les dernières années alors que le coût de la vie avait considérablement augmenté. Presque tous les participants avaient constaté des pénuries de travailleurs dans leur domaine respectif, surtout de gens de métier, d’enseignants et de conducteurs de matériel lourd. Aux yeux de certains, se loger constituait un défi dans leurs collectivités

et beaucoup de travailleurs à faible revenu peinaient à trouver un logement sécuritaire et abordable. Concernant la façon dont ces problèmes risquent d'évoluer, un grand nombre craignait qu'une plus grande proportion de la population vieillissante du Canada prenne sa retraite dans la prochaine décennie et que cela n'accroisse les pénuries de travailleurs. Des participants s'attendaient toutefois à ce que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour pallier le manque de main-d'œuvre, par exemple, en haussant les niveaux d'immigration pour accroître la population active.

Questionnés sur ce qui les avait poussés à changer de carrière, beaucoup ont dit que leurs emplois antérieurs étaient source d'insatisfaction et qu'ils avaient voulu trouver un emploi épanouissant qui les rend heureux. La capacité à mieux soutenir leurs familles, la possibilité de toucher un meilleur salaire et l'acquisition de nouvelles compétences pour accroître leur valeur sur le marché du travail actuel figuraient parmi les autres facteurs de motivation nommés par les participants. Quelques-uns s'étaient résolus à embrasser une nouvelle carrière après la fermeture des installations pétrolières et gazières dans leur région. Plusieurs disaient que changer de carrière présentait son lot de défis, notamment la difficulté à développer de nouvelles habiletés, les longues études à faire pour obtenir l'accréditation dont ils ont besoin et l'inquiétude que le fait de renoncer à un emploi stable pour aller étudier engendrait. De nombreux participants ont cité l'insécurité financière comme leur plus grande préoccupation relative à un changement de carrière.

Très peu d'entre eux se rappelaient avoir reçu du soutien financier ou à l'emploi durant leur réorientation professionnelle. Si quelques-uns avaient cherché à obtenir de l'aide en ligne, de membres de la famille ou d'une agence de dotation, aucun n'estimait que ces démarches avaient été vraiment utiles. À la question de savoir s'ils s'étaient prévalus des ressources ou aides financières offertes par le gouvernement fédéral durant leur période de transition professionnelle, la plupart n'y avaient pas eu recours. Plusieurs ont mentionné avoir fait des recherches sur les programmes d'aide fédéraux à leur disposition, mais la majorité pensait ne pas y être admissible. Un petit nombre a déclaré avoir contracté un prêt d'études fédéral dans les dernières années ou avoir bénéficié de prestations d'assurance-emploi. Les bénéficiaires du programme d'assurance-emploi en ont parlé en termes élogieux, vantant la réponse rapide à leur demande d'aide. Nous avons demandé aux participants si le montant des prestations était suffisant. De l'avis général, celui-ci devrait être augmenté pour tenir compte de la hausse du coût de la vie. Aucun participant n'a dit être au fait d'autres soutiens offerts par le gouvernement fédéral, comme les prêts canadiens aux apprentis, les subventions aux apprentis ou les ressources et soutiens pour la formation axée sur les compétences.

À la question de savoir comment le gouvernement fédéral pourrait le mieux appuyer les travailleurs souhaitant changer de carrière, bon nombre de participants jugeaient les critères d'admissibilité aux programmes et soutiens fédéraux existants trop restrictifs. Le gouvernement fédéral devait selon eux assouplir les exigences de ces initiatives pour qu'un plus grand nombre de personnes y soient admissibles. D'autres estimaient par ailleurs qu'il était possible d'en faire plus pour informer les Canadiens des nombreuses ressources à leur disposition. Enfin, quelques participants jugeaient qu'il serait utile d'accroître l'accès à des services de garde abordables afin que les parents disposent de la souplesse nécessaire pour entreprendre les études ou la formation requises en vue de leur réorientation professionnelle.

Impôts et Agence du revenu du Canada (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Trois groupes composés dans chaque cas de jeunes adultes ont pris part à des discussions sur l'Agence du revenu du Canada (ARC) et la production de leur déclaration de revenus annuelle. Dans l'ensemble, les participants étaient moins nombreux à produire leur déclaration de revenus en ligne qu'à la faire préparer par leur comptable, un fournisseur de services de préparation de déclarations de revenus comme H&R Block ou encore par un ami ou un membre de la famille. Parmi ceux ayant l'habitude de produire leur déclaration de revenus en ligne, la plupart ont invoqué comme principales raisons le côté pratique de services comme TurboImpôt et leur coût relativement modique. Quant aux principales raisons les incitant à faire leurs impôts, plusieurs pensaient qu'ils y étaient tenus par la loi et voulaient éviter d'avoir à payer une pénalité pour la production tardive de leur déclaration. Quelques-uns disaient que la possibilité d'obtenir un remboursement d'impôt les motivait également à produire leur déclaration de revenus. Si la plupart des résidents du Québec estimaient connaître assez bien les prestations et les crédits d'impôt auxquels ils pourraient possiblement être admissibles en produisant leur déclaration de revenus, seule une poignée de participants des groupes du Canada atlantique, de l'Ontario et de l'Ouest du Canada étaient de cet avis. Le crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et les déductions pour les particuliers qui travaillent à domicile sont au nombre des prestations et crédits cités par les participants.

Invités à nommer les obstacles ou difficultés qu'ils pouvaient rencontrer lorsqu'ils font leurs impôts, un grand nombre ont cité un manque général de connaissances en préparation de déclarations de revenus. Certains disaient se sentir souvent dépassés par ce processus et le trouver très anxiogène. Lors d'une discussion relative à la source qu'ils consulteraient en premier pour obtenir de l'information sur la production de leur déclaration de revenus, la plupart ont dit qu'ils obtiendraient des conseils en consultant des comptables professionnels, des membres de la famille habitués à produire des déclarations de revenus ou le site Web de l'ARC. Concernant la manière dont l'ARC pouvait faciliter la production des déclarations de revenus, beaucoup pensaient que plus de ressources devraient être consacrées à montrer aux Canadiens (surtout les plus jeunes) comment préparer leur déclaration de revenus et à les aider durant ce processus. Simplifier les formulaires d'impôt afin qu'ils soient plus faciles à remplir et mettre au point une fonction de clavardage en ligne pour permettre à ceux qui ont des questions d'obtenir rapidement de l'aide d'un agent de l'ARC faisait partie des autres mesures suggérées par les participants. De rares participants recommandaient d'offrir aux Canadiens la possibilité de préparer et de produire leurs déclarations de revenus directement du site Web de l'ARC, au lieu de passer par un intermédiaire.

Soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Sept groupes ont discuté de la question des soins de santé. Les discussions visaient à recueillir les points de vue des participants sur les soins de santé dans leurs collectivités, les priorités en matière de soins de santé du gouvernement fédéral et la confiance à l'égard des autorités de santé publique.

Perspectives en matière de soins de santé (personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Deux groupes se sont prononcés sur le système de santé actuel et les difficultés auxquelles leurs collectivités étaient confrontées. De l'avis de tous, les soins de santé constituaient un dossier hautement prioritaire qui méritait une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Invités à décrire la qualité des soins de santé dans leur région, les participants ont formulé des avis variés. Si la plupart des résidents de la région de la Capitale-Nationale du Québec les jugeaient en général de grande qualité, ils étaient plusieurs de la région du Grand Toronto (RGT) à penser autrement. Ces derniers croyaient que les infrastructures de soins de santé de la RGT étaient en grande partie vieillissantes ou en mauvais état et ne répondaient plus aux besoins de la population grandissante de la région. La plupart considéraient l'accès aux soins de santé comme un problème de taille dans leurs régions, citant en exemples les longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous, les listes d'attente de plusieurs mois pour consulter un spécialiste et la difficulté à subir rapidement des examens et des actes préventifs (comme une analyse de sang). Plusieurs considéraient les pénuries perçues de travailleurs comme un défi considérable dans leur région. Selon eux, il manquait de professionnels de la santé actuellement, ce qui avait contribué à accroître le taux d'épuisement professionnel chez les médecins et d'infirmières ayant été contraints d'assumer une charge de travail plus importante.

La quasi-totalité jugeait que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route en matière de soins de santé. Même si cette question avait été amplement débattue au niveau fédéral ces dernières années, plusieurs n'avaient constaté aucune amélioration notable au chapitre de la

prestation des soins de santé dans leurs collectivités. Divers participants jugeaient nécessaire d'investir davantage dans l'amélioration des infrastructures de soins de santé et l'augmentation du nombre de médecins et d'infirmières en exercice au Canada. Appelés à dire s'ils étaient au courant de mesures prises récemment par Santé Canada pour obtenir d'autres sources d'approvisionnement en médicaments pour enfants, plusieurs du groupe de parents de jeunes enfants en avaient entendu parler, mais peu en connaissaient les détails. La plupart avaient l'impression que le problème s'était résorbé dans les dernières semaines et que les pénuries n'étaient plus aussi importantes qu'avant.

Priorités en matière de soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, personnes de couleur de la RGT)

Trois groupes de participants ont pris part à des discussions sur les priorités en matière de soins de santé récemment annoncées par le gouvernement du Canada. Invités à dire s'ils étaient au courant de mesures ou d'initiatives récentes du gouvernement fédéral axées sur les soins de santé, peu de participants ont pu en nommer. Pour faciliter la conversation, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait dévoilé dernièrement cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé.

- *Remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;*
- *Augmenter l'accès aux soins de santé familiale;*
- *Améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;*
- *S'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;*
- *Moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.*

Les réactions à cette liste ont été surtout favorables, bon nombre des participants y voyant un plan pour s'attaquer aux problèmes actuels au sein du système de santé. La priorité visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et à réduire les temps d'attente semblait importante aux yeux de plusieurs, qui la considéraient comme le plus grand défi lié aux soins de santé dans leur région. Les participants ont aussi salué les objectifs consistant à accroître les ressources en santé mentale, à augmenter l'accès aux soins de santé familiale et à utiliser davantage les soins virtuels. Malgré l'importance qu'elle revêt à long terme, quelques participants se demandaient si la modernisation de la gestion des données sur la santé devait figurer en tête des priorités, la jugeant moins pressante que les autres problèmes. Nous avons demandé aux participants si leur opinion du gouvernement fédéral avait changé après avoir pris connaissance de ces priorités. La plupart se sont dits encouragés par l'exhaustivité de la liste. Certains estimaient cependant que la définition des priorités se voulait un pas dans la bonne direction, mais que leur évaluation du gouvernement fédéral dépendrait du degré de réussite des mesures que ce dernier prendrait au cours des années à venir pour s'attaquer à ces enjeux prioritaires. Concernant les mesures en soins de santé qu'ils aimeraient voir le gouvernement fédéral mettre de l'avant dans la prochaine année, beaucoup de participants ont parlé de nouveau de l'importance d'embaucher et de former plus de professionnels de la santé et du besoin de bonifier les sommes versées aux provinces et aux territoires au titre du Transfert canadien en matière de santé (TCS).

Précisant quelles étaient leurs attentes relatives à ces priorités et aux mesures que le gouvernement prendrait pour s'y attaquer, les participants ont donné un éventail de réponses. Pour ce qui est de remédier aux pénuries de personnel de la santé et de réduire les temps d'attente, plusieurs pensaient que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer de recruter davantage de travailleurs de la santé à l'extérieur du Canada et de simplifier le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, pour que les personnes qui l'entament puissent plus facilement exercer au Canada. Des participants suggéraient aussi d'aider financièrement les personnes envisageant une carrière en santé, notamment en payant leurs droits de scolarité, y voyant un moyen d'augmenter le nombre de travailleurs de la santé. De l'avis de presque tous les participants, cet enjeu devait figurer en tête de liste des priorités du gouvernement du Canada et beaucoup pensaient que toute mesure visant à le régler aurait un impact positif dans leur vie.

À propos d'un accès accru aux soins de santé familiale, un grand nombre revendiquaient des mesures pour faire en sorte qu'il y ait plus de médecins de famille en exercice au Canada, les jugeant en nombre insuffisant pour répondre à la demande actuelle. Cette situation était particulièrement difficile pour les résidents de collectivités rurales et éloignées situées à plusieurs heures de route de l'infirmière praticienne ou du médecin le plus proche. Selon les participants, le gouvernement fédéral pouvait prendre des mesures pour encourager plus de médecins à ouvrir des cliniques de médecine familiale et offrir des incitatifs supplémentaires aux médecins et infirmières qui vont exercer dans les collectivités rurales et les régions où il manque de services de soutien en matière de soins de santé. En outre, il était possible d'après certains d'en faire plus pour prolonger les heures d'ouverture des cliniques de soins de santé familiale, afin que les travailleurs à l'horaire atypique ne pouvant pas nécessairement consulter un médecin durant les heures normales d'ouverture puissent y avoir accès.

Beaucoup jugeaient par ailleurs très importante la priorité visant à améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile. Tous convenaient que le gouvernement fédéral devrait mettre davantage l'accent sur la construction d'autres établissements de soins de longue durée ainsi que sur le recrutement et la formation du personnel qui y travaillera. D'autres ont ajouté que des efforts s'imposaient pour mieux rémunérer les travailleurs du secteur des soins de longue durée et des soins à domicile, car leur salaire actuel était beaucoup plus bas que celui des autres professionnels de la santé. Certains souhaitaient des investissements supplémentaires dans la création de solutions permettant aux aînés de demeurer dans leur domicile plus longtemps. D'après eux, cela aurait un impact positif sur la santé physique et mentale des aînés et aiderait à diminuer le stress ressenti par leurs proches. Divers participants, notamment ceux du groupe formé d'aînés résidant en Alberta, s'attendaient à bénéficier personnellement des améliorations aux soins de longue durée et aux soins à domicile dans leurs collectivités.

Plusieurs ont nommé le coût élevé et le manque d'accessibilité des traitements comme facteur déterminant des problèmes de santé mentale et de consommation de substances. Ils étaient nombreux à penser que l'ampleur de ces problèmes s'était accentuée durant la pandémie de COVID-19 et que le gouvernement fédéral devait en faire beaucoup plus pour accroître le nombre de professionnels de la santé mentale et de centres de traitement au pays. Des participants établissaient un lien direct entre la santé mentale et la consommation de substances, estimant que beaucoup de personnes se mettent à prendre des substances illicites pour atténuer la douleur physique et mentale

qu'elles ressentent. Concernant la consommation de substances et la dépendance, un petit nombre de participants recommandaient d'exercer une surveillance accrue à l'endroit des médecins qui prescrivent des analgésiques et des opioïdes. D'après eux, beaucoup de personnes en venaient malgré elles à développer une dépendance à ces drogues après se les être fait prescrire par un médecin sans en comprendre les risques. Quelques participants du groupe de résidents des Prairies se sont montrés critiques à l'égard des programmes d'approvisionnement sécuritaire et de sites de consommation supervisée, car ils ne faisaient que prolonger la consommation de substances sans s'attaquer vraiment à la cause principale de la dépendance.

Une forte proportion a salué les avantages que pourrait offrir à la population canadienne un accès élargi aux soins virtuels. Une telle mesure leur apparaissait très utile pour les résidents de collectivités rurales et éloignées de même que pour les personnes à mobilité réduite qui ne peuvent voir un médecin en personne. Dans le groupe du Canada atlantique, quelques-uns ont cité un programme provincial de même nature offert au Nouveau-Brunswick (eVisitNB), estimant que cette initiative fructueuse pour assurer un accès à des soins virtuels pourrait être facilement mise en œuvre dans les autres provinces et territoires. Quant à la modernisation de la gestion des données, un certain nombre s'attendaient à ce qu'elle puisse aider le gouvernement fédéral à cerner les lacunes possibles dans le système de santé et à y remédier. Ils pensaient aussi qu'une base de données numériques sur la santé simplifierait le processus pour les personnes qui reçoivent des soins de plusieurs professionnels de la santé, en leur offrant un accès centralisé à tous leurs renseignements de santé.

Confiance à l'égard des autorités de santé publique (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Trois groupes de participants composés dans chaque cas de jeunes adultes ont discuté de leur confiance envers les autorités et les responsables de la santé publique et l'information sur la santé émanant du gouvernement fédéral. Nous avons d'abord demandé aux participants comment ils décidaient s'ils peuvent faire confiance ou non aux informations qu'ils voient en ligne. La plupart consultaient des sources officielles, comme les sites Web du gouvernement fédéral ou provincial, des autorités de santé publique et des universitaires pour confirmer l'information sur la santé trouvée sur les médias sociaux. Beaucoup de participants disaient être plus enclins à faire confiance aux autorités et aux organismes reconnus depuis longtemps pour la qualité de leurs recherches et une présentation impartiale de l'information. Statistique Canada, l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), le Réseau universitaire de santé et l'hôpital spécialisé Hospital for Sick Children (SickKids) ont été cités parmi les organismes ou établissements auxquels ils font le plus confiance en matière d'informations sur la santé. Certains ont exprimé leur scepticisme à l'égard d'autres sources, dont les médias. Il leur semblait que ceux-ci présentaient souvent l'information de manière à capter le plus l'attention sans chercher nécessairement à fournir des conseils médicaux exacts et impartiaux.

Concernant les informations sur la santé relayées par des personnes, la majorité se basait sur des facteurs pour déterminer si elles étaient crédibles, y compris leurs diplômes et titres professionnels, leurs recherches antérieures et leur réputation personnelle. L'expression « évalué par les pairs » était familière à plusieurs participants, qui se disaient plus susceptibles de juger plus crédibles les experts

ayant publié des recherches évaluées par les pairs. Invités à dire si leur opinion à l'égard des divers porte-parole change la perception qu'ils ont de l'organisme de santé que ces derniers représentent respectivement, la plupart disaient se baser surtout sur le porte-parole et l'organisme en question et les évaluer au cas par cas. En général, plusieurs s'attendaient à mieux réagir aux porte-parole ayant des compétences et un bagage de connaissances dans le domaine de l'organisme représenté qu'aux célébrités ou personnalités qui ne sont pas du secteur de la santé et de la médecine.

Nous avons ensuite demandé aux participants quelles sont les qualités qu'ils recherchent chez les responsables de la santé publique. Pour faciliter la conversation, nous avons dit à chaque groupe que « santé publique » s'entend des questions qui touchent la population plutôt que l'individu et qu'elle implique la prévention des maladies et des blessures, la réponse aux menaces pour la santé publique comme la COVID-19 ou d'autres maladies transmissibles ainsi que la promotion d'une bonne santé physique et mentale grâce à la transmission de renseignements qui favorisent la prise de décisions éclairées. Cela étant dit, une majorité de participants s'attendaient à ce que les experts de la santé publique aient une solide formation en la matière de même qu'une expérience de travail concrète en santé (y compris des interactions directes avec des patients) et prennent des décisions qui tiennent compte de tous les Canadiennes et les Canadiens, dont les populations marginalisées. Ils accordaient également de l'importance à la transparence, à la compassion et à la pertinence des experts en santé publique.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel ils devaient dire quel niveau de gouvernement (fédéral; provincial ou territorial; ou municipal ou régional) est responsable à leur avis de la santé publique au Canada. Tous les groupes considéraient que les décisions en matière de santé publique étaient surtout du ressort des provinces et des territoires, puisqu'à leur connaissance, la prestation des soins de santé dans leur région relevait principalement de leur gouvernement provincial ou territorial. Ces responsabilités avaient été mises en lumière durant la pandémie de COVID-19, chaque province et territoire ayant alors adopté une panoplie de stratégie pour atténuer les répercussions du virus. Un grand nombre de participants jugeaient par ailleurs que le gouvernement était responsable, du moins en partie, de la santé publique. Selon eux, en finançant les soins de santé au moyen du Transfert canadien en matière de santé (TCS) et grâce au travail d'organismes comme l'ASPC, le gouvernement du Canada influait considérablement sur le système de soins de santé publique partout au pays. Quelques participants avaient l'impression que les responsables de la santé publique des provinces et des territoires tenaient souvent compte des directives de l'administratrice en chef de la santé publique du Canada pour prendre des décisions liées à la santé. Ils étaient peu nombreux à penser que les administrations municipales exerçaient une influence en matière de santé publique, car elles avaient l'habitude de modeler leurs politiques sur les stratégies des provinces et territoires. Invités à dire s'ils se tourneraient vers des sources gouvernementales (fédérales, provinciales ou territoriales) pour obtenir des informations liées à la santé, plusieurs n'hésiteraient pas à le faire. Certains disaient faire plus confiance aux organismes publics tels que l'ASPC et Statistique Canada qu'aux représentants élus, car ces derniers peuvent être influencés par l'opinion publique.

Dans le cadre d'un autre exercice, les participants devaient dire dans quelle mesure ils font confiance au gouvernement du Canada en tant que source d'information sur la santé. Somme toute, la plupart des participants ont mentionné avoir « assez confiance » ou « ni confiance ni méfiance » à l'égard de

l'information sur la santé émanant du gouvernement fédéral. À l'échelle régionale, les résidents de l'Ouest du Canada faisaient un peu plus confiance au gouvernement que les participants de l'Ontario, du Canada atlantique et du Québec. Aucun participant n'a exprimé une grande méfiance. Appelés à donner leurs points de vue, plusieurs disaient ne pas être toujours d'accord avec les conclusions des responsables de la santé publique, malgré le caractère factuel de l'information sur la santé venant du gouvernement fédéral. Même si le gouvernement fédéral leur semblait en général digne de confiance, certains tenaient tout de même à vérifier eux-mêmes l'information et les directives fédérales en matière de santé en consultant d'autres sources crédibles. À propos des facteurs qui pourraient les amener à se méfier du gouvernement en tant que source d'information sur la santé, les participants ont dit que le manque de transparence, des directives non uniformes et la réputation des responsables chargés de présenter l'information pouvaient miner leur confiance.

Seuls quelques-uns affirmaient connaître les divers responsables de la santé publique à l'échelle fédérale et de leur province ou territoire. Après avoir précisé que ces personnes ont généralement la responsabilité de fournir des conseils sur la protection et l'amélioration de la santé de la population et de leurs collectivités, qu'elles n'ont pas d'affiliation politique et que leur nomination est à durée déterminée, nous avons demandé aux participants s'ils leur feraient généralement confiance. La plupart ont répondu par l'affirmative, plusieurs ayant l'impression que les responsables étaient le plus souvent des experts dans leur domaine, avaient plusieurs dizaines d'années d'expérience médicale et fournissaient des conseils et des lignes directrices fondés sur la science et des faits vérifiables. Dans le groupe du Québec, un petit nombre de participants étaient plus méfiants, jugeant que même les experts pouvaient arriver à des conclusions erronées et que chaque Canadienne et chaque Canadien étaient personnellement responsables de sa santé et son bien-être, peu importe les conseils de santé publique. Quant à ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour renforcer la confiance des jeunes Canadiens dans les renseignements de santé publique, plusieurs ont rappelé qu'une uniformité et une transparence accrues étaient nécessaires ainsi qu'un dialogue plus ouvert sur la façon dont les décisions publiques sont prises et les raisons qui les sous-tendent.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont discuté de la manière dont ils reconnaissent habituellement les informations et les messages diffusés par le gouvernement du Canada, que ce soit à la télévision, dans les médias sociaux, dans les journaux ou à la radio. Questionnés sur les indices leur permettant d'identifier ce type d'informations, beaucoup ont parlé d'un logo ou d'un en-tête officiel caractéristiques de la correspondance fédérale. Certains ont ajouté que, d'ordinaire, ces messages comportent une mention explicite de leur source, ce qui aide à les reconnaître. Quelques autres ont dit qu'il était parfois difficile de déterminer si des informations vues dans les médias sociaux proviennent réellement du gouvernement du Canada, mais la plupart estimaient qu'il suffit de consulter les sites Web fédéraux pour s'en assurer. Lorsque nous leur avons demandé comment ils sauraient qu'une

information entendue à la radio, par exemple, provient du gouvernement du Canada, beaucoup ont mentionné le refrain publicitaire qui accompagne les messages fédéraux ainsi que la voix féminine bien reconnaissable annonçant la source du message.

Nous avons ensuite présenté aux groupes le mot-symbole du gouvernement du Canada :

Canada

Tous les participants ont reconnu ce mot-symbole et plusieurs ont confirmé qu'il s'agissait du logo qu'ils avaient précédemment décrit. Beaucoup se rappelaient l'avoir vu sur des immeubles, dans la correspondance et dans des publicités imprimées et télévisées du gouvernement fédéral. À la question de savoir ce qu'il signifiait, la plupart des participants ont répondu qu'il avait pour fonction première d'indiquer officiellement qu'une information ou une lettre émane du gouvernement du Canada. Certains ont fait remarquer que son utilisation systématique au fil des ans en avait fait un symbole aisément reconnaissable pour les Canadiens. La plupart s'attendaient à le voir dans la correspondance et sur les édifices fédéraux, et quelques-uns l'associaient plus particulièrement à des tâches annuelles comme leur déclaration de revenu. Invités à dire ce qu'il signifiait pour eux personnellement, plusieurs participants du Québec y associaient la sécurité, la fierté nationale et les Forces armées canadiennes (FAC). Pour quelques personnes de ce groupe, en revanche, le mot-symbole rappelait plutôt le caractère « distant » des relations entre le gouvernement du Canada et le Québec. Dans le groupe composé de travailleurs syndiqués de l'Ontario, les opinions étaient assez négatives, et plusieurs participants ont exprimé leur manque de confiance envers le gouvernement fédéral à l'heure actuelle.

Nous avons ensuite invité les groupes à écouter la signature musicale officielle du gouvernement du Canada :



GC approved musical signature for FIP.wav

Cet air était familier à tous les participants, et plusieurs ont dit l'avoir entendu à la radio, à la télévision ou dans des contenus publiés sur les médias sociaux. Lorsque nous leur avons demandé pourquoi le gouvernement du Canada y avait recours, la plupart ont répondu que cette signature musicale est un indice sonore mémorable et aisément reconnaissable attestant que l'information en question émane du gouvernement du Canada et mérite qu'on y prête attention.

Enjeux spécifiques à la communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal)

Dans un groupe composé de personnes 2ELGBTQI+, les participants ont discuté d'un certain nombre de problèmes qui touchent leur communauté et des récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour s'y attaquer. Invités à décrire la relation historique des communautés 2ELGBTQI+ avec le gouvernement du Canada, les participants ont partagé divers points de vue. Tandis qu'un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le Canada avait toujours fait preuve de leadership dans les dossiers concernant les communautés 2ELGBTQI+, notamment en légalisant les mariages entre personnes du même sexe en 2005, et ce, plusieurs années avant d'autres pays comme les États-Unis. D'autres étaient plus pessimistes et croyaient que le gouvernement fédéral avait négligé ces communautés dans le passé, en particulier les transgenres les non binaires et les personnes aux deux esprits (2E) qui, selon eux, avaient été exclus de la plupart des initiatives et politiques fédérales jusqu'à tout récemment. Même si la plupart des participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait redoublé d'efforts dans les dernières années pour inclure et protéger les personnes 2ELGBTQI+, ils croyaient qu'on pouvait faire mieux. Plusieurs avaient l'impression que malgré les mesures additionnelles prises par le gouvernement fédéral, les personnes 2ELGBTQI+ étaient toujours confrontées à des défis de taille pour obtenir l'égalité des droits parentaux, des traitements médicaux et une protection contre la discrimination.

Tous les participants étaient en désaccord avec l'énoncé selon lequel le gouvernement du Canada se soucie des communautés 2ELGBTQI+, est à l'écoute de leurs besoins et y répond. Ils étaient d'avis que même si les mesures comme l'ajout d'une troisième identité de genre sur les passeports canadiens représentaient un petit pas dans la bonne direction, de nombreuses personnes 2ELGBTQI+ continuent de lutter pour une plus grande inclusivité et l'égalité. Dans l'ensemble, la plupart des participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait fait bien peu de progrès en ce qui concerne les enjeux les plus importants pour les communautés 2ELGBTQI+. Questionnés à savoir s'ils croyaient que la situation avait évolué au Canada dans les dernières années, la moitié des participants a répondu que les choses s'étaient améliorées alors que l'autre moitié a affirmé n'avoir constaté aucun changement au quotidien. Personne ne croyait que la situation se soit détériorée. Ceux qui croyaient que les choses s'étaient améliorées avaient l'impression que le gouvernement fédéral avait accordé plus d'attention sur les enjeux spécifiques aux communautés 2ELGBTQI+ dans les dernières années et que des progrès étaient faits de façon graduelle pour inclure ces personnes et protéger leurs droits. La plupart s'entendaient cependant pour dire qu'il restait encore beaucoup de travail à faire. Ceux qui croyaient que les choses n'avaient pas vraiment changé ont indiqué que même si le gouvernement fédéral avait pris des mesures positives, de nombreuses personnes 2ELGBTQI+ éprouvaient toujours des difficultés. Un certain nombre de participants ont mentionné les problèmes de santé mentale qui touchent ces personnes et leur difficulté à obtenir des services de santé génésique comme la maternité de substitution dans certaines régions du Canada. Discutant des moyens que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour aider cette communauté, plusieurs participants ont suggéré de miser

sur les initiatives éducatives. Plusieurs s'entendaient pour dire que de nombreuses idées fausses qui circulent au sujet des personnes 2ELGBTQI+ résultaient d'une incompréhension et d'un manque d'éducation à leur sujet. Ceux-ci étaient d'avis que ces initiatives seraient particulièrement bénéfiques aux jeunes Canadiens et aux parents de jeunes 2ELGBTQI+ qui ne comprennent pas toujours les difficultés auxquelles leurs enfants sont confrontés. Certains ont également parlé de la nécessité d'affecter des ressources fédérales supplémentaires aux initiatives communautaires queer, ainsi que des bourses d'études et des subventions pour les personnes 2ELGBTQI+ qui souhaitent faire des études supérieures.

Aucun des participants n'avait entendu parler des récentes mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour les communautés 2ELGBTQI+. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit sur la décision de Santé Canada de lever l'interdiction des dons de sang par des hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes, quelques participants ont répondu par l'affirmative et croyaient que certaines des règles toujours en place concernant les dons de sang (comme celles qui excluent les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes et qui sont sexuellement actifs) continuaient de stigmatiser certains membres de la communauté 2ELGBTQI+. Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler du projet de loi C-4 : *Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion)* ou du Plan d'action fédéral 2ELGBTQI+, aucun des participants ne connaissait ces initiatives. Pour faciliter la discussion, nous leur avons présenté plusieurs mesures et initiatives récemment mises sur pied par le gouvernement fédéral en consultation avec les membres de cette communauté, notamment :

- *Accorder la priorité à l'action communautaire des communautés 2ELGBTQI+ et appuyer celle-ci en soutenant les organismes communautaires 2ELGBTQI+ pour leur permettre de défendre et de servir les communautés qu'ils représentent;*
- *Continuer de faire progresser et de renforcer les droits des personnes 2ELGBTQI+ au Canada comme à l'étranger, notamment en s'appuyant sur la criminalisation de la thérapie de conversion et en lançant des consultations sur d'autres réformes du droit pénal ainsi qu'en continuant d'investir dans des projets à l'étranger dans le cadre de la Politique d'aide internationale féministe du Canada;*
- *Appuyer la résilience et la résurgence des personnes autochtones 2ELGBTQI+, notamment en continuant de financer les organismes communautaires 2ELGBTQI+ autochtones, en plaçant l'élément « 2E » (qui représente les personnes aux deux esprits ou bispirituelles) au début de l'acronyme 2ELGBTQI+ et en créant un poste de conseiller principal aux deux esprits au sein du Secrétariat 2ELGBTQI+;*
- *Mobiliser l'ensemble de la population canadienne en faveur d'un avenir plus inclusif en investissant dans des campagnes de sensibilisation afin d'améliorer la compréhension des communautés et des enjeux 2ELGBTQI+;*
- *Raffermir la conception de politiques sur la base de données et de faits à l'endroit des communautés 2ELGBTQI+ en améliorant la collecte de données, l'analyse, la recherche et les connaissances relatives aux communautés 2ELGBTQI+ et aux obstacles qui se dressent devant elles au Canada;*

- *Intégrer les enjeux 2ELGBTQI+ au travail du gouvernement du Canada en assurant la coordination des mesures prises afin de faire progresser les priorités 2ELGBTQI+ dans l'ensemble des organismes du gouvernement fédéral.*

Invités à partager leurs premières impressions, la plupart des participants s'entendaient pour dire que ces priorités englobaient un nombre important d'enjeux auxquels sont confrontées les communautés 2ELGBTQI+ à l'heure actuelle. Certains étaient particulièrement favorables à l'idée d'inclure les personnes deux esprits (2E) dans ces priorités puisque selon eux, cette communauté avait toujours été sous-représentée dans les initiatives du gouvernement fédéral. Plusieurs participants souhaitaient toutefois en savoir davantage sur les mesures qui seraient prises pour mettre en œuvre ces priorités pour pouvoir évaluer correctement les éléments de la liste. Quelques-uns croyaient que le langage utilisé pour décrire ces priorités était plutôt vague et auraient aimé avoir plus d'information sur l'échéancier et les attentes du gouvernement fédéral en lien avec ces objectifs. Une poignée de participants s'est demandé pourquoi le processus qui vise à normaliser, protéger et inclure les communautés 2ELGBTQI+ n'évoluait pas plus rapidement, et croyait que le gouvernement fédéral devrait redoubler d'efforts pour s'attaquer à ces enjeux. Les participants étaient également d'avis qu'il fallait mettre en œuvre ces priorités dans toutes les régions du pays (y compris dans les communautés rurales) et non seulement dans les grands centres urbains où il existe déjà un nombre important de ressources pour les communautés 2ELGBTQI+.

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient selon eux les priorités les plus urgentes, la majorité des participants a choisi l'initiative visant à appuyer la résilience et la résurgence des personnes autochtones 2ELGBTQI+. Plusieurs croyaient qu'il faudrait en faire davantage pour les peuples autochtones en général, dont s'assurer que toutes les communautés autochtones aient accès à de l'eau potable, des logements abordables et au même niveau de services fédéraux que les autres Canadiens. Les participants étaient d'avis qu'une meilleure représentation des Autochtones et des personnes deux esprits (2E) à tous les paliers de gouvernement contribuerait à faire avancer ces priorités. Certains ont exprimé l'opinion qu'il faudrait insister pour accroître la visibilité des personnes 2E et plusieurs avaient l'impression qu'une grande proportion de la population canadienne ignorait qui était représenté par cette désignation.

Les initiatives pour raffermir la conception de politiques sur la base de données et de faits à l'endroit des communautés 2ELGBTQI+ et pour accorder la priorité à l'action communautaire des communautés 2ELGBTQI+ ont également reçu beaucoup d'appui. Dans le premier cas, certains s'entendaient pour dire que des données scientifiques plus claires sur cette communauté permettraient de faire la lumière sur les enjeux auxquels sont confrontés les membres de la communauté 2ELGBTQI+ et donner confiance aux personnes qui ne saisissent pas nécessairement ces enjeux ou qui ne peuvent s'identifier à ceux-ci. D'autres ont ajouté qu'une grande composante de la communauté 2ELGBTQI+ est fondée sur les expériences uniques des individus et qu'il est donc possible qu'il n'y ait pas de réponses claires et nettes, même si des données complètes étaient recueillies. Pour ce qui est d'appuyer l'action communautaire 2ELGBTQI+, de nombreux participants croyaient que cette initiative pourrait être utile pour promouvoir les initiatives communautaires menées par des queers dans chaque région. Certains ont réitéré l'opinion selon laquelle ces ressources devraient être disponibles dans l'ensemble des communautés, y compris dans les régions où

l'incompréhension à l'égard des enjeux 2ELGBTQI+ subsiste. Quelques-uns ont suggéré d'agir pour réduire ou annuler les subventions fédérales actuellement offertes aux organismes communautaires qui n'accueillent ou n'acceptent pas les personnes 2ELGBTQI+.

Une faible proportion de participants était favorable aux initiatives qui visent à mobiliser l'ensemble de la population canadienne en faveur d'un avenir plus inclusif et à intégrer les enjeux 2ELGBTQI+ au travail du gouvernement du Canada. À cet égard, certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage pour faire appliquer les lois existantes qui concernent les communautés et les personnes 2ELGBTQI+. Quelques-uns ont mentionné la récente interdiction qui vise la thérapie de conversion. Ces participants avaient l'impression que cette pratique persistait dans certaines régions du pays. La nécessité d'une meilleure représentation des personnes 2ELGBTQI+ aux postes de haut niveau au sein du gouvernement fédéral était également considérée comme un moyen important de faire avancer ces priorités. En ce qui concerne l'initiative visant à continuer de faire progresser et de renforcer les droits des personnes 2ELGBTQI+ au Canada comme à l'étranger, bien que la plupart considéraient qu'il s'agissait d'un objectif important, plusieurs se sont demandé s'il était de la responsabilité du gouvernement du Canada d'influencer d'autres pays sur des problèmes sociaux de cette nature. Certains étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts sur les enjeux qui touchent les personnes 2ELGBTQI+ au Canada avant de promouvoir ces droits ailleurs dans le monde.

Tous les participants s'accordaient pour dire que si elles étaient réalisées, ces priorités contribueraient grandement à améliorer la vie des personnes 2ELGBTQI+ au Canada. Questionnés à savoir ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus, quelques-uns ont suggéré des actions axées vers l'itinérance et la consommation de substances au sein de cette communauté. Certains étaient d'avis que les personnes 2ELGBTQI+ étaient souvent marginalisées et que ceux en situation d'itinérance et de dépendance avaient sans doute moins de ressources à leur disposition que le reste de la population. Même si plusieurs étaient optimistes quant à ces priorités, d'autres ont insisté sur la nécessité de les mettre à l'avant-plan et espéraient voir une action immédiate de la part du gouvernement fédéral.

Armes à feu (résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Ce groupe était composé de résidents autochtones des Prairies, la plupart des propriétaires d'armes à feu, qui ont discuté des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral pour renforcer les lois sur les armes à feu au Canada. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que les crimes commis avec les armes à feu étaient un problème sérieux qui avait pris de l'ampleur dans les dernières années, surtout chez les jeunes. Des participants ont parlé des activités de gang et du manque d'emplois dans les communautés autochtones comme principaux facteurs responsables de la hausse des crimes commis avec des armes à feu dans leurs régions. Questionnés à savoir s'ils croyaient que les lois sur les armes à feu au Canada étaient assez strictes, trop strictes ou pas assez strictes, les participants ont répondu dans une proportion égale que les lois étaient assez strictes ou qu'elles devraient l'être davantage. Bien que généralement en faveur de lois musclées en matière d'armes à feu, un certain nombre de participants s'inquiétaient à l'idée que leurs propres armes à feu (comme les fusils de chasse) soient

assujetties aux récentes interdictions annoncées par le gouvernement du Canada. Quelques-uns craignaient que la perte de leurs armes à feu limite leur capacité à nourrir leurs familles et leurs communautés. Certains croyaient que les récents projets de règlements n'avaient pas été soumis à un processus de consultation en bonne et due forme auprès des communautés autochtones et que ces lois leur étaient imposées sans leur consentement.

Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu de l'information sur plusieurs mesures liées aux armes à feu annoncées par le gouvernement fédéral, notamment :

- *Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays;*
- *Révocation des permis d'armes à feu des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel, par exemple le fait de traquer quelqu'un;*
- *Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières.*
- *Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions;*
- *Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.*

Les mesures proposées ont reçu des niveaux d'appui variés de la part des participants. Plusieurs ont réagi positivement à la réglementation accrue pour ceux qui commettent des crimes de violence conjugale et de harcèlement criminel. Plusieurs étaient également en faveur de la proposition qui consiste à lutter contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu. Les participants étaient généralement favorables à l'initiative qui vise à accroître les ressources pour lutter contre la contrebande et le trafic d'armes à feu, croyant que ces activités avaient largement contribué à l'augmentation des crimes commis avec des armes à feu. La mise en œuvre d'un gel national des armes de poing afin d'empêcher l'achat et la vente d'armes de poing a suscité des réactions mitigées. Pour certains, l'objectif de réduire le nombre d'armes à poing au Canada est important pour mieux protéger la population canadienne, alors que d'autres étaient d'avis qu'on devrait permettre aux propriétaires d'armes à feu enregistrées et conformes à la loi de garder leurs armes. Quelques participants croyaient que ces armes étaient souvent utiles pour la légitime défense, surtout dans les régions éloignées situées à des heures du détachement de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) le plus près. Un certain nombre de participants ont réagi négativement à l'initiative d'exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches et croyaient que cette mesure était particulièrement

restrictive pour les chasseurs puisque de nombreux fusils de chasse devraient être modifiés ou remplacés pour répondre aux nouvelles exigences.

Les participants ont ensuite reçu cette information concernant l'interdiction des armes à feu de style armes d'assaut :

Outre ces initiatives, le gouvernement du Canada a reclassé comme prohibés plus de 2 000 modèles d'armes à feu de type assaut depuis le 1^{er} mai 2020. Le gouvernement s'est engagé à créer un programme pour dédommager les propriétaires d'armes à feu touchés par cette mesure. Une ordonnance d'amnistie a été mise en place (et restera en vigueur jusqu'au 30 octobre 2023) pour donner le temps aux propriétaires actuels de se conformer à la loi. L'ordonnance prévoit également une exemption temporaire pour les Autochtones exerçant leurs droits constitutionnels S.35 de chasse afin de permettre l'utilisation continue d'armes à feu nouvellement interdites (si auparavant non restreintes), jusqu'à ce qu'un remplacement approprié puisse être trouvé.

Bien que certains fussent d'avis que ces mesures contribueraient sans doute à réduire la violence par arme à feu et représentaient un pas dans la bonne direction, d'autres pensaient autrement. Parmi ces derniers, certains étaient d'avis qu'au lieu d'interdire les armes à feu, il faudrait éduquer les chasseurs et les utilisateurs d'armes à feu sur leur utilisation responsable. Quelques-uns ont interprété ces mesures comme un moyen pour le gouvernement fédéral d'imposer un contrôle accru sur leurs communautés et croyaient que ce n'était pas à lui de déterminer quels étaient les types d'armes à feu que pouvaient utiliser les peuples autochtones.

Logement (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Dans un groupe de résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, les participants ont discuté de plusieurs initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada. Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler des récentes mesures mises de l'avant par le gouvernement fédéral, plusieurs participants avaient l'impression que des actions avaient été prises pour interdire temporairement aux non-Canadiens d'acheter des logements résidentiels, mais aucun ne se rappelait d'autres initiatives. Pour faciliter la conversation, nous avons informé les participants que le gouvernement du Canada avait élaboré un plan exhaustif pour s'attaquer aux enjeux liés au logement, plan axé sur la construction d'unités additionnelles, l'abordabilité du logement et la protection des Canadiens sur le marché du logement.

Durant un exercice, les participants ont pu voir un certain nombre d'initiatives en matière de logement et ont été invités à choisir celle qui selon eux aurait l'impact le plus positif sur le marché du logement au pays. Ces initiatives étaient les suivantes :

- *Mettre fin aux offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres);*

- *Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures);*
- *Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans;*
- *De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat;*
- *Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession).*

Parmi ces initiatives, l'introduction de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat et l'interdiction aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans ont reçu le plus grand appui de la part des participants. Les initiatives qui visent à mettre fin aux offres à l'aveugle, à créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » et à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables ont également obtenu un appui modéré. Tous les participants s'entendaient pour dire que ces initiatives représentaient un pas dans la bonne direction et qu'elles valaient la peine d'être mises de l'avant par le gouvernement fédéral. Lorsque nous leur avons demandé si l'une ou l'autre de ces initiatives leur profiterait personnellement, un certain nombre de participants ont répondu que ce serait probablement le cas, et quelques-uns ont mentionné l'impact positif d'une interdiction pour les acheteurs étrangers sur le marché du logement. Les participants croyaient que cette mesure contribuerait à stabiliser ou à diminuer les prix des logements, notamment dans les marchés comme Vancouver où on retrouve apparemment le plus grand nombre de propriétaires étrangers présentement. Plusieurs étaient d'avis que l'interdiction devrait être prolongée au-delà de deux ans, et une proportion plus faible croyait qu'elle devrait rester en place dans un avenir prévisible. Quelques-uns ont exprimé des inquiétudes à l'égard de cette initiative et espéraient que les personnes ayant immigré au Canada et qui avaient entrepris des démarches pour obtenir leur résidence permanente (et éventuellement leur citoyenneté canadienne) puissent continuer de pouvoir acheter des maisons au Canada. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus en matière de logement, les participants ont fait plusieurs suggestions, notamment une réglementation plus stricte des promoteurs et des courtiers en immeubles, une aide supplémentaire pour les acheteurs d'une première maison, et un soutien financier pour les locataires qui éprouvent eux aussi des difficultés sur le marché du logement actuel.

Immigration (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches)

Les participants de la région de la Chaudière-Appalaches ont discuté de plusieurs sujets liés à l'immigration. Questionnés au sujet de l'état actuel du système d'immigration canadien, presque tous avaient l'impression que le processus était devenu excessivement long et compliqué. Bon nombre d'entre eux se rappelaient d'avoir entendu parler de gens qui avaient fait une demande de citoyenneté

canadienne ou de résidence permanente et avaient été choqués par les longs délais d'attente dans le traitement de leurs dossiers et la reconnaissance de leurs titres de compétences professionnelles. Quelques participants ont parlé du processus de réunification des familles qui pouvait être long et difficile pour ceux qui souhaitent faire venir les membres de leur famille au Canada. Quant aux avantages à accueillir de nouveaux immigrants, de nombreux participants ont parlé des avantages économiques, comme le renforcement de la population active et la hausse de la productivité dans plusieurs secteurs. Un certain nombre d'entre eux voyaient également des avantages à l'immigration pour accroître la diversité et les perspectives culturelles chez les Canadiens et promouvoir ainsi une population plus forte et plus inclusive. Plusieurs s'inquiétaient également du manque de logements abordables pour les nouveaux arrivants et d'une hausse des taux d'immigration qui ne ferait qu'aggraver le sentiment de crise du logement qui prévaut actuellement. Quelques-uns se sont demandé quel serait l'impact d'un influx d'immigrants non francophones au Québec sur la prééminence du français dans la province, et croyaient qu'il contribuerait à faire reculer le français. À ce sujet, une poignée de participants se sont interrogés à savoir si les Québécois seraient accueillants à l'endroit des nouveaux immigrants, compte tenu de cette menace apparente envers la culture francophone au Québec.

Les participants étaient un peu plus nombreux à dire que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration comparativement à ceux qui pensaient le contraire. Les premiers ont fait valoir que de nombreuses mesures de soutien étaient déjà en place pour les nouveaux immigrants et que le gouvernement fédéral avait réussi à augmenter les niveaux d'immigration dans les dernières années. Ceux qui croyaient que le gouvernement faisait fausse route en matière d'immigration ont mentionné qu'il n'y avait pas suffisamment de ressources pour répondre au taux d'immigration actuel et que des investissements majeurs s'imposaient. Questionnés à savoir si le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau, les participants ont, dans une proportion similaire, exprimé leur accord avec chacune des trois options. Ceux qui croyaient que les niveaux d'immigration devraient rester tels quels ont indiqué que bien que l'immigration fût une grande priorité, il y avait trop de demandes en attente et pas suffisamment de ressources pour accueillir un plus grand nombre de nouveaux arrivants. Parmi ceux qui souhaitaient qu'on augmente les niveaux d'immigration, plusieurs ont mentionné les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés comme les soins de santé et l'éducation et étaient d'avis qu'on parviendrait à résoudre le problème en accueillant un plus grand nombre d'immigrants. Ceux qui croyaient qu'il faudrait réduire les taux d'immigration ont indiqué que tant et aussi longtemps qu'il n'y aurait pas suffisamment de logements pour héberger tous les nouveaux immigrants, le gouvernement du Canada devrait limiter le nombre d'immigrants qui entrent au pays.

En ce qui concerne les plans d'immigration futurs, même si certains avaient l'impression que le gouvernement du Canada cherchait à augmenter les niveaux d'immigration, personne n'a pu se rappeler des détails. Pour faciliter la discussion, nous avons informé les participants que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'il augmenterait le nombre de nouveaux immigrants de 405 000 en 2021 à 465 000 en 2023, pour atteindre un objectif de 500 000 nouveaux immigrants en 2025. La plupart des participants ont réagi favorablement. Selon eux, il s'agissait d'une cible atteignable de la part du gouvernement fédéral qui bénéficierait à l'ensemble du Canada à long

terme. Quelques-uns avaient une opinion différente et se demandaient s'il y aurait suffisamment de ressources en matière de logement, de langue et d'emploi pour absorber cette augmentation.

Alors que tous les participants s'entendaient pour dire que les pénuries de main-d'œuvre étaient un enjeu dans leurs régions, les opinions étaient mitigées quant à savoir si la hausse de l'immigration représentait la meilleure solution pour résoudre le problème. Dans ce contexte, les avis étaient également partagés quant à l'énoncé selon lequel *le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants afin de combler les emplois vacants et de faire croître l'économie*. Quelques participants croyaient qu'il faudrait mettre l'accent sur le recrutement et la formation des travailleurs qui sont déjà installés au Canada afin de pourvoir les postes vacants. Informés que les employeurs de tous les secteurs au Canada cherchaient activement à pourvoir près d'un million de postes vacants au deuxième trimestre, le nombre trimestriel le plus élevé jamais enregistré, les participants étaient encore une fois partagés. Tandis que certains étaient troublés par ces chiffres, plusieurs se sont demandé si ces postes demeuraient vacants parce qu'ils n'étaient pas assez bien rémunérés ou que les avantages n'étaient pas assez intéressants, plutôt qu'en raison d'un manque de travailleurs; ils doutaient également qu'une immigration accrue constitue une solution efficace pour résoudre le problème.

Opioides (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la diaspora chinoise de Vancouver)

Les participants de deux groupes de la Colombie-Britannique ont discuté de la dépendance aux opioïdes dans la province. Presque tous s'entendaient pour dire que la dépendance et la consommation de substances illicites étaient un enjeu de taille à l'heure actuelle. Tandis que la plupart des résidents du Lower Mainland croyaient que la situation était demeurée stable au cours des dernières années, presque tous à Vancouver avaient l'impression qu'elle s'était aggravée. Pratiquement tous les participants étaient pessimistes pour l'avenir et croyaient que la dépendance et les surdoses continueraient d'augmenter, à moins que des gestes importants soient posés. Questionnés à savoir s'ils se rappelaient de certaines mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, la vaste majorité a répondu par la négative. Quelques participants avaient entendu parler des investissements du fédéral en santé mentale et dans les centres de traitement des dépendances, et du soutien offert pour l'utilisation des sites d'injection supervisée.

Le groupe de Vancouver était invité à répondre à quelques questions supplémentaires concernant la récente exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 grammes ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Cette politique a suscité des réactions diverses de la part des participants. Plusieurs étaient favorables à cette initiative qui selon eux contribuerait à libérer des ressources additionnelles pour le système de justice pénale et parce que les arrestations répétitives pour possession de faibles quantités de drogues produisaient peu de résultats. Un certain nombre de participants craignaient toutefois que cette initiative augmente la dépendance et la consommation de

substances avec le retrait de ces sanctions pénales. Certains ont fait valoir que pour atteindre son but, l'initiative devrait être combinée à des ressources additionnelles en matière de santé mentale et de traitement des dépendances pour éventuellement amener les individus à cesser de consommer des substances illicites. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient en faveur qu'on oriente les personnes arrêtées pour possession de drogues illicites vers des centres de désintoxication plutôt que de les envoyer en prison, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs croyaient toutefois qu'on devrait mettre en place un processus de contrôle pour s'assurer de ne pas envoyer les personnes dangereuses dans des établissements où elles pourraient causer du tort aux autres patients.

Questionnés à savoir s'ils connaissaient les expressions « approvisionnement plus sécuritaire » et « sites de consommation supervisée », la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Pour faciliter la discussion, nous leur avons fourni les définitions suivantes :

- *L'approvisionnement plus sécuritaire consiste à fournir des médicaments prescrits aux personnes qui présentent un risque élevé de surdose comme solution de rechange plus sécuritaire aux drogues illégales toxiques;*
- *Les sites de consommation supervisée offrent un espace sûr et propre où les personnes qui consomment peuvent apporter leur propre drogue et l'utiliser sous la supervision d'un personnel formé. Ces sites proposent également un éventail de services de réduction des méfaits.*

La plupart des participants étaient favorables à ces programmes. Bien que quelques-uns fussent d'avis que ces approches pourraient encourager une plus grande dépendance aux drogues, plusieurs croyaient qu'elles seraient très bénéfiques pour prévenir les surdoses et pour atténuer la pression exercée sur les services médicaux d'urgence et les hôpitaux. De nombreux participants s'entendaient pour dire que la prévention en matière de consommation de substances et de dépendance était une responsabilité qui devrait relever à la fois du gouvernement fédéral et de ses homologues provinciaux, et que chacun avait un rôle à jouer pour s'attaquer au problème.

Points de vue sur le secteur de l'énergie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière)

Les résidents de l'Alberta ont pris part à une discussion visant à recueillir leurs points de vue sur l'avenir du secteur de l'énergie dans la province. Tous s'accordaient pour dire que le secteur pétrolier et gazier était essentiel pour la santé économique de l'Alberta. Plusieurs avaient cru comprendre que les revenus générés par le secteur pétrolier et gazier servaient à financer de nombreux autres secteurs importants dans la province, comme les soins de santé, l'éducation et la construction. Un certain nombre de participants ont également relevé l'importance du gaz et du pétrole pour créer des emplois bien rémunérés pour les Albertains. Invités à décrire l'état actuel de ce secteur dans leur province, de nombreux participants étaient d'avis que celui-ci avait connu une piètre performance au cours des

dernières années. Plusieurs ont affirmé que de nombreuses communautés qui dépendaient auparavant de la production pétrolière et gazière pour assurer leur survie économique avaient été abandonnées en raison du ralentissement dans ce secteur. Certains étaient également préoccupés par l'apparente prévalence des entreprises pétrolières et gazières sous contrôle étranger au Canada et croyaient qu'elles avaient supplanté leurs concurrents au pays.

Tous les participants s'entendaient pour dire qu'il était essentiel pour l'Alberta de diversifier son économie et de réduire sa dépendance au pétrole et au gaz, en misant notamment sur la technologie, l'industrie pharmaceutique, la fabrication et l'agriculture. Toutefois, plusieurs croyaient que le gouvernement provincial aurait besoin d'aide de la part du gouvernement du Canada pour opérer cette transformation économique. Lorsque nous leur avons demandé si le secteur de l'énergie renouvelable était important pour l'avenir économique en Alberta, un certain nombre de participants se sont montrés sceptiques. Plusieurs croyaient que les sources d'énergie propre ne pouvaient produire suffisamment d'énergie pour répondre aux besoins de la province et qu'une transition à grande échelle vers l'énergie renouvelable n'était pas un objectif réaliste à l'heure actuelle. De plus, certains étaient d'avis que l'énergie propre était trop chère à produire comparativement aux sources d'énergie non renouvelables.

Durant la discussion sur le secteur de l'énergie propre en Alberta, les participants étaient généralement pessimistes. Bon nombre d'entre eux doutaient que la province connaisse une grande croissance économique au cours de la prochaine décennie. Plusieurs craignaient également que l'abandon progressif du secteur pétrolier et gazier entraîne une hausse importante du prix de l'énergie. Au sujet des changements qui seraient éventuellement nécessaires pour faciliter la transition vers l'énergie propre, un certain nombre de participants s'attendaient à ce qu'il faille construire une nouvelle infrastructure massive pour supporter les nouveaux réseaux énergétiques. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour soutenir l'Alberta dans le développement de son secteur de l'énergie propre, plusieurs ont exprimé le souhait que la province puisse mener cette transition à terme sans l'aide du gouvernement fédéral. Quelques-uns étaient d'avis que le secteur de l'énergie de la province pouvait compter sur de nombreux experts pour faciliter cette transition, sans qu'il soit nécessaire de faire appel au gouvernement fédéral.

Relations avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de Vancouver)

Un groupe composé de Canadiens d'origine chinoise résidant à Vancouver a discuté des relations actuelles entre le Canada et la Chine. Tous étaient d'avis que ces relations s'étaient détériorées au cours des récentes décennies et plus particulièrement dans les dernières années. Plusieurs attribuaient ce fait en partie à l'ascension de la Chine comme grande puissance économique et géopolitique et à sa capacité apparente à faire preuve d'une plus grande fermeté en matière de politique étrangère. Les participants ont aussi mentionné plusieurs événements et enjeux qui avaient selon eux contribué à détériorer ces relations, notamment l'arrestation et la détention de la dirigeante principale des finances de Huawei Technologies au Canada en 2018, les liens étroits entre le Canada et les États-Unis (qui ont également vécu des tensions avec la Chine), et le gouvernement du Canada qui a ouvertement critiqué

la Chine pour ses violations des droits de la personne dans son pays. Quelques-uns croyaient que la situation s'était aggravée durant la pandémie de COVID-19 en raison de l'interruption des activités commerciales entre les deux pays due aux exigences strictes en matière de santé publique en Chine.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne ses relations avec la Chine, les participants ont exprimé beaucoup d'incertitude. Plusieurs d'entre eux ne savaient pas très bien si le gouvernement canadien souhaitait améliorer ses relations avec la Chine ou s'il était satisfait de la situation actuelle. Plusieurs ont parlé de ce qu'ils considéraient être un manque de direction de la part du gouvernement canadien vis-à-vis de la Chine et croyaient que ses actions des dernières années avaient été en grande partie réactives. Un petit nombre de participants étaient déçus de la tournure des événements et avaient l'impression que les Canadiens ne seraient plus jamais en sécurité lorsqu'ils voyagent en Chine. Questionnés à savoir si le gouvernement canadien faisait du bon travail en ce qui concerne ses relations avec la Chine, plusieurs ont commenté positivement son engagement au chapitre des droits de la personne et les valeurs canadiennes, et le fait qu'il ait critiqué ouvertement la Chine pour ses violations des droits de la personne à l'intérieur de ses frontières. Discutant de ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour améliorer ces relations, plusieurs étaient d'avis que les Canadiens d'origine chinoise devraient être mieux représentés au sein du gouvernement fédéral. Plusieurs s'entendaient également pour dire qu'il faudrait redoubler d'efforts pour mieux comprendre les perspectives uniques des Canadiens d'origine chinoise et reconnaître les différents groupes qui composent la diaspora chinoise. Quelques participants aimeraient voir une plus grande indépendance de la part du gouvernement du Canada sur la scène mondiale puisque selon eux, les actions de celui-ci étaient presque toujours alignées avec celles des États-Unis.

Lorsque nous leur avons demandé à quoi devrait ressembler la relation entre le Canada et la Chine à l'avenir, plusieurs participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait établir une stratégie plus claire à long terme pour préciser ses intentions et ses attentes à l'égard de la Chine. Même s'ils jugeaient prudent de maintenir des relations avec ce pays, plusieurs souhaitaient que le gouvernement du Canada redouble d'efforts pour diversifier ses relations commerciales avec d'autres pays d'Asie en ayant plusieurs partenaires commerciaux dans la région. Ils avaient l'impression que c'était particulièrement important étant donné les inquiétudes à l'idée que la Chine s'engage militairement avec Taiwan dans un proche avenir, une éventualité qui envenimerait considérablement les relations entre le Canada et la Chine. Un certain nombre de participants croyaient que le gouvernement fédéral devrait dorénavant trouver des solutions qui bénéficieraient aux deux pays (comme le commerce, l'immigration et le tourisme), sans pour autant compromettre son engagement à maintenir et défendre les droits de la personne.

Défis communautaires (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches)

Dans la région de la Chaudière-Appalaches, les participants ont brièvement discuté des défis que doit affronter leur communauté. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux qui nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, les participants ont fourni

plusieurs réponses, notamment le vieillissement de la population dans la province, le manque d'accès à des logements abordables, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'accès limité aux soins de santé (et aux soins primaires en particulier).

Quant aux industries et aux secteurs les plus importants dans leur communauté, plusieurs ont mentionné la raffinerie de pétrole locale et le secteur de la fabrication, de même que la production de métal et de meubles. Pour ce qui est de l'avenir, de nombreux participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait miser davantage sur les secteurs comme l'agriculture et la production alimentaire. Certains croyaient qu'une production alimentaire accrue à l'échelle locale permettrait de réduire la facture d'épicerie pour les résidents de la région, tout en assurant un approvisionnement alimentaire à long terme.

Questionnés à savoir si les soins de santé étaient une préoccupation dans leurs communautés, de nombreux participants ont réitéré leurs inquiétudes quant à l'accessibilité des soins, en particulier les soins d'urgence et l'accès à un médecin de famille. Aucun d'eux n'avait entendu parler des récents efforts déployés par le gouvernement fédéral pour soutenir le secteur de la santé dans leur région.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – December 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	LOCAL TIME	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
2	Wed., December 7 th	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST)	Ontario	Union Members	DN
3	Thurs., December 8 th	5:00-7:00 (EST)	6:00-8:00 (AST) 6:30-8:30 (NST)	Atlantic Canada	Heavy Users of Healthcare System	DN
4	Tues., December 13 th	8:00-10:00 (EST)	6:00-8:00 (MST)	Mid-size and Major Centres Alberta	Recently Changed Career Paths, aged 40-54	TBW
5	Wed., December 14 th	7:00-9:00 (EST)	6:00-8:00 (CST)	Mid-size and Major Centres Prairies	Seniors, aged 55+/Heavy Users of Healthcare System	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END

In public/media relations
 In radio/television
 No, none of the above

THANK AND END
THANK AND END
CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Toronto, Ottawa, Mississauga, Brampton, Hamilton, London, Markham, Vaughan, Kitchener, Windsor, Richmond Hill, Burlington, Greater Sudbury, Oshawa, Barrie.</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Atlantic Canada	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Cities could include (but are not limited to): <u>NS:</u> Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney. <u>NB:</u> Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston. <u>PEI:</u> Charlottetown, Summerside. <u>N&L:</u> St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook.</p> <p>AIM FOR 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Mid-size and Major Centres Alberta	<p>Major population = 100,000+ Calgary, Edmonton.</p> <p>Mid-size population = 50,000-99,999 Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie.</p> <p>ENSURE AT LEAST ONE EACH FROM CALGARY AND EDMONTON. NO MORE THAN TWO PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 4

	INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Mid-size and Major Centres Prairies	<p>Cities include: <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson. <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 5

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES ALBERTA = THANK AND END IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES PRAIRIES = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-30	IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES ALBERTA = THANK AND END IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES PRAIRIES = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
31-39	IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES ALBERTA = THANK AND END IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES PRAIRIES = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
40-49	IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES ALBERTA, CONTINUE IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES PRAIRIES = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
50-54	IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES ALBERTA, CONTINUE IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES PRAIRIES = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
55+	IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES ALBERTA = THANK AND END IF MID-SIZE AND MAJOR CENTRES PRAIRIES, CONTINUE ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.
 GROUP 3 MAY SKEW OLDER (50s/60s).**

4. **ASK ONLY IF GROUP 5 OR 3** Would you say your health in general is ...?

Excellent **THANK AND END**
 Very good **THANK AND END**
 Good **CONTINUE TO 4a**
 Fair **CONTINUE TO 4a**
 Poor **CONTINUE TO 4a**
 Very Poor **CONTINUE TO 4a**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 5 OR 3** Certain medical conditions can compromise your immune system and weaken your body's ability to fight off infections. Are you someone who has heart disease, diabetes, cancer, HIV, asthma, or some other chronic condition that makes you less likely/able to fight off a sickness?

Yes **CONTINUE TO 4B**
 No **CONTINUE TO 4B**
 [DO NOT READ] Don't know **CONTINUE TO 4B**

4b. **ASK ONLY IF GROUP 5 OR 3** Based on your own impression and experience, would you say that you use health care services (for example visits to a doctor, ER, diagnostics, or other hospital-based or services covered by your provincial health care plan) ... **NOTE TO INTERVIEWERS: PROVINCIAL HEALTH CARE PLAN IN ALBERTA IS ALBERTA HEALTH CARE INSURANCE PLAN (AHCIP). IN ATLANTIC CANADA PROVINCIAL HEALTH CARE PLANS ARE REFERRED TO AS THE FOLLOWING: NEW BRUNSWICK MEDICARE, NEWFOUNDLAND AND LABRADOR MEDICAL CARE PLAN (MCP), NOVA SCOTIA MEDICAL SERVICES INSURANCE PLAN (MSI) OR PEI HEALTH.**

Much more often than the average person **CONTINUE TO 7**
 Somewhat more often than the average person **CONTINUE TO 7**
 About the same amount as the average person **THANK AND END**
 Somewhat less often than the average person **THANK AND END**
 Much less often than the average person **THANK AND END**
 [DO NOT READ] Don't know **THANK AND END**

ENSURE GROUP SKEWS MORE TOWARDS THOSE WHO RESPONDED 'YES' AT Q.4a

5. **ASK ONLY IF GROUP 4 OR 2** Which of the following statements best describes your current employment status?

Full-time **GROUP 4 CONTINUE TO 5a GROUP 2CONTINUE TO 6**
 Part-time **GROUP 4 CONTINUE TO 5a GROUP 2CONTINUE TO 6**
 Seasonal **GROUP 4 CONTINUE TO 5a GROUP 2CONTINUE TO 6**
 Contract **GROUP 4 CONTINUE TO 5a GROUP 2 CONTINUE TO 6**
 Unemployed **GROUP 4 CONTINUE TO 5b GROUP 2 THANK AND END**
 Other, please specify: _____

5a. **ASK ONLY IF GROUP 4** In the last 5 years have you changed careers or retrained for a completely different type of job?

Yes, changed careers **CONTINUE TO 5c**

Yes, retrained **CONTINUE TO 5c**

No **THANK AND END**

5b. **ASK ONLY IF GROUP 4** Which of the following statements best explains the reason why you are currently unemployed?

I am no longer working/left the labour force **THANK AND END**

I am unemployed and looking for work that is similar to my previous jobs **THANK AND END**

I am unemployed and in the process of retraining for a different job/changing my career path
CONTINUE TO Q.8 AND RECORD UNEMPLOYED FOR Q.7

5c. **ASK ONLY IF GROUP 4** Which of the following best describes your career change?

I started a new career in a completely new industry **CONTINUE**

I started a new occupation within the same industry **CONTINUE**

Other, please specify: _____ **CONTINUE**

AIM FOR A MIX. NOTE TO INTERVIEWER: PLEASE TAKE NOTE OF PREVIOUS JOB AND CURRENT JOB TO ENSURE IT REFLECTS A CAREER CHANGE.

6. **ASK ONLY IF GROUP 2** Are you currently a member of a union?

Yes **CONTINUE TO 6a**

No **THANK AND END**

6a. **ASK ONLY IF GROUP 2** What is the union or collective bargaining unit to which you belong?

Canadian Auto Workers (CAW)

Canadian Health Care Workers (CHCW)

Canadian Union of Public Employees (CUPE)

Canadian Union of Postal Workers (CUPW)

Educational Assistants Association (EAA)

Elementary Teachers' Federation of Ontario (ETFO)

International Brotherhood of Electrical Workers (IBEW)

Ontario Nurses Association (ONA)

Ontario Public Service Employees Union (OPSEU)

Service Employees International Union (SEIU)

Teamsters Canada (TM)

United Food and Commercial Workers International Union (UFCW)

United Steelworkers of America (USWA)

Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL.
ENSURE A GOOD MIX.

7. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
 Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
 Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
 Arts, Entertainment and Recreation
 Construction
 Educational Services
 Finance and Insurance
 Health Care
 Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL.
ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.
GROUP 4 MAY SKEW UNEMPLOYED.

8. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

9. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes.

Under \$20,000
 \$20,000 to just under \$40,000
 \$40,000 to just under \$60,000
 \$60,000 to just under \$80,000
 \$80,000 to just under \$100,000
 \$100,000 to just under \$150,000
 \$150,000 and above CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
CONTINUE ALL GROUPS.

ENSURE A GOOD MIX IN ALL GROUPS.

10. **ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

11. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

12. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

13. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

14. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

15. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

16. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

17. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.21**

18. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

19. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

20. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

21. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**
- ENSURE A GOOD MIX.**

22. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

- Yes
- No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

**Privy Council Office
Recruiting Script – January 2023
English Groups**

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	LOCAL TIME	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Thurs, January 5 th	9:00-11:00 (EST)	6:00-8:00 (PST)	Lower Mainland British Columbia	General Population	DN
2	Tues, January 10 th	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST) 7:00-9:00 (AST) 7:30-9:30 (NST)	Eastern Canada (Atlantic Region and Ontario)	Young Adults, aged 25-30	DN
3	Wed, January 11 th	8:00-10:00 (EST)	7:00-9:00 (CST) 6:00-8:00 (MST) 5:00-7:00 (PST)	Western Canada (MB, SK, AB, BC)	Young Adults, aged 18-24	TBW
5	Tues, January 17 th	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST)	City of Toronto & City of Montreal	Members of the 2SLGBTQI+ Community	DN
6	Wed, January 18 th	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST)	City of Toronto	People of Colour	TBW
8	Tues, January 24 th	9:00-11:00 (EST)	6:00-9:00 (PST)	City of Vancouver	Chinese Diaspora	TBW
9	Wed, January 25 th	8:00-10:00 (EST)	7:00-9:00 (CST) 6:00-8:00 (MST)	Prairies (MB, SK, AB)	Indigenous Peoples, Firearms Owners	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Lower Mainland British Columbia	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Vancouver, Burnaby, New Westminster, Coquitlam, Port Coquitlam, Port Moody, Surrey, Richmond, Delta, White Rock, North Vancouver, West Vancouver, Maple Ridge, Langley, Abbotsford, Chilliwack</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Eastern Canada (Atlantic Region & ON)	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p><u>NS:</u> Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney. <u>NB:</u> Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston. <u>PEI:</u> Charlottetown, Summerside. <u>N&L:</u> St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook. <u>ON:</u> Toronto, Ottawa-Gatineau, Hamilton, Kitchener, London, Oshawa, Thunder Bay, Sudbury, Peterborough, Belleville, Stratford, Bolton, Collingwood, Owen Sound, Brockville, Cobourg, Fort Erie, Simcoe.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM ONTARIO. AT LEAST 1 PARTICIPANT FROM EACH ATLANTIC PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS BOTH REGIONS. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Western Canada (SK, MB, AB, BC)	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p><u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan. <u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden.</p>	CONTINUE – GROUP 3

	<p>Alberta: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake.</p> <p>British Columbia: Vancouver, Victoria, Kelowna, Abbotsford, Surrey, Kamloops, Chilliwack, Prince George, Vernon, Penticton, Parksville, Duncan, Tsawwassen, Ladner, Squamish, Fort St. John.</p> <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
City of Toronto & City of Montreal	<p>City includes:</p> <p>City of Toronto and City of Montreal</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTRES PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 5
City of Toronto	<p>City includes:</p> <p>City of Toronto.</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 6
City of Vancouver	<p>City includes:</p> <p>City of Vancouver.</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 8
Prairies	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Saskatchewan: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan.</p> <p>Manitoba: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden.</p> <p>Alberta: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake.</p>	CONTINUE – GROUP 9

	ENSURE A GOOD MIX.	
--	---------------------------	--

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF WESTERN CANADA = GROUP 3 IF EASTERN CANADA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-30	IF EASTERN CANADA = GROUP 2 IF WESTERN CANADA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
31-39	IF EASTERN CANADA = THANK AND END IF WESTERN CANADA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
40-49	
50-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

4. **ASK ONLY IF GROUP 5** Do you identify as any of the following? **[INTERVIEWER TO READ ALL AND ACCEPT MULTIPLE RESPONSES]**

- Lesbian
- Gay
- Heterosexual
- Man
- Woman
- Queer
- Transgender
- Bisexual
- Two-spirit
- Non-binary
- Questioning
- Genderqueer
- Intersex
- Other (Please specify): _____

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

IF RESPONDENT SELECTS 'HETEROSEXUAL' OR ONLY SELECTS EITHER 'MAN' OR 'WOMAN', THANK AND END.

ENSURE A GOOD MIX. LIMIT THE NUMBER OF 'OTHER, PLEASE SPECIFY'

5. **ASK ONLY IF GROUP 8** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Chinese?

Yes **CONTINUE TO Q5a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 8** Where did you and/or your family immigrate from?

Hong Kong **CONTINUE**
 Mainland China **CONTINUE**
 Taiwan **CONTINUE**
 Singapore **CONTINUE**
 Malaysia **CONTINUE**
 Vietnam **CONTINUE**
 Other, please specify: _____ **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX BY COUNTRY/REGION OF IMMIGRATION.

6. **ASK ONLY IF GROUP 8** Were you born in Canada?

Yes **SKIP TO Q.9= GROUP 8**
 No **CONTINUE TO Q.6a**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. **ASK ONLY IF GROUP 8** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE – GROUP 8
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

7. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you identify as Indigenous?

Yes **CONTINUE TO 7a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you identify as...?

First Nations (Off-reserve) **CONTINUE**

First Nations (On-reserve) **CONTINUE**

Métis **CONTINUE**

Inuit **CONTINUE**

None of the above **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX ON AND OFF RESERVE. WILL SKEW TOWARD FIRST NATIONS BUT TRY FOR AT LEAST ONE METIS AND/OR INUIT, IF POSSIBLE.

8. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you have any of the following...?

All-terrain vehicle

Mountain bike

Firearm **CONTINUE TO Q 8a.**

Camping gear

Kayak or canoe

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

IF 'NO' TO 'FIREARM' = CONTINUE TO Q. 9

GROUP 8 SHOULD BE SKEWED TO HAVE A GREATER NUMBER FIREARMS OWNERS

8a. **ASK ONLY IF GROUP 9** You mentioned owning a firearm. What are the main reasons you own a firearm? (Select all that apply).

For protection of person/property

For hunting

For sport shooting (including target, trap, and skeet shooting)

As part of a gun collection

For your job

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BY REASONS FOR OWNING A FIREARM.

8b. **ASK ONLY IF GROUP 9** Approximately how many firearms do you own?

One **CONTINUE**

Two-four **CONTINUE**

Five or more **CONTINUE**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

AIM FOR A MIX OF THOSE WITH VARYING NUMBERS OF FIREARMS.

8c. **ASK ONLY IF GROUP 9** What type(s) of firearm(s) do you currently own? (Open-end)

RECORD AND CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer **CONTINUE**

AIM FOR A GOOD MIX BY TYPE OF FIREARMS OWNED.

9. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care
- Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL.

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.

10. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

11. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes.

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

CONTINUE ALL GROUPS.

ENSURE A GOOD MIX IN ALL GROUPS.

12. **ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian **IF GROUP 6 = THANK AND END**

South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

Chinese

Black

Latin American

Filipino

Arab

Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)

Korean or Japanese

Indigenous

Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

ALL EXCEPT FOR WHITE/CAUCASIAN = Group 6

13. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

14. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

15. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

16. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

17. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

18. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

19. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.23**

20. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

21. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

22. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

23. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

24. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – décembre 2022 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
1	6 décembre	18 h-20 h	18 h-20 h	Région Chaudière-Appalaches-du-Québec	Population générale	MP
6	15 décembre	18 h-20 h	18 h-20 h	Québec	Personnes confrontées à des pressions financières	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Région Chaudière-Appalaches-du-Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Lévis, Saint Georges, Thetford Mines, Sainte-Marie, Montmagny, Beauceville, Saint-Joseph-de-Beauce, Disraeli, Saint-Pamphile, Saint-Apollinaire, Saint-Lambert-de-Lauzon, Saint-Henri, Saint-Agapit, Saint-Anselme, Lac-Etchemin, L’Islet, Saint-Prosper, Sainte-Claire, Saint-Jean-Port-Joli</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.</p>	CONTINUER – GROUPE 1
Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Québec City, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>Taille moyenne = Population 50 000-99 999 <u>Pour les villes de taille moyenne</u> : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay,</p>	CONTINUER – GROUPE 6

	<p>Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>Petites villes = Population > 49 999 Pour les petites villes : Saint-Georges, Val-d'Or, Sept-Îles, Varennes, Alma.</p> <p>ESSAYER DE RECRUTER AU MOINS DEUX RÉSIDENTS DANS CHAQUE CATÉGORIE DE VILLE (EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA POPULATION). PAS PLUS D'UN PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</p>	
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 30 ans	
31 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 6** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre situation financière actuelle?

Je profite de la vie grâce à la façon dont je gère mon argent et j'ai confiance en mon avenir financier.

REMERCIER ET CONCLURE

La plupart du temps, j'arrive à payer mes factures chaque mois. **CONTINUER**

Je m'inquiète continuellement de ma capacité à payer les choses chaque mois. **CONTINUER**

Je dois puiser dans mes économies, augmenter mon crédit ou reporter le paiement des factures pour arriver à joindre les deux bouts. **CONTINUER**

- 5a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 6** Comment feriez-vous face à une dépense imprévue de 400 \$ ou de 500 \$? Est-ce que...

- Vous payeriez la dépense à l'aide de fonds immédiatement disponibles (p. ex., provenant de votre compte chèque ou épargne, d'un montant d'argent comptant, ou d'une carte de crédit qui serait payée le même mois) **CONTINUER**
- Vous emprunteriez de l'argent pour couvrir la dépense, vous vendriez un bien pour couvrir la dépense ou vous ne payeriez pas la dépense immédiatement (p. ex., en utilisant une carte de crédit qui serait payée sur plusieurs mois) **CONTINUER**

Note à l'intervieweur ou l'intervieweuse : Si le répondant choisit « La plupart du temps, j'arrive à payer mes factures chaque mois » à la Q.5 et « Vous couvririez la dépense à l'aide de fonds immédiatement disponibles » à la Q.5a, remercier et conclure. VEILLER À CE QUE LE GROUPE COMPTE UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DE RÉPONDANTS QUI ONT CHOISI « VOUS EMPRUNTERIEZ DE L'ARGENT POUR COUVRIR LA DÉPENSE, VOUS VENDRIEZ UN BIEN, ETC. »

6. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE. LE GROUPE 6 PEUT COMPTER UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DE RÉPONDANTS À FAIBLE REVENU.

7. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

- Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

- À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

- 0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

- Administrations publiques
- Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- Arts, spectacle et loisirs
- Autres services, sauf les administrations publiques
- Commerce de détail
- Commerce de gros
- Construction
- Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
- Fabrication
- Finance et assurances
- Gestion de sociétés et d'entreprises
- Hébergement et services de restauration
- Industrie de l'information et industrie culturelle
- Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
- Services d'enseignement
- Services immobiliers et services de location et de location à bail
- Services professionnels, scientifiques et techniques
- Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE.**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

19. **DEMANDER À TOUS LES GROUPE**s Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc

Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)

Chinois

Noir

Latino-américain

Philippin

Arabe

Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)

Coréen ou japonais

Autochtone

Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – janvier 2023
Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
4	12 janvier	18 h-20 h	18 h-20 h	Québec	Jeunes adultes de 18 à 30 ans	MP
7	19 janvier	18 h-20 h	18 h-20 h	Région de la Capitale-Nationale	Parents d'enfants de moins de 12 ans	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Québec City, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>Taille moyenne = Population 50 000-99 999 <u>Pour les villes de taille moyenne</u> : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>Petites villes = Population > 49 999 <u>Pour les petites villes</u> : Saint-Georges, Val-d’Or, Sept-Îles, Varennes, Alma.</p> <p>ESSAYER DE RECRUTER AU MOINS DEUX RÉSIDENTS DANS CHAQUE CATÉGORIE DE VILLE (EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA POPULATION). PAS PLUS D’UN PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. RECRUTER DES RÉSIDENTS</p>	CONTINUER – GROUPE 4

	DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	
Région de la Capitale-Nationale	Les villes peuvent notamment comprendre : Ville de Québec, Saint-Augustin-de-Desmaures, L'Ancienne Lorette, Saint-Raymond, Pont-Rouge, Stoneham-et-Tewkesbury, La Malbaie, Lac-Beauport, Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, Boischatel ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.	CONTINUER – GROUPE 7
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 7** Avez-vous des enfants qui ont moins de 12 ans?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 7** Pourriez-vous me dire l'âge de ces enfants?

Enfant	Âge
1	
2	
3	
4	
5	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DE L'ÂGE ET DU NOMBRE D'ENFANTS.

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER GROUPE 4 ET GROUPE 7
25 à 30 ans	
31 à 44 ans	SI GROUPE 4 = REMERCIER ET CONCLURE SI GROUPE 7 = CONTINUER
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

LES PARENTS DU GROUPE 7 POURRAIENT ÊTRE PLUS JEUNES (DANS LA TRENTAINE OU LA QUARANTAINE).

6. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
 20 000 \$ à moins de 40 000 \$
 40 000 \$ à moins de 60 000 \$
 60 000 \$ à moins de 90 000 \$
 90 000 \$ à moins de 150 000 \$ **SI GROUPE 7 = REMERCIER ET CONCLURE**
 150 000 \$ ou plus **SI GROUPE 7 = REMERCIER ET CONCLURE**
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

7. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
 Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE. LES PARENTS DU GROUPE 7 POURRAIENT AVOIR TENDANCE À ÊTRE DES FEMMES, MAIS ESSAYER D'OBTENIR LA PARITÉ.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**
 Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant à un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-3 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE.**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES

D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

19. **DEMANDER À TOUS LES GROUPE**s Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – December 2022 & January 2023 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners Thank you for taking the time to participate in this focus group on behalf of the Government of Canada. In keeping with Indigenous Protocol and building respectful relationships between Indigenous and non-Indigenous peoples in Canada, it is customary to acknowledge the Traditional Territories or Ancestral Lands of Indigenous peoples. We are meeting virtually so I'd like to acknowledge that the Indigenous peoples are the traditional stewards of the lands and waters in the places where each of us are attending the meeting this evening.

We recognize and deeply appreciate their historic connection to these places. We also recognize the contributions that Métis, Inuit, and First Nations have made, both in shaping and strengthening our communities, provinces, and the country as a whole. MODERATOR SHOULD KNOW WHAT TERRITORY THEY ARE LOCATED ON, IF ASKED.

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- **Ontario Union Members** When we invited you to participate in this group, each of you indicated you were union members, which sectors or industries do you currently work in?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-20 minutes) Chaudière-Appalaches Region Quebec, Ontario Union Members, Atlantic Canada Heavy Healthcare Users, Mid-size and Major Centres Alberta Recently Changed Career Paths, Mid-size and Major Centres Prairies Seniors Heavy Healthcare Users, Quebec Experiencing Financial Pressures, Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults, GTA People of Colour, National Capital Region Quebec Parents of Children, City of Vancouver Chinese Diaspora,

- Chaudière-Appalaches Region Quebec, Ontario Union Members, Atlantic Canada Heavy Healthcare Users, Mid-size and Major Centres Alberta Recently Changed Career Paths, Mid-size and Major Centres Prairies Seniors Heavy Healthcare Users, Quebec Experiencing Financial Pressures, Lower Mainland BC, National Capital Region Quebec Parents of Children, City of

Vancouver Chinese Diaspora, Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?

- **Chaudière-Appalaches Region Quebec, Ontario Union Members** Have you heard, read, or seen anything about changes to address gun violence and strengthen gun laws in Canada?
 - What have you heard?
- **Atlantic Canada Heavy Healthcare Users, Mid-size and Major Centres Prairies Seniors Heavy Healthcare Users** Have you heard, read, or seen anything about the federal price on carbon pollution?
 - What have you heard?
- **Mid-size and Major Centres Alberta Recently Changed Career Paths** What about any news on the Canada Workers Benefit?
- **Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults** What was the single biggest issue you remember seeing, reading, or hearing about in the news throughout 2022?
 - Specifically, what news, if any, do you remember hearing about the Government of Canada in relation to this issue?
- **Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults** Looking ahead, what do you think will be the biggest issues the Government of Canada will need to deal with in 2023?
 - What, if anything, does the Government of Canada have planned to deal with these issues?
 - What would you like to see from the Government of Canada in dealing with these issues?
- **GTA People of Colour, National Capital Region Quebec Parents of Children** Where did you see, read, or hear this information?

PRIORITIES & PERFORMANCE (10-50 minutes) **Chaudière-Appalaches Region Quebec, Ontario Union Members, Atlantic Canada Heavy Healthcare Users, Mid-size and Major Centres Alberta Recently Changed Career Paths, Mid-size and Major Centres Prairies Seniors Heavy Healthcare Users, Quebec Experiencing Financial Pressures, Lower Mainland BC, City of Toronto and Montreal Members of 2SLGBTQI+ Community, GTA People of Colour, National Capital Region Quebec Parents of Children, City of Vancouver Chinese Diaspora**

- Chaudière-Appalaches Region Quebec, Ontario Union Members, Atlantic Canada Heavy Healthcare Users, Mid-size and Major Centres Alberta Recently Changed Career Paths, Mid-size and Major Centres Prairies Seniors Heavy Healthcare Users, Quebec Experiencing Financial Pressures, Lower Mainland BC, GTA People of Colour, National Capital Region Quebec Parents of Children In your opinion, what are the top issues impacting [Quebeckers/Ontarians/Atlantic Canadians/Albertans/your province/British Columbians/people in the Greater Toronto Area/parents] that the Government of Canada should be prioritizing?
 - Chaudière-Appalaches Region Quebec Ontario Union Members IF NOT MENTIONED: Is the cost of living an important priority at the moment?
 - Lower Mainland BC What about in your local community?
- City of Vancouver Chinese Diaspora, Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - City of Vancouver Chinese Diaspora, Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners Are there any challenges impacting [Chinese Canadians/Indigenous Peoples] that the [Government of Canada/federal government] should be prioritizing?
- [Thinking about these priorities/On these priorities], is the [federal government/Government of Canada] generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the [federal government/Government of Canada] do to get on the right track?
- Quebec Experiencing Financial Pressures, City of Vancouver Chinese Diaspora, Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- Chaudière-Appalaches Region Quebec, Ontario Union Members, Mid-size and Major Centres Alberta Recently Changed Career Paths, Lower Mainland BC, City of Vancouver Chinese Diaspora, Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners What work, if any, is the federal government planning to do on [these files/these issues/the economy and jobs]?
- GTA People of Colour, National Capital Region Quebec Parents of Children Has your opinion of the Government of Canada gotten better or worse over time? Why?
- National Capital Region Quebec Parents of Children, Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners In your opinion, what would you say the Government of Canada is currently doing well?

- **National Capital Region Quebec Parents of Children** Thinking back to the past few years, what are some things the Government of Canada has done well?
- **National Capital Region Quebec Parents of Children, Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners** What areas do you think the Government of Canada needs to improve on? Why [do you say that]?
- **City of Vancouver Chinese Diaspora** When it comes to engaging with Chinese Canadians, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - What are better ways for the government to engage with Chinese Canadians?

The Economy and Jobs Ontario Union Members

- IF JOBS AND ECONOMY NOT MENTIONED: Thinking back on the issues you originally mentioned, how important are jobs and the economy as the issues the Government of Canada should be focusing on the most? Would you say these are more important for the federal government to focus on, just as important, or less important? Why?
- When it comes to jobs and the economy, what are you most concerned about (e.g., are you more concerned by labour shortages, the quality of jobs that are available, the possibility of a recession, or something else)? Why?
- How would you describe your confidence in the Government of Canada's ability to manage the economy?
 - Does the Government of Canada understand the economic issues you're most worried about? Why/why not?
 - What work, if any, has the federal government done to address these concerns?
- Over the next year, what do you think the Government of Canada should do, related to the economy and jobs?

Healthcare Atlantic Canada Heavy Healthcare Users, Mid-size and Major Centres Prairies Seniors Heavy Healthcare Users

- IF HEALTH CARE NOT MENTIONED: Thinking back on the issues you originally mentioned, how important is health care as the issue the Government of Canada should be focusing on the most?

- Would you say it is more important for the Government of Canada to focus on, just as important, or less important? Why?
- When we invited you to participate in this group, each of you indicated you were frequent users of healthcare services; how would you describe your experiences accessing health care services?
- When you need health care, are you typically able to access it in your local community, or do you have to travel outside your community?
- How do you think the quality of the health care system in your area compares to other regions or provinces in Canada? Is it better, worse or the same?
- Has your experience accessing services changed over the past several years?
 - IF YES: What caused it to change? How do you know?
- Looking ahead, do you expect the healthcare system in Canada to improve, stay the same, or get worse? Why?
 - What would need to happen for the healthcare system in your community to improve?
- What role does the Government of Canada have in health care?
 - In your opinion, does the Government of Canada understand the healthcare issues you're most worried about? Why/why not?
- What work, if any, has the federal government ever done to address issues in health care?
- What have you seen, read, or heard the Government of Canada say or do on health care recently?
 - Where did you hear about it?
- PROBE: Have you heard anything about negotiations between the federal and provincial governments on funding for health care?
 - What did you hear?
 - What were your impressions of the negotiations?
 - What gave you this impression?
 - What would you like to see from the Government of Canada?

SHOW ON SCREEN:

During these negotiations, the Government of Canada has said that it is ready to increase healthcare spending to the provinces and territories through the Canada Health Transfer.

However, the Government of Canada has said it would like agreement from the provinces and territories on a few key initiatives before proceeding.

A couple of areas of agreement the Government of Canada is seeking relate to:

- Expanding the use of pan-Canadian indicators to measure progress on priority health areas
- Building a high-quality health data system for Canada

The Government of Canada feels that this approach will tell a clearer story about access to care across the country, identify where there are gaps in services, and ensure Canadians can access their own health records.

- What is your reaction to the Government of Canada's position?
 - PROMPT AS NEEDED:
 - Is improving health data management something the Government of Canada should be prioritizing in these negotiations?
 - How important is it, if at all, to be able to see where there are gaps in health care?
 - How important is it to you, if at all, to have access to your personal health information?

2SLGBTQI+ Community City of Toronto and Montreal Members of 2SLGBTQI+ Community

- 2SLGBTQI+ individuals have different perspectives and lived experiences, and it can sometimes be difficult to discuss issues facing this group broadly. However, from your individual perspectives, what are some of the more pressing issues impacting 2SLGBTQI+ folks?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to personal safety?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to housing insecurity?
- What role, if any, does the Government of Canada have in addressing these issues?
- What work, if any, has the Government of Canada done in addressing these issues?
- Are you hopeful that the Government of Canada can get on the right track on these issues? Why/why not?

COMMUNITY CHALLENGES (20 minutes) Chaudière-Appalaches Region Quebec

Now I'd like to focus on your local community...

- What important issues facing your community do you think the Government of Canada should focus on?
- What are the most important sectors and industries for your local community?
- Which sectors and industries in your region do you feel need the most help?

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support these sectors. What else can the Government of Canada do to support these sectors?

- Which sectors and industries would you like to see the Government of Canada prioritize?
- Is healthcare an area of concern for your community? What makes you say that?
- Has the Government of Canada done anything recently to support the healthcare sector in your community? What have they done?
 - IF NOT: What can the Government of Canada do to help this sector?

FEDERAL IDENTITY PROGRAM (20 minutes) Chaudière-Appalaches Region Quebec, Ontario Union Members

- When you notice information from the Government of Canada (e.g., online, on paper, on billboards, on TV, etc.), how do you know it is from the Government of Canada?
 - PROBE: Is it clear to you that this is information that comes from the Government of Canada? Why? Why not?
 - IF NOT, PROBE: Can you give me an example of an instance when you weren't sure?
- When you hear information, on the radio for instance, how do you know it's from the Government of Canada?
 - PROBE: Where do you hear this? Radio? TV?

- PROBE: Are there specific statements or sounds that are used to identify information from the Government of Canada?

SHOW “CANADA” WORDMARK ON SCREEN

- Have you seen this symbol before? If so, where?
- What does this symbol mean in general?
 - IF NOT MENTIONED, PROBE: Do you think that the symbol represents the Government of Canada? Why? Why not?
- What does it mean to you personally?
 - PROBE IF NECESSARY: What are you most likely to associate this symbol with? How does it make you feel? Why?
 - Does the symbol represent positive or negative feelings/ideas? Why?
- Why do you think the Government of Canada uses this symbol in its communications and information?
- Where do you expect this symbol to be displayed?
- IF TRUST/CREDIBILITY/CONFIDENCE NOT MENTIONED YET, ASK: When you notice this symbol, do you trust the information that comes along with it? Do you have confidence that the information is credible? Why? Why not?

TECH SUPPORT TO PLAY O-CANADA MUSICAL SIGNATURE

- Have you heard this jingle before? If so, where?
- The Government of Canada uses this jingle in its communications. Why do you think they do that?

IMMIGRATION (35 minutes) Chaudière-Appalaches Region Quebec

- How would you describe the current state of the immigration system in Canada?
 - Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to immigration?

- What are some of the benefits that welcoming new immigrants has for Canada?
- Does anyone have any concerns about welcoming new immigrants? If yes, what are these concerns?
 - Are you concerned at all about the impact of immigration on the health care system? What about on the housing/rental market?
- Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
 - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?
- What have you seen, read, or heard recently about Canada's immigration levels?
 - PROMPT: The Government of Canada has recently announced it will increase the number of new immigrants from 405,000 in 2021 to 465,000 in 2023; increasing gradually until reaching 500,000 new immigrants in 2025.
- What are your reactions to this news?
 - Do you think these numbers are too high, too low, or sound about right?
 - Does hearing these numbers change the way you see the impacts of welcoming new immigrants into Canada?
- Thinking now about the economy, how big of an issue, if at all, are labour shortages? Why?
- To what extent do you agree or disagree with the following statement: "Canada needs to welcome more new immigrants in order to fill job vacancies and grow the economy."
- PROMPT: Employers across all sectors in Canada were actively seeking to fill nearly one million vacant positions in the second quarter, the highest quarterly number on record.
 - What are your reactions to this?
- Does knowing this change the way you see the increase in the number of new immigrants welcomed into Canada?

HARD-HIT SECTORS (30 minutes) Ontario Union Members

Now I'd like to shift a bit to talk about the events of the last three years, including the COVID-19 pandemic and its impacts...

- Since the onset of the COVID-19 pandemic, how has working in your industry changed?
 - What impacts have these changes had on you and your family? How have you been dealing with these changes?
- Has inflation impacted the industry you work in? How so?
 - How has it impacted you as a worker in your industry, if at all?
- What are the biggest challenges facing workers in your industry?
- What is the federal government doing to offer supports to workers in your industry?
 - What has the federal government ever done to support workers in your industry?
 - Have you ever received any support from the Government of Canada?
 - IF YES: Has it been sufficient?
- What should the federal government do to support workers in your industry moving forward?

HEALTHCARE PRIORITIES AREAS (40 minutes) Atlantic Canada Heavy Healthcare Users, Mid-size and Major Centres Prairies Seniors Heavy Healthcare Users

Now I'd like to turn more broadly to other healthcare priorities...

- Has anyone heard about any announcements made by the Government of Canada related to the areas of healthcare it is prioritizing?
 - IF YES: What have you heard?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada announced five priority areas in healthcare:

- (1) addressing health worker shortages and reducing wait times;
 - (2) increasing access to family health services;
 - (3) improving long term care and home care;
 - (4) addressing mental health and substance use; and
 - (5) modernizing health data management and virtual care.
- What are your initial reactions when you see this priority list?

- Are there any priorities listed that you think are particularly important? Why are these important? What impact will it have?
- Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why is that?
- Does seeing these priorities impact how you feel about the Government of Canada and healthcare? Why/why not?

NOTE TO MODERATOR: FOR EACH OF THE FIVE PRIORITIES, ASK ALL QUESTIONS BELOW

- How would you expect the Government of Canada to address this priority? (PROBE FOR: Policies, investments, etc.)
 - Do you have any questions about this priority? Do you have any questions about what the Government of Canada plans to do to address this priority?
 - Is this something you think will have a positive impact? Will it impact you directly?
- In the coming year, what would you like to see the federal government do about health care?

NEW CAREER PATH (40 minutes) Mid-size and Major Centres Alberta Recently Changed Career Paths

- In one word, how would you describe the state of the Canadian job market today?
 - How would you describe the availability and quality of jobs out there? Why?
- How do you think the job market will be in the next few years? Do you think things will get better, worse, or stay about the same by next year? What about in five years? Why?
 - How would you know if things were getting better or worse? What are the signs?
- When we invited you to participate in this group, each of you indicated you recently changed your career paths. Briefly, what were you doing before and what are you doing now?
 - Why did you change career paths?
 - What was your experience like leaving one career path to enter a new one? How did you find the transition?
 - What, if anything, were your biggest concerns? How long were you in between careers?
- When you realized you were going to change careers, who, if anyone, did you speak with to get help?

- Did anyone think to check for resources or financial supports through the Government of Canada? Why/why not?
 - For those who checked, where did you go for information? What were you expecting to see? What did you find?
- Was anyone able to draw regular Employment Insurance (EI) benefits? What about EI benefits for apprentices?
 - What was your experience like?
 - Were these supports enough? Why/why not?
 - What else should the Government of Canada do to support workers who are in-between careers?
- Did anyone need to get any new skills training?
 - If yes, how did you feel about going back to school/getting new training?
 - What, if anything, were your biggest concerns?
 - Did anyone think to check for resources or supports for skills training through the Government of Canada?
 - For those who checked, where did you go? What were you expecting to see? What did you find?
 - Did anyone get a Canada Apprentice Loan or Apprenticeship grants?
 - For those who did, were these supports enough? Why/why not?
- ASK EVERY PARTICIPANT: If you could offer advice to the Government of Canada on supporting workers who decide to or have to change careers, what would you say is the most important thing they could do to help?

ENERGY OUTLOOK (25 minutes) Mid-size and Major Centres Alberta Recently Changed Career Paths

- How important, if at all, is the oil and gas sector to Alberta's economy?
- How would you describe the current state of the oil and gas sector in Alberta?
 - What do you expect the oil and gas sector in Alberta to look like in 5 years? In 10 years?
- How important, if at all, is it for the Albertan economy to diversify beyond oil and gas? Why?
 - Which sectors will be the most important to the future Albertan economy?
 - IF NOT MENTIONED: What about the clean energy sector? How much will the future of Alberta's economy depend on developing its clean energy sector?

- EXPLAIN AS NEEDED: The clean energy sector could include various renewable energy sources like solar energy, wind energy, hydro energy, hydrogen fuel, or technologies like those that capture and store carbon.
- How would you describe the state of Alberta’s clean energy sector?
 - What do you expect the clean energy sector in Alberta to look like in 5 years? In 10 years?
- What comes to mind when you think about jobs in the clean energy sector?
- What would transitioning from oil and gas to clean energy mean for the price of energy in Alberta?
 - Would energy prices generally increase, decrease, or stay the same?
 - IF NOT MENTIONED: Would you expect prices to go down in the short-term? What about the long-term? Why?
- What would need to happen to transition the province from oil and gas to clean energy?
- What, if anything, would you like the Government of Canada to do to support Alberta in developing its clean energy sector?

COST OF LIVING (25-80 minutes) Quebec Experiencing Financial Pressures, GTA People of Colour, National Capital Region Quebec Parents of Children

Financial Pressures Quebec Experiencing Financial Pressures

- In one word, how would you describe the cost of living in Canada?
 - Would you describe the cost of living in Quebec differently? Why?
- How do you think the cost of living will be in the next few years? Do you think things will get better, worse, or stay about the same by next year? What about in five years? Why?
 - How would you know if things were getting better or worse? What are the signs?
- IF NOT ALREADY MENTIONED: Generally, how would you describe the Government of Canada’s management of the cost of living? Are they generally on the right track or the wrong track? Why?

- When we invited you to participate in this group, each of you indicated you were experiencing financial pressures. What are your biggest financial pressures?
 - Where have you felt the impact of inflation the most?
 - AS NEEDED: Groceries? Gas? Housing? Something else?
 - Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- Compared to a year ago, how would you rate your financial situation today? That is, would you say it has gotten better, worse or that it has remained roughly the same?
 - FOR THOSE WHO SAY GOTTEN BETTER: Why has it gotten better? (IF NEEDED: For example, do you have less debt now, have you reduced monthly expenses, has your income increased, etc.)?
 - FOR THOSE WHO SAY GOTTEN WORSE: Why has it gotten worse? (IF NEEDED: For example, do you have more debt now, have your monthly expenses increased, has your income decreased, etc.)?
- Does the Government of Canada understand the financial pressures you're experiencing the most? Do they understand what you are worried about and impacted by? Why/why not?
 - What would you need to see from the Government of Canada to show they understand the financial pressures you're most worried about?
- And thinking ahead to a year from now, do you think your financial situation will be better, worse, or roughly the same as it is now? What makes you say that?
- What do you think is causing prices to go up?
- Is the increase in the cost of living a "made in Canada" problem or is it a global problem? How do you know?
 - What can the Government do about the rising cost of living?
- Are you aware of any Government of Canada policies, programs, services, or benefits for those feeling financial pressures?
 - IF YES: What have you heard? What impacts do you expect these benefits to have?

I'm now going to show you various measures the Government of Canada has announced to help support Canadians with financial pressures:

SHOW ON SCREEN:

- A new dental care program for families with an income of less than \$90,000 annually, starting with children under 12 in 2022.*
- A new one-time top-up to the Canada Housing Benefit. This benefit is a one-time payment of \$500 to eligible lower-income renters (\$20,000 for individuals or \$35,000 for families) experiencing housing affordability challenges.
- Doubling the GST credit amount eligible individuals and families receive for a six-month period, with single Canadians receiving up to \$234 and families receiving up to \$628.
- Increasing benefits to match inflation (indexing) (*benefits include things like the Canada Child Benefit, the GST Credit, the Canada Pension Plan, Old Age Security, and the Guaranteed Income Supplement*).
- Increasing the amount that eligible Canadians may receive through the Canada Workers Benefit (*low-income single individuals can receive up to \$1,395 for the basic amount; low-income families can receive up to \$2,403*).
- Providing a 50% reduction in average parent fees for licensed early learning and child care by the end of 2022.

**ADDITIONAL INFORMATION FOR MODERATOR IF NEEDED:*

The new dental care program starts with under 12-year-olds in 2022, then expands to under 18-year-olds, seniors and persons living with a disability in 2023, then full implementation by 2025. The program is restricted to families with an income of less than \$90,000 annually, with no co-pays for anyone under \$70,000 annually in income.

POLL: Now I'm going to show you the same list of items, but this time simplified, and I will ask you to do a poll and choose which one you think would be the most helpful in supporting people struggling financially. We will then go over your answers.

- A new **dental care** program for families
- A new one-time top-up to the Canada **Housing Benefit**
- Doubling the **GST credit** amount for a six-month period
- Increasing **benefits to match inflation** (indexing)
- Increasing the amount that eligible Canadians may receive through the **Canada Workers Benefit**
- Providing a 50% reduction in average parent fees for licensed early learning and **childcare**

MODERATOR TO BRIEFLY GO OVER THE CHOICES.

- Would any of these personally impact you?

- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
- Now, reflecting back on the various Government of Canada measures we have discussed today, what is your overall impression of the Government of Canada's plan to help support Canadians experiencing financial pressures?
 - AS NEEDED: Has your impression of whether the Government of Canada is on the right or wrong track in this respect changed? How so?
- IF ENOUGH TIME, ASK EVERY PARTICIPANT: If you could suggest one thing to the Government of Canada that it could do to help improve your financial situation, what would it be?
 - IF DIRECT PAYMENTS OR TAX CUTS SUGGESTED, PROBE: Do you think that this kind of policy could make inflation worse? Why/why not?

Federal Government Management of Cost of Living GTA People of Colour

- IF MENTIONED ALREADY: Some of you noted that the cost of living is an issue impacting people in the GTA.
- IF NOT MENTIONED ALREADY: Thinking of the issues you identified as being the top issues impacting people in the GTA, where does the cost of living fit in? Is it more important, less important, or of the same importance?
 - Has the rising cost of living affected your behaviour? Your spending habits? How so?
 - Who is most impacted by the rising cost of living? Why?
 - What, or who, is to blame for the rising cost of living?
- What role, if any, does the Government of Canada have in addressing cost of living issues?
- What work, if any, has the Government of Canada done in addressing these issues?
- What have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada's new measures to help Canadians with the increasing cost of living?
 - IF NOT MENTIONED: Have you heard about the six-month GST rebate increase?
 - IF NOT MENTIONED: Have you heard about the Canada Dental Benefit plan to lower dental costs for families earning less than \$90,000?
- Thinking about these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why do you say that?

- For those who say they are on the wrong track, what should the federal government do to get on the right track?
- Are you hopeful that the Government of Canada can get on the right track on these issues? Why/why not?

Cost of Living for Parents National Capital Region Quebec Parents of Children

- Generally, how would you describe the Government of Canada’s management of the economy?
 - Are they generally on the right track or the wrong track? Why?
- As a parent, which economic issues are you most worried about and impacted by?
 - Does the Government of Canada understand the economic issues you’re most worried about and impacted by? Why/why not?
 - PROMPT AS NEEDED: What about on affordability and the cost of living?
- What is the Government of Canada doing to address the rising cost of living?
- What are examples of things that have become less affordable in your day-to-day life?
 - PROMPT AS NEEDED: What about when it comes to groceries or gas?
 - Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- What do you think is causing prices to go up?
- Is the increase in the cost of living a “made in Canada” problem or is it a global problem? How do you know?
 - What can the Government do about the rising cost of living?
- Are you aware of any Government of Canada policies, programs, services, or benefits that benefit parents?
- Who here is aware of...?
 - The Canada Child Benefit
 - The Canada Dental Benefit
- IF AWARE: What do you know about each program?

PROMPT: The Canada Child Benefit (CCB) is a means-tested income support program for Canadian families. It is delivered as a tax-free monthly payment available to eligible Canadian families to help with the cost of raising children. The CCB is indexed to inflation.

PROMPT: The Government of Canada is implementing the Canada Dental Benefit (CDB) to help lower dental costs for eligible families earning less than \$90,000.

- What are your reactions to this information?
 - Was there anything you weren't previous aware of?
 - Do you have any questions when it comes to any of these programs?
- When it comes to affordability and the cost of living, how big of an impact, if any, will these programs have on you and your family?
 - Would you consider the Canada Child Benefit and the Canada Dental Benefit as important affordability measures for parents? Why/why not?
- What else should the Government of Canada do to help support parents?

PUBLIC MOOD (10-30 minutes) Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults, City of Toronto and Montreal Members of 2SLGBTQI+ Community, GTA People of Colour, National Capital Region Quebec Parents of Children

- Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults, City of Toronto and Montreal Members of 2SLGBTQI+ Community, GTA People of Colour [To start], what, if anything, are some of the best things about living in Canada today?
- Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults, City of Toronto and Montreal Members of 2SLGBTQI+ Community, GTA People of Colour What are some of the things that you feel most Canadians generally agree on?
- Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults What are the biggest challenges facing Canada today?
 - IF ANY NOT MENTIONED: What about the rising cost of living, wait times and shortages in healthcare, the growing threat of climate change, and issues in the economy?

- **Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults** Are you hopeful that Canadians, as a whole, can overcome these challenges? Why/why not?
- **Lower Mainland BC, Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults** How should the Government of Canada support Canadians in overcoming the biggest challenges of today?
- **City of Toronto and Montreal Members of 2SLGBTQI+ Community, GTA People of Colour** Would you say Canada is a place where everyone is free to be who they are and [love who they love/live free of discrimination]? Why/why not?
 - If not, what prevents Canada from being a place where everyone is free to be who they are and [love who they love/live free from discrimination]? What would need to change?
- **National Capital Region Quebec Parents of Children** As a parent, what, if anything, makes you feel optimistic about your children's future in Canada?
- **National Capital Region Quebec Parents of Children** Is there anything that makes you worried about your children's future in Canada? If so, what?

RELATIONSHIP WITH CHINA (35 minutes) **City of Vancouver Chinese Diaspora**

- How would you describe Canada's current relationship with China?
 - What are the biggest issues impacting Canada's relationship with China?
 - How has Canada's relationship with China changed? What caused this relationship to change?
- When it comes to managing Canada's relationship with China, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - What has the Government of Canada done well when it comes to managing relations with China?
 - What could the Government of Canada improve on when it comes to managing relations with China?
- What would you like to see Canada do with this relationship?
 - Should Canada try to build closer ties? Why/why not?
 - Should Canada try to deepen its trading relationship with China? Why/why not?

- Moving forward, what do you expect Canada and China’s relationship to look like?

OPIOIDS (20 minutes) Lower Mainland BC, City of Vancouver Chinese Diaspora

- Would you say that opioid addiction is a major issue, a minor issue, or not an issue at all in your community? What about [in the Lower Mainland/throughout Vancouver]?
- ASK THOSE WHO SEE IT AS AN ISSUE: In the last few years, would you say this issue has become better, worse or hasn’t really changed?
 - Are you hopeful that there will be progress on this issue in the coming year? Why/why not?
- What, if anything, has the Government of Canada done to address opioid addiction in British Columbia?
- **City of Vancouver Chinese Diaspora** How do you feel about the Government of Canada granting an exemption to the Controlled Drugs and Substances Act to remove criminal penalties for possession of up to 2.5 grams of certain illegal drugs in British Columbia? Do you support or oppose a measure like this one? Why do you say that?
 - What impacts, if any, will this have?
 - Do you think this will generally lead to more crime or less crime in Vancouver? Why do you feel this way?
- **City of Vancouver Chinese Diaspora** How do you feel about diverting people who are arrested for possession of illicit drugs to drug treatment centres instead of being sent to jail? Would you support or oppose a measure like this one? Why do you say that?
 - What impacts, if any, will this have? Do you think this will generally lead to more crime or less crime in Vancouver? Why do you feel this way?
- What comes to mind when you hear “safer supply?”
- What comes to mind when you hear “supervised consumption sites?”

CLARIFY AS NECESSARY:

- Safer supply refers to providing prescribed medications as a safer alternative to the toxic illegal drug supply to people who are at high risk of overdose.

- Supervised consumption sites provide a safe and clean space for people to bring their own drugs to use in the presence of trained staff. They also offer a range of harm reduction services.
- Do you think those with an opioid addiction should have access to a safer supply? What about supervised consumption sites? Why do you feel this way?
- Do you see a role for the Government of Canada in safer supply services and supervised consumption sites?
 - IF YES: What would you like to see from the Government of Canada on these issues?

HOUSING (20 minutes) Lower Mainland BC

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada's policies on housing?

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada has a series of initiatives designed to address issues in housing. The three pillars of this plan are to build more homes, help make housing more affordable, and to protect Canadians in the housing market.

POLL: Here is a set of initiatives by the Government of Canada. Please select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Protecting Canadians

- Ending blind bidding (*blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding*).
- Creating taxation penalties to stop landlords from doing 'renovictions' (*a renoviction occurs when a landlord evicts a tenant by claiming they will complete major renovations*).
- A ban on all non-Canadians buying residential properties in Canada for two years.
- New taxation rules to deter house flipping.
- Making assignment sales of new and renovated housing taxable to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (*an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession*).
- Would any of these personally impact you?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

- Now I'd like to turn to one measure in particular. The ban on all non-Canadians buying residential properties in Canada for two years (also known as the foreign homebuyers' ban) came in effect on January 1st. Before today, who was aware of this ban?
 - What did you see, read, or hear about it?
- What impacts, if any, do you think this ban will have on the housing market in British Columbia?
- How do you feel about this ban? Why?
- What else would you like to see from the Government of Canada on housing this year?

CONFIDENCE IN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE PUBLIC HEALTH AUTHORITIES (55 minutes) Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults

What Makes Health Information Trustworthy? (15 minutes) Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults

- When you see health information online, how do you decide whether or not it can be trusted?
- When it comes to health-related information, what reassures you that what an organization/institution shares is accurate?
 - What are some of the organizations/institutions you refer to and trust most for health information?
 - In your opinion, what makes an organization/institution credible?
- When it comes to health-related information, what makes you trust that an individual knows what they're talking about?

IF "PEER-REVIEWED" INFORMATION IS MENTIONED FOR ANY OF THE ABOVE QUESTIONS:

- Some of you mentioned "peer-reviewed". Can you tell me what you mean by "peer-reviewed" materials?
 - PROMPT: Where do you look for peer-reviewed information? What counts as peer-reviewed information?
- Sometimes individuals are spokespeople for specific organizations. Does your opinion about the spokesperson change your opinion about whether you can trust their organization/institution?

- Does having a bad opinion about a spokesperson affect how much you might trust the organization's health advice?
- If the spokesperson makes a mistake, does that lead you to have a more negative perception of the organization?

SHOW ON SCREEN:

When we talk about “public health” rather than healthcare in general, we’re focusing on issues that affect the population rather than the individual. This means preventing disease and injuries, responding to public health threats like COVID-19 or other communicable diseases, promoting good physical and mental health, and providing information to support informed decision-making.

- With that definition of public health in mind, what qualities are you looking for in a public health expert?
 - PROMPT: In your opinion, what kinds of knowledge or credentials are important for you to trust public health experts?

Understanding the Government's Role in Canadian Healthcare System (30 minutes) Eastern Canada
Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults

We’re going to get this next conversation started with a quick poll. This isn’t a test; we are just interested to know more of your perspectives on the relationship between government and healthcare in Canada. In this poll, please choose ALL the options that you think apply.

POLL: Choose all that apply: Which level of government is responsible for public health in Canada?

- Federal;
- Provincial/Territorial;
- Municipal/Regional;
- Unsure.

MODERATOR TO GO OVER THE CHOICES:

- Why did you answer the way that you did?
- When you are looking for health-related information or answers to health-related questions, do you turn to government sources?
 - What are some of the government websites you might go to? When do you turn to these sources?

- CLARIFY AS NEEDED: Do you know which level of government that website is?
- IF PARTICIPANT(S) MENTION INFORMATION FROM MULTIPLE LEVELS OF GOVERNMENT:
If you are looking at say, public health websites or social media from the federal government and your province or local health authority, is there one organization that you tend to trust more? Why?

We're going to do another quick conversation-starter poll now about trust in government sources for health-related information.

POLL: Thinking specifically about the federal government, how much do you trust the Government of Canada as a source of health information?

Please select a response from 1 to 5, where 1 represents 'strongly distrust,' 3 represents 'neither trust nor distrust,' and 5 represents 'strongly trust.'

- 1 – Strongly distrust
- 2
- 3 – Neither trust nor distrust
- 4
- 5 – Strongly trust

MODERATOR TO BRIEFLY GO OVER THE CHOICES:

- What factored into how you answered that question?
 - FOR THOSE WHO SELECTED 1 OR 2 (DISTRUST): Was there something that happened that made you distrust the Government of Canada for health-related information?
- In general, are there things that you can think of that might make you distrust in government as a source of health information?

PHAC – Trust in Public Health Officials (10 minutes) Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults

We're going to come back now to talking about public health experts, but in government.

- So, thinking about government, are you familiar with the Public Health Officials in your province or for the federal government?

CLARIFY AS NECESSARY:

A top public health official would be Canada's Chief Public Health Officer, a province/territory's Chief Medical Officer of Health, or a local Medical Officer of Health. These officials are typically responsible for providing advice on the protection and improvement of health for people and their communities. These officials are non-political and are appointed for a fixed term.

- When it comes to sharing advice about public health, do you trust these officials?
 - IF YES: What makes you confident about the public health advice they share?
 - IF NO: What makes you skeptical or distrusting of the public health advice that they share?
- What advice would you give to the Government of Canada to help ensure that more young people like you put their trust in Public Health Officials and health-related information?

CRA – TAX (10 minutes) Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults, Quebec Young Adults

We're just going to move onto a slightly different topic...

- Broadly speaking, do you normally file your taxes online?
- What are the main reasons for you personally to do your taxes?
 - Are you aware of any benefits or credits you may be able to qualify for by filing your taxes? If yes, what are they?
- Are there any barriers or challenges you face when filing your taxes?
- When you need information relating to finances or taxes, where do you look?
- What could the Canada Revenue Agency do to help make filing your taxes easier?

RELATIONSHIP WITH THE GOVERNMENT OF CANADA (20 minutes) City of Toronto and Montreal Members of 2SLGBTQI+ Community

I'd now like to discuss the relationship between 2SLGBTQI+ communities and the Government of Canada...

- How would you describe the historic relationship between 2SLGBTQI+ communities and the Government of Canada?
- How would you describe the relationship between 2SLGBTQI+ communities and the Government of Canada today?
 - Would you agree or disagree with the statement that the Government of Canada listens, cares, and responds to the needs of folks within the 2SLGBTQI+ communities? Why/why not?
 - Would you say things have gotten better, worse, or have stayed about the same over time? Why?
- What should the Government of Canada do to improve relations with 2SLGBTQI+ communities?

GOVERNMENT ACTION/ACTION PLAN (40 minutes) City of Toronto and Montreal Members of 2SLGBTQI+ Community

Now, we're going to talk a little bit about some of the work the Government of Canada is doing...

- To begin, what have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few weeks?
 - What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada and issues impacting the 2SLGBTQI+ community? What are your reactions to hearing this news?
 - IF NOT MENTIONED: What about Bill C-4: *An Act to amend the Criminal Code (conversion therapy)*?
 - IF NOT MENTIONED: What about Health Canada lifting the ban on blood donations from men who have sex with men?
 - IF NOT MENTIONED: What about the Federal 2SLGBTQI+ Action Plan?

I'm going to show you a list of current objectives that the Government of Canada has outlined after consultation with 2SLGBTQI+ communities:

SHOW ON SCREEN:

- **Prioritize and sustain 2SLGBTQI+ community action** by supporting 2SLGBTQI+ community organizations in advocating for and serving the communities they represent;
- **Continue to advance and strengthen 2SLGBTQI+ rights at home and abroad** including by building on the criminalization of conversion therapy and launching consultations on additional

criminal law reforms, as well as continuing to invest in projects abroad through Canada's Feminist International Assistance Policy;

- **Support Indigenous 2SLGBTQI+ resilience and resurgence** including by continuing to fund Indigenous 2SLGBTQI+ community organizations, and creating a dedicated Two-Spirit Senior Advisor position within the Government of Canada's 2SLGBTQI+ Secretariat;
 - **Engage everyone in Canada in fostering a more inclusive future** by investing in awareness campaigns to improve their understanding of 2SLGBTQI+ communities and issues;
 - **Strengthen 2SLGBTQI+ data and evidence-based policy making** by improving data collection, analysis, research, and knowledge on 2SLGBTQI+ communities and the barriers they face in Canada; and
 - **Embed 2SLGBTQI+ issues in the work of the Government of Canada.** In other words, make it easier to advance 2SLGBTQI+ issues within the Government of Canada and make sure various parts of the federal government have a coordinated response to community priorities.
- What is your initial reaction to this list of objectives?

POLL: Now I'd like you to select the ones you feel are the most important. You can select up to 3; if you don't think any are important, then don't select any.

- Prioritize and sustain 2SLGBTQI+ community action
- Continue to advance and strengthen 2SLGBTQI+ rights at home and abroad
- Support Indigenous 2SLGBTQI+ resilience and resurgence
- Engage everyone in Canada in fostering a more inclusive future
- Strengthen 2SLGBTQI+ data and evidence-based policy making
- Embed 2SLGBTQI+ issues in the work of the Government of Canada

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Why did you make this selection? What type of measures or actions would you expect to see from the Government of Canada to meet this objective?
- What more information would you like to have on this objective?
- Would any of these personally impact you? If yes, what impact do you think these would have?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

- What else, if anything, do you feel the Government of Canada should be doing?
- Has seeing any of these objectives changed the way you feel about the Government of Canada's relationship with 2SLGBTQI+ communities?

HEALTH CARE (25-30 minutes) **GTA People of Colour, National Capital Region Quebec Parents of Children**

- IF MENTIONED ALREADY: Some of you noted that health care [is an issue impacting people in the GTA/is one of the top issues impacting parents].
- IF NOT MENTIONED ALREADY: Thinking of the issues you identified as being the top issues impacting [people in the GTA/parents], where does health care fit in? Is it more important, less important, or of the same importance?
- How would you rate the quality of the healthcare system where you live? What makes you say that?
- And what about access to healthcare services? What makes you say that?
- What are the biggest challenges facing health care in your area?
- Has anyone heard about any recent commitments or announcements made by the Government of Canada on health care?
 - PROBE: Have you heard anything about negotiations between the federal and provincial governments on funding for health care?
 - IF YES: What did you hear? What were your impressions of the negotiations?
- Would you say that when it comes to health care, the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

GTA People of Colour **SHOW ON SCREEN:**

The Government of Canada announced five priority areas in healthcare:

- (1) addressing health worker shortages and reducing wait times;
- (2) increasing access to family health services;
- (3) improving long term care and home care;

- (4) addressing mental health and substance use; and
- (5) modernizing health data management and virtual care.

- **GTA People of Colour** What are your initial reactions when you see this priority list?
- **GTA People of Colour** Are there any priorities listed that you think are particularly important?
- **GTA People of Colour** Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why is that?
- **National Capital Region Quebec Parents of Children** PROBE: Have you heard anything about Health Canada securing additional supply of children's medication?

FIREARMS (80 minutes) Prairies Indigenous Peoples and Firearms Owners

Shifting topics...

- How would you describe gun laws in Canada today? Would you say Canada is on the right track or wrong track on gun laws?
- In general, based on what you know, do you feel the laws covering guns in Canada are strict enough, too strict, or not strict enough? Why do you say that?
 - Is it easy or difficult to buy or obtain a firearm in Canada?
- How would you describe the level of gun crime in Canada?
- Based on what you may have read, seen, or heard, would you say that gun violence has been increasing, decreasing, or staying the same in Canada? What about in your community?
 - IF GOING UP: Why do you think it's been going up?
 - IF GOING DOWN: Why do you think it's going down?
 - What's behind gun crime? What are some of its causes?
- Has the Government of Canada ever done anything to address gun crime? Are they doing anything now?
 - What have you heard?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada has tabled new firearm-control legislation. The proposed legislation includes the following:

- **Implementing a national freeze on handguns** to prevent individuals from bringing newly acquired handguns into Canada and from buying, selling, and transferring handguns within the country.
- **Taking away the firearms licenses** of those involved in acts of domestic violence or criminal harassment, such as stalking.
- **Fighting gun smuggling and trafficking** by increasing criminal penalties, providing more tools for law enforcement to investigate firearms crimes, and strengthening border security measures.
- **Addressing intimate partner violence, gender-based violence, and self-harm involving firearms** by creating a new “red flag” law that would enable courts to require that individuals considered a danger to themselves, or others surrender their firearms to law enforcement, while protecting the safety of the individual applying to the red flag process, including by protecting their identity. In addition, the Government of Canada will invest \$6.6 million to help raise awareness of the new law and provide supports to vulnerable and marginalized groups to navigate the provisions.
- **Requiring magazines for long guns to be changed** so they can't carry any more than five rounds; sales of larger magazines would be banned.

I'd like to go through each of these measures, starting with the proposed national freeze on handguns:

- What's your reaction to this measure?
 - Is there anything you like about it?
 - Is there anything you dislike about it?
- Would any of these measures affect you personally?

SHOW ON SCREEN

In addition to these new measures, since May 1, 2020 the Government of Canada has prohibited over 2,000 models of assault-style firearms. The Government has committed to implementing a program to compensate owners for their prohibited firearms.

An *Amnesty Order* was put in place (currently set to expire on October 30, 2023) to give existing owners time to come into compliance with the law. The *Order* also provides a temporary exception

for Indigenous persons exercising section 35 Constitutional rights to hunt, and to allow for continued use of newly prohibited firearms (if previously non-restricted) until a suitable replacement can be found.

- What's your reaction to this program?
 - Is there anything you like about it?
 - Is there anything you dislike about it?
- Would this impact you personally?
- Should the Government of Canada be pursuing this program? Why/why not?
- Do you have any questions or concerns about how this program might be implemented?
- Do you think the new measures included in this legislation or the banning of assault-style rifles go too far in seeking to address gun crime, go far enough, or should more be done to control access to guns in Canada?
 - IF YES: What else should the federal government be doing?

CONCLUSION (5-10 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – Décembre 2022 et janvier 2023 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

Résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies Je vous remercie, au nom du gouvernement du Canada, de prendre le temps de participer à ce groupe de discussion. En accord avec le protocole autochtone et pour établir des relations respectueuses entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada, il est de coutume de reconnaître les territoires traditionnels ou les terres ancestrales des peuples autochtones. Comme nous nous réunissons virtuellement, je tiens à rappeler que les peuples autochtones sont les gardiens traditionnels des terres et des eaux dans chacun des endroits d'où nous participons à cette séance de discussion ce soir. Nous reconnaissons et apprécions profondément leur lien historique avec ces lieux. Nous reconnaissons également les contributions des Métis, des Inuits et des autres peuples autochtones, qui ont façonné et renforcé nos communautés, nos provinces et le pays dans son ensemble.

LE MODÉRATEUR DOIT SAVOIR SUR QUEL TERRITOIRE IL SE SITUE, SI ON LUI DEMANDE

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participant(e)s qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.
- **Travailleurs syndiqués de l'Ontario** Lorsque nous vous avons invités à participer à ce groupe, chacun d'entre vous a dit être membre d'un syndicat; dans quels secteurs ou industries travaillez-vous?

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-20 minutes) **Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du**

Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver

- Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la C.-B., parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies
Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
- Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario Avez-vous entendu, lu ou vu quelque chose au sujet des changements visant à lutter contre la violence armée et à resserrer les lois sur les armes à feu au Canada?
 - Qu'avez-vous entendu?
- Utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé Avez-vous entendu, lu ou vu quelque chose au sujet de la tarification fédérale de la pollution par le carbone?
 - Qu'avez-vous entendu?
- Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière Et au sujet de l'Allocation canadienne pour les travailleurs?
- Résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec Quel est l'enjeu le plus important au sujet duquel vous vous rappelez avoir vu, lu ou entendu quelque chose aux nouvelles en 2022?
 - Plus précisément, que vous rappelez-vous avoir entendu au sujet du gouvernement du Canada en lien avec cet enjeu?
- Résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec Pour ce qui est de l'avenir, quels seront les enjeux les plus importants dont le gouvernement du Canada devra s'occuper en 2023?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada a prévu pour s'occuper de ces enjeux?

- Quelles mesures aimeriez-vous le voir mettre en œuvre pour régler ces enjeux?
- Personnes de couleur de la RGT, parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec Où avez-vous entendu, lu ou vu cette information?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE (10-50 minutes) Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la C.-B., membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver

- Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la C.-B., personnes de couleur de la RGT, parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec À votre avis, quels sont les principaux enjeux qui ont un impact sur [les Québécois/les Ontariens/les Canadiens de l'Atlantique/les Albertains/votre province/les Britanno-Colombiens/les résidents de la région du Grand Toronto/les parents] et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches travailleurs syndiqués de l'Ontario SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Est-ce que le coût de la vie est une priorité importante en ce moment?
 - Résidents du Lower Mainland de la C.-B. Qu'en est-il dans votre communauté locale?
- Membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - Membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies Y a-t-il des enjeux qui ont un impact sur [les Canadiens d'origine chinoise/les Autochtones] et auxquels le [gouvernement du Canada/gouvernement fédéral] devrait accorder la priorité?

- [En ce qui concerne ces priorités], le [gouvernement fédéral/gouvernement du Canada] est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le [gouvernement fédéral/gouvernement du Canada] pour se mettre sur la bonne voie?
- Résidents du Québec faisant face à des pressions financières, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces enjeux?
- Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, résidents du Lower Mainland de la C.-B., membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire pour s'occuper [de ces dossiers/de ces enjeux/de l'économie et des emplois]?
- Personnes de couleur de la RGT, parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec Votre opinion du gouvernement du Canada s'est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps? Pourquoi?
- Parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies À votre avis, qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien à l'heure actuelle?
 - Parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec Si vous repensez aux dernières années, quelles sont les choses que le gouvernement du Canada a faites de bien?
- Parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies Sur quels plans le gouvernement fédéral doit-il s'améliorer? Pourquoi dites-vous cela?
- Membres de la diaspora chinoise de Vancouver Pour ce qui est de dialoguer et d'interagir avec les Canadiens d'origine chinoise, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Quels seraient de meilleurs moyens pour le gouvernement fédéral de dialoguer et d'interagir avec les Canadiens d'origine chinoise?

Économie et emploi Travailleurs syndiqués de l'Ontario

- SI LES EMPLOIS ET L'ÉCONOMIE NE SONT PAS MENTIONNÉS : Si l'on revient aux enjeux que vous avez mentionnés au début, quelle est l'importance des emplois et de l'économie à titre d'enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer? Diriez-vous que ce sont des enjeux plus importants, tout aussi importants ou moins importants sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer?
- En ce qui concerne les emplois et l'économie, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus (p. ex., les pénuries de main-d'œuvre, la qualité des emplois offerts, la possibilité d'une récession, autre chose)? Pourquoi?
- Dans quelle mesure avez-vous confiance dans la capacité du gouvernement du Canada à gérer l'économie?
 - Le gouvernement du Canada comprend-il les problèmes économiques qui vous préoccupent le plus? Pourquoi/Pourquoi pas?
 - Le cas échéant, quel travail le gouvernement fédéral a-t-il accompli en vue de régler ces problèmes?
- Selon vous, que devrait faire le gouvernement du Canada dans le dossier des emplois et de l'économie au cours de la prochaine année?

Soins de santé Utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé

- SI LES SOINS DE SANTÉ NE SONT PAS MENTIONNÉS : Si l'on revient sur les enjeux que vous avez mentionnés initialement, quelle est l'importance des soins de santé comme enjeu sur lequel le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus?
 - Diriez-vous que c'est un enjeu plus important, tout aussi important ou moins important sur lequel le gouvernement fédéral devrait se concentrer? Pourquoi?
- Lorsque nous vous avons invités à participer à ce groupe, chacun d'entre vous a dit être un utilisateur fréquent des services de santé; comment décririez-vous votre expérience de l'accès aux services de santé?

- Lorsque vous avez besoin de soins, êtes-vous habituellement en mesure d’y accéder dans votre collectivité ou êtes-vous obligés de vous déplacer?
- Selon vous, la qualité du système de santé dans votre région se compare-t-elle à celle qu’on retrouve dans d’autres régions ou provinces du pays? Est-elle meilleure, pire ou la même?
- Votre expérience de l’accès aux services a-t-elle changé au cours des dernières années?
 - SI OUI : Quelle est la cause de ce changement? Comment le savez-vous?
- Pour ce qui est de l’avenir, pensez-vous que le système de santé au Canada va s’améliorer, rester le même, ou se détériorer? Pourquoi?
 - Qu’est-ce qui doit se produire pour que le système de santé s’améliore dans votre collectivité?
- Quel est le rôle du gouvernement du Canada dans le secteur de la santé?
 - À votre avis, le gouvernement du Canada comprend-il les enjeux en matière de santé qui vous inquiètent le plus? Pourquoi/Pourquoi pas?
- Le cas échéant, quel travail le gouvernement fédéral a-t-il déjà accompli afin de régler des problèmes dans le domaine des soins de santé?
- Selon ce que vous avez vu, lu ou entendu, qu’est-ce que le gouvernement du Canada a dit ou fait récemment en matière de soins de santé?
 - Où en avez-vous entendu parler?
- SONDER : Avez-vous entendu quelque chose au sujet de négociations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux sur le financement des soins de santé?
 - Qu’avez-vous entendu?
 - Quelles ont été vos impressions de ces négociations?
 - Qu’est-ce qui vous a donné cette impression?
 - Qu’attendez-vous de la part du gouvernement du Canada?

AFFICHER À L’ÉCRAN :

Au cours de ces négociations, le gouvernement du Canada a déclaré qu’il était prêt à augmenter les investissements en soins de santé versés aux provinces et aux territoires dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé.

Toutefois, le gouvernement du Canada a dit souhaiter obtenir l'accord des provinces et des territoires sur quelques initiatives clés avant d'aller de l'avant.

Voici quelques domaines pour lesquels le gouvernement du Canada souhaite parvenir à un accord :

- Élargir l'usage d'indicateurs pancanadiens pour mesurer les progrès dans des domaines prioritaires de la santé
- Mettre sur pied un système de données sur la santé de haute qualité pour le Canada

Le gouvernement du Canada estime que cette approche permettra de dresser un portrait plus clair de l'accès aux soins dans l'ensemble du pays, d'identifier les lacunes dans les services, et de faire en sorte que les Canadiens puissent accéder à leurs propres dossiers de santé

- Quelle est votre réaction à l'égard de la position du gouvernement du Canada?
 - DEMANDER AU BESOIN :
 - Est-ce que l'amélioration de la gestion des données en santé devrait être une priorité pour le gouvernement du Canada dans ces négociations?
 - Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, de pouvoir voir où se trouvent les lacunes dans les soins de santé?
 - Dans quelle mesure est-il important pour vous, le cas échéant, d'avoir accès à vos renseignements personnels sur la santé

Communauté 2ELGBTQI+ Membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal

- Les personnes 2ELGBTQI+ ont différentes perspectives et expériences de vie, et il peut parfois être difficile d'aborder de manière générale les enjeux qui les concernent. Cela dit, de votre point de vue personnel, quels sont certains des problèmes les plus pressants qui ont un impact sur les personnes 2ELGBTQI+?
 - SI CELA N'A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Et qu'en est-il de leur sécurité personnelle?
 - SI CELA N'A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Et qu'en est-il de l'insécurité en matière de logement?
- Le cas échéant, quel est le rôle du gouvernement du Canada dans la résolution de ces problèmes?
- Le cas échéant, quel travail le gouvernement du Canada a-t-il accompli en vue de résoudre ces problèmes?

- Avez-vous bon espoir que le gouvernement du Canada se mettra sur la bonne voie pour corriger ces problèmes? Pourquoi/Pourquoi pas?

DÉFIS COMMUNAUTAIRES (20 minutes) Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre communauté locale...

- Quels sont les enjeux importants auxquels votre collectivité est confrontée et sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer?
- Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté locale?
- Quels sont les secteurs d'activités et les industries de votre région qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs?

- Quels sont les secteurs et les industries auxquels vous souhaiteriez que le gouvernement du Canada accorde une priorité?
- Les soins de santé sont-ils un sujet de préoccupation pour votre collectivité? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quelque chose récemment pour soutenir le secteur des soins de santé dans votre collectivité? Qu'a-t-il fait?
 - SI NON : Que peut faire le gouvernement du Canada pour aider ce secteur?

PROGRAMME DE COORDINATION DE L'IMAGE DE MARQUE (20 minutes) Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario

- Lorsque vous voyez de l'information du gouvernement du Canada (p. ex. en ligne, sur papier, sur des panneaux d'affichage, à la télévision, etc.), comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada?
 - SONDER : Est-il clair pour vous qu'il s'agit d'une information qui provient du gouvernement du Canada? Pourquoi? Pourquoi pas?
 - SI NON, SONDER : Pouvez-vous me donner un exemple d'un cas où vous n'aviez pas

la certitude?

- Lorsque vous entendez de l'information, à la radio par exemple, comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada?
 - SONDER : Où l'entendez-vous? À la radio? À la télévision?
 - SONDER : Y a-t-il des phrases ou des sons spécifiques qui servent à identifier l'information provenant du gouvernement du Canada?

AFFICHER À L'ÉCRAN LE MOT-SYMBOLE « CANADA »

- Avez-vous déjà vu ce symbole auparavant? Si oui, où?
- Que signifie ce symbole de manière générale?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ, SONDER : Pensez-vous que ce symbole représente le gouvernement du Canada? Pourquoi? Pourquoi pas?
- Que signifie-t-il pour vous personnellement?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : À quoi est-il le plus probable que vous associiez ce symbole? Que vous fait-il ressentir? Pourquoi?
 - Le symbole représente-t-il des idées ou des sentiments positifs ou négatifs? Pourquoi?
- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada utilise ce symbole dans ses communications et informations?
- Où vous attendez-vous à voir ce symbole affiché?
- SI L'ON A TOUJOURS PAS MENTIONNÉ LA CONFIANCE/LA CRÉDIBILITÉ/LA CERTITUDE, DEMANDER : Lorsque vous apercevez ce symbole, faites-vous confiance aux informations qui l'accompagnent? Avez-vous la certitude que l'information est crédible? Pourquoi? Pourquoi pas?

LA PERSONNE RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE FERA JOUER LA SIGNATURE MUSICALE « Ô Canada »

- Avez-vous déjà entendu cet indicatif sonore? Si oui, où?

- Le gouvernement du Canada utilise cet indicatif sonore dans ces communications. Pourquoi pensez-vous qu'il le fait?

IMMIGRATION (35 minutes) Résidents de la région de la Chaudière-Appalaches

- Comment décririez-vous l'état actuel du système d'immigration au Canada?
 - Dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'immigration?
- Quels sont certains des avantages pour le Canada d'accueillir de nouveaux immigrants?
- Est-ce que quelqu'un a des préoccupations concernant l'accueil de nouveaux immigrants? Si oui, quelles sont ces préoccupations?
 - L'impact de l'immigration sur le système de santé vous préoccupe-t-il du tout? Qu'en est-il du marché du logement ou de la location?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
 - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada, que ce soit sur le plan social ou économique?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet des niveaux d'immigration du Canada?
 - MENTIONNER : Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait faire passer le nombre de nouveaux immigrants de 405 000 en 2021 à 465 000 en 2023, puis l'augmenter progressivement jusqu'à ce qu'il atteigne 500 000 nouveaux immigrants en 2025.
- Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - Pensez-vous que ces nombres sont trop élevés, trop faibles ou vous semblent-ils à peu près justes?
 - Le fait d'entendre ces chiffres change-t-il votre façon de voir les impacts liés à l'accueil de nouveaux immigrants au Canada?
- Si l'on pense maintenant à l'économie, quelle est l'importance des pénuries de main-d'œuvre en tant qu'enjeu, le cas échéant? Pourquoi?

- À quel point êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant : « Le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants afin de combler les emplois vacants et de faire croître l'économie. »
- MENTIONNER : Les employeurs de tous les secteurs au Canada cherchaient activement à pourvoir près d'un million de postes vacants au deuxième trimestre, le nombre trimestriel le plus élevé jamais enregistré.
 - Quelles sont vos réactions à cela?
- Le fait de savoir cela change-t-il votre façon de percevoir l'augmentation du nombre de nouveaux immigrants accueillis au Canada?

SECTEURS DUREMENT TOUCHÉS PAR LA PANDÉMIE (30 minutes) Travailleurs syndiqués de l'Ontario

J'aimerais maintenant changer un peu de sujet et parler des événements des trois dernières années, y compris la pandémie de COVID-19 et ses répercussions...

- Depuis le début de la pandémie COVID-19, comment le travail dans votre secteur a-t-il changé?
 - Quel impact ces changements ont-ils eu sur vous et votre famille? Comment avez-vous composé avec ces changements?
- L'inflation a-t-elle eu un impact sur le secteur dans lequel vous travaillez? Comment?
 - Quel impact, le cas échéant, cela a-t-il eu sur vous en tant que travailleuse ou travailleur dans ce secteur?
- Quels sont les plus grands défis auxquels sont confrontées les personnes qui travaillent dans votre secteur?
- Que fait le gouvernement du Canada pour offrir des soutiens aux personnes qui travaillent dans votre secteur?
 - Qu'est-ce que le gouvernement fédéral a fait pour soutenir les personnes qui travaillent dans votre secteur?
 - Avez-vous reçu du soutien de la part du gouvernement du Canada?
 - SI OUI : Ce soutien était-il suffisant?
- Que devrait faire le gouvernement fédéral pour soutenir la main-d'œuvre au sein de votre industrie à l'avenir?

PRIORITÉS EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ (40 minutes) Utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé

J'aimerais maintenant qu'on examine d'autres priorités en matière de soins de santé...

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler d'annonces faites par le gouvernement du Canada concernant les domaines de soins de santé auxquels il accorde la priorité?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- (6) remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;
- (7) augmenter l'accès aux soins de santé familiale;
- (8) améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;
- (9) s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;
- (10) moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

- Quelles sont vos premières réactions lorsque vous voyez cette liste de priorités?
- Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes? Pourquoi sont-elles importantes? Quel impact aura-t-elle?
- Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste? Pour quelles raisons?
- Le fait de voir ces priorités change-t-il votre point de vue sur le gouvernement du Canada et les soins de santé? Pourquoi/Pourquoi pas?

NOTE AU MODÉRATEUR : POUR CHACUNE DES CINQ PRIORITÉS, POSER TOUTES LES QUESTIONS CI-DESSOUS

- De quelle manière vous attendriez-vous à ce que le gouvernement du Canada réponde à cette priorité? (SONDER POUR : politiques, investissements, etc.)
 - Avez-vous des questions au sujet de cette priorité? Avez-vous des questions en lien avec ce que le gouvernement du Canada prévoit de faire pour répondre à cette priorité?

- Pensez-vous que ce soit quelque chose qui aura un impact positif? Aura-t-elle un impact direct sur vous?
- Dans l'année qui vient, qu'aimeriez-vous que fasse le gouvernement fédéral au sujet des soins de santé?

RÉORIENTATION PROFESSIONNELLE (40 minutes) Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière

- En un mot, comment décririez-vous l'état du marché du travail canadien aujourd'hui?
 - Comment décririez-vous la disponibilité et la qualité des emplois offerts? Pourquoi dites-vous cela?
- Selon vous, comment le marché du travail va-t-il évoluer au cours des prochaines années? Pensez-vous qu'il va s'améliorer, se détériorer ou rester à peu près le même d'ici un an? Et d'ici cinq ans? Pourquoi?
 - Comment saurez-vous si la situation s'améliore ou se détériore? Quels seront les indices?
- Lorsque nous vous avons invités à participer à ce groupe, chacun d'entre vous a dit avoir récemment changé de carrière. Brièvement, que faisiez-vous auparavant et que faites-vous maintenant?
 - Pourquoi avez-vous changé de carrière?
 - Comment avez-vous vécu le fait de quitter votre profession pour vous engager dans une nouvelle voie? Comment vous a paru la période de transition?
 - Quelles étaient vos principales préoccupations? Combien de temps êtes-vous restés dans l'entre-deux?
- Lorsque vous avez su que vous alliez changer de carrière, vers qui vous êtes-vous tournés pour obtenir de l'aide?
 - Avez-vous pensé à vérifier si des ressources ou des aides financières étaient disponibles auprès du gouvernement du Canada? Pourquoi/pourquoi pas?
 - Parmi ceux et celles qui ont vérifié, où avez-vous cherché de l'information? Que pensiez-vous trouver? Et qu'avez-vous trouvé?
 - Est-ce que l'un ou l'une d'entre vous a pu toucher des prestations régulières de l'assurance-emploi (AE)? Et qu'en est-il des prestations d'AE pour les apprentis?
 - Quelle a été votre expérience?
 - Ces soutiens étaient-ils suffisants? Pourquoi/pourquoi pas?

- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour soutenir les travailleuses et les travailleurs en période de transition professionnelle?
- Avez-vous dû suivre une formation pour acquérir de nouvelles compétences?
 - Si oui, que pensiez-vous de retourner à l'école/de suivre une nouvelle formation?
 - Qu'est-ce qui vous préoccupait le plus?
 - Avez-vous pensé à vérifier si des ressources ou des soutiens pour la formation axée sur les compétences étaient disponibles auprès du gouvernement du Canada?
 - Parmi ceux et celles qui ont vérifié, où avez-vous cherché de l'information? Que pensiez-vous trouver? Et qu'avez-vous trouvé?
 - Est-ce que quelqu'un a obtenu un prêt canadien aux apprentis ou des subventions aux apprentis?
 - Pour celles et ceux qui sont dans ce cas, ces soutiens étaient-ils suffisants? Pourquoi/pourquoi pas?
- DEMANDER À TOUS LES PARTICIPANTS : Si vous pouviez donner des conseils au gouvernement du Canada pour soutenir les gens qui décident de changer de carrière ou qui se trouvent obligés de le faire, quel serait le plus important à lui donner?

POINTS DE VUE SUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE (25 minutes) Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière

- Dans quelle mesure le secteur pétrolier et gazier est-il important pour l'économie de l'Alberta?
- Comment décririez-vous l'état actuel du secteur pétrolier et gazier en Alberta?
 - D'après vous, à quoi ressemblera le secteur pétrolier et gazier en Alberta dans cinq ans? Dans dix ans?
- Dans quelle mesure est-il important ou pas que l'économie albertaine se diversifie et dépende moins du pétrole et du gaz? Pourquoi?
 - Quels secteurs seront les plus importants pour l'avenir de l'économie albertaine?
 - SI CELA N'A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Qu'en est-il du secteur de l'énergie propre? Dans quelle mesure l'avenir de l'économie de l'Alberta dépendra-t-il du développement de son secteur de l'énergie propre?
 - EXPLIQUER AU BESOIN : Le secteur de l'énergie propre pourrait comprendre diverses sources d'énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire, l'énergie

éolienne, l'hydroélectricité, le combustible à base d'hydrogène, ou des technologies de captage et de stockage du carbone.

- Comment décririez-vous l'état du secteur de l'énergie propre de l'Alberta?
 - D'après vous, à quoi ressemblera le secteur de l'énergie propre en Alberta dans cinq ans?
Dans dix ans?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à des emplois dans le secteur de l'énergie propre?
- Qu'est-ce que l'abandon progressif du pétrole et du gaz en faveur de l'énergie propre signifierait pour les prix de l'énergie en Alberta?
 - Est-ce que les prix de l'énergie auraient tendance à augmenter, à baisser ou à se maintenir?
 - SI CELA N'A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Pensez-vous que les prix baisseraient à court terme? Et à long terme? Pourquoi?
- Qu'est-ce qui doit se produire pour que la transition vers l'énergie propre ait lieu dans la province?
- Qu'aimeriez-vous que fasse le gouvernement du Canada pour soutenir l'Alberta dans le développement de son secteur de l'énergie propre?

COÛT DE LA VIE (25-80 minutes) Résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec

Pressions financières Résidents du Québec faisant face à des pressions financières

- En un mot, comment décririez-vous le coût de la vie au Canada?
 - Décrieriez-vous différemment le coût de la vie au Québec? Pourquoi?
- À votre avis, à quoi ressemblera le coût de la vie au cours des quelques prochaines années? Pensez-vous que les choses vont s'améliorer, se détériorer ou qu'elles resteront à peu près les mêmes d'ici l'année prochaine? Et dans cinq ans? Pourquoi?
 - Qu'est-ce qui vous permettrait de savoir si les choses s'améliorent ou se détériorent? Quels sont les signes?

- SI CELA N’A PAS DÉJÀ ÉTÉ MENTIONNÉ : De manière générale, comment décririez-vous la gestion du coût de la vie par le gouvernement du Canada? Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- Au moment de l’invitation à participer à ce groupe, vous avez toutes et tous indiqué subir des pressions financières. Qu’est-ce qui constitue vos plus grandes pressions financières?
 - Où avez-vous le plus ressenti l’impact de l’inflation?
 - AU BESOIN : L’épicerie? L’essence? Le logement? Autres choses?
 - Avez-vous modifié certaines de vos habitudes quotidiennes en réaction à l’augmentation du coût de la vie?
- Par rapport à l’année dernière, comment évalueriez-vous votre situation financière actuelle? Autrement dit, diriez-vous qu’elle s’est améliorée, qu’elle s’est détériorée ou qu’elle est restée à peu près la même?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT QU’ELLE S’EST AMÉLIORÉE : Pourquoi s’est-elle améliorée? (AU BESOIN : par exemple, avez-vous moins de dettes maintenant, avez-vous réduit vos dépenses mensuelles, vos revenus ont-ils augmenté, etc. ?)
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT QU’ELLE S’EST DÉTÉRIORÉE : Pourquoi s’est-elle détériorée? (AU BESOIN : par exemple, avez-vous plus de dettes, vos dépenses mensuelles ont-elles augmenté, vos revenus ont-ils diminué, etc. ?)
- Le gouvernement du Canada comprend-il les pressions financières que vous subissez le plus? Comprend-il ce qui vous inquiète et ce qui a un impact sur vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Qu’auriez-vous besoin de voir de la part du gouvernement du Canada pour vous démontrer qu’il comprend les pressions financières qui vous inquiètent le plus?
- Et si vous vous projetez dans un an, pensez-vous que votre situation financière sera meilleure, pire, ou à peu près la même qu’aujourd’hui? Qu’est-ce qui vous fait dire cela?
- À votre avis, qu’est-ce qui provoque l’augmentation des prix?
- L’augmentation du coût de la vie est-ce un problème « fait au Canada » ou est-ce un problème mondial? Comment le savez-vous?
 - Que peut faire le gouvernement face à l’augmentation du coût de la vie?

- Êtes-vous au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada pour les personnes qui subissent des pressions financières?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu? Quelles sont vos attentes quant aux impacts de ces prestations et allocations?

Je vais maintenant vous montrer diverses mesures que le gouvernement du Canada a annoncées pour venir en aide aux Canadiennes et aux Canadiens qui subissent des pressions financières :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Un nouveau programme de soins dentaires pour les familles dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer par les enfants âgés de moins de 12 ans en 2022. *
- Un nouveau supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement. Cette prestation consiste en un paiement unique de 500 \$ aux locataires à faible revenu admissibles (20 000 \$ pour les particuliers ou 35 000 \$ pour les familles) qui éprouvent des difficultés à se loger.
- Doubler le montant du crédit pour la TPS que les particuliers et les familles admissibles reçoivent pour une période de six mois, les Canadien(ne)s célibataires recevraient jusqu'à 234 \$ et les familles jusqu'à 628 \$.
- Augmenter les prestations en fonction de l'inflation (indexation) (*les prestations comprennent notamment l'Allocation canadienne pour enfants, le crédit pour la TPS, la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti*).
- Augmenter le montant que les Canadiens admissibles peuvent recevoir par l'intermédiaire de la Prestation canadienne pour travailleurs (*les personnes célibataires à faible revenu peuvent recevoir jusqu'à 1 395 \$ pour le montant de base; les familles à faible revenu peuvent toucher jusqu'à 2 403 \$*).
- Réduire de 50 % les frais moyens à la charge des parents pour les places réglementées dans les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants d'ici la fin de 2022.

***INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LE MODÉRATEUR SI NÉCESSAIRE :**

Le nouveau programme de soins dentaires commence avec les moins de 12 ans en 2022, puis s'étend aux moins de 18 ans, aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap en 2023, pour une mise en œuvre complète en 2025. Le programme est limité aux familles ayant un revenu annuel inférieur à 90 000 \$, et toute personne ayant un revenu annuel inférieur à 70 000 \$ n'aura pas à payer de quote-part.

SONDAGE : Je vais maintenant vous montrer la même liste d'éléments, mais en version simplifiée cette fois. Je vais également vous demander de remplir un sondage et de choisir celui qui, selon vous, serait le plus aidant pour soutenir les personnes qui éprouvent des difficultés financières. Ensuite, nous passerons en revue vos réponses.

- Un nouveau programme de **soins dentaires** pour les familles
- Un nouveau supplément unique de 500 \$ à l'**Allocation canadienne pour le logement**
- Doubler le montant du **crédit pour la TPS** pour une période de six mois
- Augmenter les **prestations en fonction de l'inflation** (indexation)
- Augmenter le montant que les Canadiens admissibles peuvent recevoir par l'intermédiaire de la **Prestation canadienne pour travailleurs**
- Réduire de 50 % les frais moyens à la charge des parents pour les places réglementées dans les services d'apprentissage et de **garde des jeunes enfants**

LE MODÉRATEUR PASSERA BRIÈVEMENT EN REVUE LES ÉLÉMENTS CHOISIS.

- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement?
- Y a-t-il quelque chose dans cette liste que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- Maintenant, en réfléchissant aux diverses mesures du gouvernement du Canada dont nous avons discuté aujourd'hui, quelle est votre impression globale du plan du gouvernement du Canada pour soutenir les Canadiennes et Canadiens qui subissent des pressions financières?
 - AU BESOIN : Votre impression à savoir si le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie à cet égard a-t-elle changé? De quelle manière?
- SI LE TEMPS LE PERMET, DEMANDER À CHACUN(E) DES PARTICIPANT(E)S : Si vous pouviez suggérer au gouvernement du Canada une chose qu'il pourrait faire pour contribuer à améliorer votre situation financière, quelle serait-elle?
 - SI DES PAIEMENTS DIRECTS OU DES RÉDUCTIONS D'IMPÔTS SONT SUGGÉRÉS, SONDER : Pensez-vous que ce genre de politique risque d'aggraver l'inflation? Pourquoi/pourquoi pas?

Gestion du coût de la vie par le gouvernement fédéral **Personnes de couleur de la RGT**

- SI CELA A DÉJÀ ÉTÉ MENTIONNÉ : Certains et certaines d'entre vous ont signalé que le coût de la vie est un des enjeux ayant un impact sur les gens de la RGT.

- SI CELA N’A PAS ENCORE ÉTÉ MENTIONNÉ : Si vous pensez aux principaux enjeux que vous considérez comme ayant un impact sur les résidents de la RGT, où se situe l’enjeu du coût de la vie? Est-il plus important, moins important, ou tout aussi important?
 - L’augmentation du coût de la vie a-t-elle modifié vos comportements? Vos habitudes de dépenses? De quelle façon?
 - Qui est le plus touché par la hausse du coût de la vie? Pourquoi?
 - À quoi ou à qui doit-on attribuer la responsabilité de l’augmentation du coût de la vie?
- Quel est le rôle du gouvernement du Canada pour ce qui est de remédier aux problèmes de coût de la vie?
- Le cas échéant, quel travail le gouvernement du Canada a-t-il accompli en vue de remédier à ces problèmes?
- Qu’avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des nouvelles mesures prises par le gouvernement du Canada pour aider les Canadiens et les Canadiennes à faire face au coût de la vie?
 - SI CELA N’A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler de l’augmentation du crédit pour la TPS pendant six mois?
 - SI CELA N’A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler de la prestation dentaire canadienne qui réduira les frais dentaires des familles gagnant moins de 90 000 \$?
- En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement fédéral est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
 - Pour les personnes qui disent qu’il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?
 - Avez-vous bon espoir que le gouvernement du Canada se mettra sur la bonne voie pour s’occuper de ces questions? Pourquoi/pourquoi pas?

Coût de la vie pour les parents Parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec

- En ce qui concerne le gouvernement du Canada, comment décririez-vous généralement sa gestion de l’économie?
 - Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- En tant que parents, quels enjeux économiques vous préoccupent le plus et ont le plus d’impact sur vous?

- Le gouvernement du Canada comprend-il les enjeux économiques qui vous préoccupent le plus et qui ont le plus d'impact sur vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de l'abordabilité et du coût de la vie?
- Que fait le gouvernement du Canada face à l'augmentation du coût de la vie?
- Pouvez-vous me donner des exemples de choses qui sont devenues moins abordables dans votre vie de tous les jours?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il des épiceries et de l'essence?
 - Avez-vous modifié certaines de vos habitudes quotidiennes en réaction à l'augmentation du coût de la vie?
- À votre avis, qu'est-ce qui provoque l'augmentation des prix?
- L'augmentation du coût de la vie est-ce un problème « fait au Canada » ou est-ce un problème mondial? Comment le savez-vous?
 - Que peut faire le gouvernement face à l'augmentation du coût de la vie?
- Êtes-vous au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada dont bénéficient les parents?
- Qui parmi vous a entendu parler de...?
 - L'Allocation canadienne pour enfants
 - La Prestation dentaire canadienne
- SI ENTENDU PARLER : Que savez-vous de chaque programme?

MENTIONNER : L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'ACE est indexée en fonction de l'inflation.

MENTIONNER : Le gouvernement du Canada met en œuvre la Prestation dentaire canadienne (PDC) pour aider à réduire les coûts des soins dentaires pour les familles admissibles dont le revenu est inférieur à 90 000 \$.

- Quelles sont vos réactions à cette information?

- Y a-t-il quelque chose dont vous n'étiez pas au courant auparavant?
- Avez-vous des questions concernant l'un ou l'autre de ces programmes?
- Pour ce qui est de rendre le coût de la vie plus abordable, dans quelle mesure ces programmes auront-ils un impact, le cas échéant, sur vous et votre famille?
 - Diriez-vous que l'Allocation canadienne pour enfants et la Prestation dentaire canadienne sont des mesures importantes quant à rendre la vie plus abordable pour les parents? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour aider à soutenir les parents?

HUMEUR DU PUBLIC (10-30 minutes) Résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec

- Résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT [Pour commencer], quels sont, le cas échéant, les meilleurs aspects de la vie au Canada aujourd'hui?
- Résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT Quelles sont les choses sur lesquelles, selon vous, la plupart des Canadiennes et des Canadiens s'entendent généralement?
- Résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec Quels sont les plus grands défis auxquels le Canada est confronté aujourd'hui?
 - S'IL Y EN A QUI N'ONT PAS ÉTÉ MENTIONNÉS : Qu'en est-il de l'augmentation du coût de la vie, des temps d'attente et des pénuries dans le secteur des soins de santé, de la menace croissante du changement climatique et des enjeux économiques?
- Résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec Avez-vous bon espoir que les Canadiennes et les Canadiens, dans leur ensemble, pourront surmonter ces défis? Pourquoi ou pourquoi pas?

- **Résidents du Lower Mainland de la C.-B., jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec** Comment le gouvernement du Canada devrait-il soutenir les Canadiennes et les Canadiens dans leurs efforts pour surmonter les plus grands défis d'aujourd'hui?
- **Membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT** Diriez-vous que le Canada est un endroit où chacun est libre d'être soi-même [et d'aimer qui bon lui semble/de vivre sans discrimination]? Pourquoi/pourquoi pas?
 - Si vous croyez que ce n'est pas le cas, qu'est-ce qui empêche le Canada d'être un endroit où les gens sont libres d'être eux-mêmes [et d'aimer qui bon leur semble/de vivre sans discrimination]? Que faudrait-il changer?
- **Parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec** En tant que parent, qu'est-ce qui, le cas échéant, vous rend optimiste quant à l'avenir de vos enfants au Canada?
- **Parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec** Y a-t-il quelque chose qui vous fait craindre pour l'avenir de vos enfants au Canada? Si oui, quoi?

RELATIONS AVEC LA CHINE (35 minutes) Membres de la diaspora chinoise de Vancouver

- Comment décririez-vous les relations actuelles du Canada avec la Chine?
 - Quels sont les principaux enjeux qui ont un impact sur les relations du Canada avec la Chine?
 - En quoi les relations du Canada avec la Chine ont-elles changé? Qu'est-ce qui a provoqué ces changements?
- Pour ce qui est de gérer les relations avec la Chine, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada a fait de bien dans sa gestion des relations avec la Chine?
 - Quels aspects de sa gestion des relations avec la Chine pourrait-il améliorer?
- Que souhaiteriez-vous que le Canada fasse de cette relation?
 - Le Canada devrait-il essayer d'établir des liens plus étroits? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Le Canada devrait-il essayer d'approfondir ses relations commerciales avec la Chine? Pourquoi ou pourquoi pas?

- Dans l'avenir, à quoi ressemblera la relation entre le Canada et la Chine, selon vous?

OPIOÏDES (20 minutes) Résidents du Lower Mainland de la C.-B., membres de la diaspora chinoise de Vancouver

- Diriez-vous que la dépendance aux opioïdes est un problème important, un problème mineur ou un problème inexistant dans votre communauté? Et qu'en est-il pour [le Lower Mainland/la ville de Vancouver]?
- DEMANDER À CEUX QUI ONT RÉPONDU QUE C'EST UN PROBLÈME : Diriez-vous qu'au cours des dernières années ce problème s'est atténué, qu'il s'est aggravé ou qu'il n'a pas vraiment changé?
 - Avez-vous bon espoir qu'il y aura des progrès dans ce dossier au cours de la prochaine année? Pourquoi/pourquoi pas?
- Qu'a fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour lutter contre la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique?
- **Membres de la diaspora chinoise de Vancouver** Que pensez-vous de l'exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 grammes ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique? Êtes-vous pour ou contre les mesures de ce genre? Pourquoi dites-vous cela?
 - Le cas échéant, quelles conséquences cela aura-t-il?
 - De façon générale, pensez-vous que cela entraînera une hausse ou une baisse de la criminalité à Vancouver? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Membres de la diaspora chinoise de Vancouver** Que pensez-vous de la possibilité d'orienter les personnes arrêtées pour possession de drogues illicites vers des centres de désintoxication plutôt que de les envoyer en prison? Seriez-vous pour ou contre les mesures de ce genre? Pourquoi dites-vous cela?
 - Le cas échéant, quelles conséquences cela aura-t-il?
 - De façon générale, pensez-vous que cela entraînera une hausse ou une baisse de la criminalité à Vancouver? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant le terme « approvisionnement plus sécuritaire »?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant le terme « sites de consommation supervisée »?

CLARIFIER AU BESOIN :

- L'approvisionnement plus sécuritaire consiste à fournir des médicaments prescrits aux personnes qui présentent un risque élevé de surdose comme solution de rechange plus sécuritaire aux drogues illégales toxiques.
- Les sites de consommation supervisée offrent un espace sûr et propre où les personnes qui consomment peuvent apporter leur propre drogue et l'utiliser sous la supervision d'un personnel formé. Ces sites proposent également un éventail de services de réduction des méfaits.
- Pensez-vous que les personnes qui ont une dépendance aux opioïdes devraient avoir accès à un approvisionnement plus sécuritaire? Et à des sites de consommation supervisée? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Selon vous, le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer en ce qui concerne les services d'approvisionnement plus sécuritaire et les sites de consommation supervisée?
 - SI OUI : Qu'attendez-vous du gouvernement du Canada dans ce dossier?

LOGEMENT (20 minutes) Résidents du Lower Mainland de la C.-B.

- Qu'avez-vous vu, lu, ou entendu au sujet des politiques de logement du gouvernement du Canada?

CLARIFIER AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a prévu une série d'initiatives visant à régler les problèmes de logement. Les trois piliers de son plan consistent à construire davantage de logements, à rendre les logements plus abordables et à protéger les Canadiens sur le marché du logement.

SONDAGE : Voici une série d'initiatives du gouvernement du Canada. Veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas).

Protéger les Canadiens

- Mettre fin aux offres à l'aveugle (*les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres*).

- Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (*une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures*).
- Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans.
- De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat.
- Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (*une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession*).
- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement?
- Y a-t-il quelque chose dans cette liste que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- Maintenant, j'aimerais examiner de plus près une mesure en particulier. L'interdiction aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans (aussi appelée l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier. Qui était déjà au courant de cette interdiction?
 - Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à son sujet?
- Le cas échéant, quels effets cette interdiction aura-t-elle sur le marché du logement en Colombie-Britannique?
- Que pensez-vous de cette interdiction? Pourquoi?
- Quelles autres mesures aimeriez-vous que le gouvernement du Canada mette en œuvre dans le domaine du logement cette année?

CONFIANCE À L'ÉGARD DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET DES AUTORITÉS DE SANTÉ PUBLIQUE (55 minutes) Jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec

Qu'est-ce qui rend les informations sur la santé dignes de confiance? (15 minutes) Jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec

- Lorsque vous voyez des informations sur la santé en ligne, comment décidez-vous si vous pouvez y faire confiance ou non?
- Lorsqu'il s'agit d'informations sur la santé, qu'est-ce qui vous donne l'assurance que ce qu'un organisme ou un établissement public est exact?
 - Pouvez-vous me nommer quelques-uns des organismes ou des établissements que vous consultez et auxquels vous faites le plus confiance en matière d'informations sur la santé?
 - À votre avis, qu'est-ce qui rend un organisme ou un établissement crédible?
- Lorsqu'il s'agit d'informations sur la santé, comment pouvez-vous avoir confiance dans le fait qu'une personne sait de quoi elle parle?

SI L'ON FAIT MENTION D'INFORMATIONS « ÉVALUÉES PAR DES PAIRS » POUR L'UNE DES QUESTIONS CI-DESSUS :

- Certaines personnes ont mentionné « évaluées par des pairs ». Pouvez-vous me dire ce que vous entendez par du matériel « évalué par des pairs »?
 - DEMANDER : Où cherchez-vous pour trouver des informations évaluées par des pairs? Qu'est-ce qui est considéré comme de l'information évaluée par des pairs?
- Parfois, une personne agit en tant que porte-parole d'un organisme particulier. Votre opinion à l'égard de ce ou cette porte-parole change-t-elle votre opinion quant à la confiance que vous pouvez accorder à l'organisme ou à l'établissement concerné?
 - Le fait d'avoir une mauvaise opinion à l'égard d'un ou d'une porte-parole affecte-t-il la confiance que vous pouvez accorder aux conseils de santé émis par l'organisme?
 - Si la ou le porte-parole se trompe, cela vous amène-t-il à avoir une perception plus négative de l'organisme?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Lorsque nous parlons de « santé publique » plutôt que de soins de santé en général, nous nous concentrons sur les questions qui touchent la population plutôt que l'individu. Cela implique la prévention des maladies et des blessures, la réponse aux menaces pour la santé publique comme la COVID-19 ou d'autres maladies transmissibles, la promotion d'une bonne santé physique et mentale, et la transmission de renseignements qui favorisent la prise de décisions éclairées.

- Compte tenu de cette définition de la santé publique, quelles sont les qualités que vous recherchez chez un expert ou une experte en santé publique?
 - DEMANDER : À votre avis, quels types de connaissances ou de titres de compétences sont importants pour que vous fassiez confiance aux expertes et aux experts en santé publique?

Comprendre le rôle du gouvernement dans le système de soins de santé canadien (30 minutes)

Jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec

Nous allons entamer cette prochaine conversation à l'aide d'un petit sondage. Il ne s'agit pas d'un test de connaissances; nous souhaitons simplement connaître votre point de vue sur la relation entre le gouvernement et les soins de santé au Canada. Pour ce sondage, veuillez choisir TOUTES les options qui, selon vous, s'appliquent.

SONDAGE : Veuillez choisir toutes les réponses qui s'appliquent : Quel niveau de gouvernement est responsable de la santé publique au Canada?

- Fédéral;
- Provincial ou territorial;
- Municipal ou régional;
- Incertain(e).

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX :

- Pourquoi avez-vous répondu de cette façon?
- Lorsque vous cherchez des informations liées à la santé ou bien des réponses à des questions relatives à la santé, vous tournez-vous vers des sources gouvernementales?
 - Quels sont quelques-uns des sites Web gouvernementaux vers lesquels vous êtes susceptible de vous tourner? Quand vous tournez-vous vers ces sources?
 - ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : En ce qui concerne ce site Web, savez-vous à quel niveau de gouvernement il appartient?
 - SI LE OU LES PARTICIPANT(E)S MENTIONNENT DES INFORMATIONS QUI PROVIENNENT DE PLUSIEURS NIVEAUX DE GOUVERNEMENT : Si vous consultez, par exemple, des sites Web des autorités de santé publique ou les médias sociaux du gouvernement fédéral, de votre province ou de votre autorité

sanitaire locale, y a-t-il un organisme auquel vous avez tendance à faire davantage confiance? Pourquoi?

Nous allons maintenant faire un autre sondage rapide pour lancer la conversation sur la confiance accordée aux sources gouvernementales en matière d'information sur la santé.

SONDAGE : En pensant spécifiquement au gouvernement fédéral, dans quelle mesure faites-vous confiance au gouvernement du Canada en tant que source d'information sur la santé?

Veillez choisir une réponse de 1 à 5, où 1 signifie « grande méfiance », 3 signifie « ni confiance ni méfiance » et 5 signifie « grande confiance ».

- 1 – Grande méfiance
- 2
- 3 – Ni confiance ni méfiance
- 4
- 5 – Grande confiance

LE MODÉRATEUR PASSERA BRIÈVEMENT EN REVUE LES CHOIX :

- Quels sont les facteurs qui ont influencé votre réponse à cette question?
 - POUR LES PERSONNES QUI ONT CHOISI 1 OU 2 (MÉFIANCE) : Y a-t-il quelque chose qui s'est produit qui a fait en sorte que vous vous méfiez du gouvernement du Canada en tant que source d'information sur la santé?
- De manière générale, y a-t-il des choses auxquelles vous pouvez penser qui pourraient vous amener à vous méfier du gouvernement en tant que source d'information sur la santé?

ASPC – Confiance à l'égard des responsables de la santé publique (10 minutes) Jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec

Nous allons maintenant revenir à la question des expertes et des experts en santé publique, mais qui œuvrent au sein du gouvernement.

- Donc, en ce qui concerne le gouvernement, connaissez-vous les responsables de la santé publique de votre province ou du gouvernement fédéral?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Parmi les hauts responsables de la santé publique, on compte l'Administratrice en chef de la santé publique du Canada, la ou le médecin hygiéniste en chef d'une province ou d'un territoire, ou la ou le médecin hygiéniste local. Ces fonctionnaires ont généralement la responsabilité de fournir des conseils sur la protection et l'amélioration de la santé de la population et de leurs collectivités. Ces responsables de la santé publique n'ont pas d'affiliation politique et leur nomination est à durée déterminée.

- Lorsqu'il s'agit de transmettre des conseils en matière de santé publique, faites-vous confiance à ces responsables?
 - SI OUI : Lorsqu'il s'agit de transmettre des conseils en matière de santé publique, faites-vous confiance à ces responsables?
 - SI NON : Qu'est-ce qui vous rend sceptique ou qui provoque votre méfiance à l'égard des conseils de santé publique que ces responsables transmettent?
- Quels conseils donneriez-vous au gouvernement du Canada pour qu'un plus grand nombre de jeunes comme vous fassent confiance aux responsables de la santé publique et aux informations en matière de santé?

ARC – IMPÔTS (10 minutes) Jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec

Nous allons juste passer à un sujet légèrement différent...

- De manière générale, avez-vous l'habitude de produire votre déclaration de revenus en ligne?
- Quelles sont les principales raisons qui vous incitent personnellement à faire vos impôts?
 - Êtes-vous au courant de certaines prestations ou de certains crédits auxquels vous pourriez avoir droit en produisant votre déclaration de revenus? Si oui, quels sont-ils?
- Y a-t-il des obstacles ou des difficultés que vous rencontrez lorsque vous remplissez votre déclaration de revenus?
- Y a-t-il des obstacles ou des difficultés que vous rencontrez lorsque vous remplissez votre déclaration de revenus?

- Que pourrait faire l'Agence du revenu du Canada pour vous faciliter la tâche de produire votre déclaration de revenus?

RELATION AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA (20 minutes) Membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal

J'aimerais maintenant discuter de la relation des communautés 2ELGBTQI+ avec le gouvernement du Canada...

- Comment décririez-vous la relation historique des communautés 2ELGBTQI+ avec le gouvernement du Canada?
- Comment décririez-vous la relation actuelle des communautés 2ELGBTQI+ avec le gouvernement du Canada?
 - Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé selon lequel le gouvernement du Canada se soucie des communautés 2ELGBTQI+, est à l'écoute de leurs besoins et y répond? Pourquoi/pourquoi pas?
 - Diriez-vous que les choses se sont améliorées, se sont détériorées ou sont restées à peu près les mêmes au fil du temps? Pourquoi?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer ses relations avec les communautés 2ELGBTQI+?

MESURES FÉDÉRALES/PLAN D'ACTION FÉDÉRAL (40 minutes) Membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal

Nous allons maintenant regarder plus en détail le travail réalisé par le gouvernement du Canada...

- Pour commencer, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des dernières semaines?
 - Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du gouvernement du Canada et des enjeux qui concernent la communauté 2ELGBTQI+? Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - SI CELA N'À PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Et qu'en est-il du Projet de loi C-4 : *Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion)*?

- SI CELA N’A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Et qu’en est-il de la décision de Santé Canada d’éliminer l’exclusion du don de sang pour les hommes ayant des relations sexuelles avec d’autres hommes?
- SI CELA N’A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ : Et qu’en est-il du Plan d’action fédéral 2ELGBTQI+?

Je vais vous présenter la liste des objectifs que le gouvernement du Canada a récemment établis en consultation avec les communautés 2ELGBTQI+ :

AFFICHER À L’ÉCRAN :

- **Accorder la priorité à l’action communautaire des communautés 2ELGBTQI+ et appuyer celle-ci** en soutenant les organismes communautaires 2ELGBTQI+ pour leur permettre de défendre et de servir les communautés qu’ils représentent;
 - **Continuer de faire progresser et de renforcer les droits des personnes 2ELGBTQI+ au Canada comme à l’étranger**, notamment en s’appuyant sur la criminalisation de la thérapie de conversion et en lançant des consultations sur d’autres réformes du droit pénal ainsi qu’en continuant d’investir dans des projets à l’étranger dans le cadre de la Politique d’aide internationale féministe du Canada;
 - **Appuyer la résilience et la résurgence des personnes autochtones 2ELGBTQI+**, notamment en continuant de financer les organismes communautaires 2ELGBTQI+ autochtones, en plaçant l’élément « 2E » (qui représente les personnes aux deux esprits ou bispirituelles) au début de l’acronyme 2ELGBTQI+ et en créant un poste de conseiller principal aux deux esprits au sein du Secrétariat 2ELGBTQI+;
 - **Mobiliser l’ensemble de la population canadienne en faveur d’un avenir plus inclusif** en investissant dans des campagnes de sensibilisation afin d’améliorer la compréhension des communautés et des enjeux 2ELGBTQI+;
 - **Raffermir la conception de politiques sur la base de données et de faits à l’endroit des communautés 2ELGBTQI+** en améliorant la collecte de données, l’analyse, la recherche et les connaissances relatives aux communautés 2ELGBTQI+ et aux obstacles qui se dressent devant elles au Canada;
 - **Intégrer les enjeux 2ELGBTQI+ au travail du gouvernement du Canada** en assurant la coordination des mesures prises afin de faire progresser les priorités 2ELGBTQI+ dans l’ensemble des organismes du gouvernement fédéral.
-
- Quelles sont vos premières réactions à cette liste d’objectifs?

SONDAGE : Je vous invite maintenant à choisir les objectifs qui vous semblent les plus importants. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois; si vous ne trouvez aucun de ces objectifs importants, n'en choisissez aucun.

- Accorder la priorité à l'action communautaire des communautés 2ELGBTQI+ et appuyer celle-ci
- Continuer de faire progresser et de renforcer les droits des personnes 2ELGBTQI+ au Canada comme à l'étranger
- Appuyer la résilience et la résurgence des personnes autochtones 2ELGBTQI+
- Mobiliser l'ensemble de la population canadienne en faveur d'un avenir plus inclusif
- Raffermir la conception de politiques sur la base de données et de faits à l'endroit des communautés 2ELGBTQI+
- Intégrer les enjeux 2ELGBTQI+ au travail du gouvernement du Canada

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Pourquoi avez-vous fait ce choix? Quel type de mesures ou d'initiatives croyez-vous que le gouvernement du Canada est susceptible de prendre pour atteindre cet objectif?
- Quelles autres informations souhaiteriez-vous avoir au sujet de cet objectif?
- Est-ce que certains de ces objectifs vous toucheraient personnellement? Si oui, quels effets auraient-ils d'après vous?
- Y a-t-il quelque chose dans cette liste que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- Le cas échéant, qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre, à votre avis?
- Est-ce que le fait d'avoir vu ces objectifs a changé la manière dont vous percevez la relation du gouvernement du Canada et des communautés 2ELGBTQI+?

SOINS DE SANTÉ (25-30 minutes) Personnes de couleur de la RGT, parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec

- SI CELA A DÉJÀ ÉTÉ MENTIONNÉ : Certains d'entre vous ont noté que les soins de santé sont [un des enjeux ayant un impact sur la population du RGT/un des principaux enjeux ayant un impact sur les parents].

- SI CELA N'A PAS DÉJÀ ÉTÉ MENTIONNÉ : Si vous pensez aux principaux enjeux que vous avez identifiés comme ayant un impact sur [la population du RGT/les parents], où se situe l'enjeu des soins de santé? Est-il plus important, moins important ou de même importance?
- Comment évalueriez-vous la qualité du système de soins de santé là où vous résidez? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et qu'en est-il de l'accès aux services de soins de santé? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quels sont les plus grands défis liés aux soins de santé dans votre région?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé?
 - SONDER : Avez-vous entendu quelque chose au sujet des négociations entre les gouvernements fédéral et provincial sur le financement des soins de santé?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu? Quelles ont été vos impressions sur les négociations?
- En ce qui concerne les soins de santé, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?

Personnes de couleur de la RGT AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- (6) remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;
- (7) augmenter l'accès aux soins de santé familiale;
- (8) améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;
- (9) s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;
- (10) moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

- **Personnes de couleur de la RGT** Quelles sont vos premières réactions lorsque vous voyez cette liste de priorités?
- **Personnes de couleur de la RGT** Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes?

- **Personnes de couleur de la RGT** Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste? Pour quelles raisons?
- **Parents de la région de la Capitale-Nationale du Québec** SONDER : Avez-vous entendu parler du fait que Santé Canada a obtenu un approvisionnement supplémentaire en médicaments pour enfants?

ARMES À FEU (80 minutes) Résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies

Passons à un autre sujet...

- Comment décririez-vous les lois sur les armes à feu au Canada aujourd'hui? Diriez-vous que le Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de lois sur les armes à feu?
- En général, selon ce que vous savez, pensez-vous que les lois sur les armes à feu au Canada sont assez strictes, trop strictes ou pas assez strictes? Pourquoi dites-vous cela?
Est-il facile ou difficile d'acheter ou d'obtenir une arme à feu au Canada?
- Comment décririez-vous le niveau de crimes commis avec des armes à feu au Canada?
- D'après ce que vous avez pu lire, voir ou entendre, diriez-vous que la violence armée augmente, diminue ou reste la même au Canada? Qu'en est-il dans votre collectivité?
 - SI ELLE A AUGMENTÉ : Pourquoi pensez-vous qu'elle a augmenté?
 - SI ELLE A DIMINUÉ : Pourquoi pensez-vous qu'elle a diminué?
 - Qu'est-ce qui se cache derrière les crimes commis avec des armes à feu? Quelles sont certaines de ses causes?
- Le gouvernement du Canada a-t-il déjà fait quelque chose pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu? Fait-il quelque chose maintenant?
 - Qu'avez-vous entendu?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada a déposé un nouveau projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Celui-ci comprend les mesures suivantes :

- **Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing** afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays.
- **Révocation des permis d'armes à feu** des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel, par exemple le fait de traquer quelqu'un.
- **Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu** au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières.
- **Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu** grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions.
- **Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule** pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.

J'aimerais passer en revue chacune de ces mesures, en commençant par le gel national des armes de poing envisagé par le gouvernement :

- Quelle est votre réaction à cette mesure?
 - Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous plaît?
 - Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous déplaît?

- Y a-t-il certaines de ces mesures qui vous toucheraient personnellement?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Outre ces initiatives, le gouvernement du Canada a reclassé comme prohibés plus de 2 000 modèles d'armes à feu de type assaut depuis le 1^{er} mai 2020. Le gouvernement s'est engagé à créer un programme pour dédommager les propriétaires d'armes à feu touchés par cette mesure.

Une *ordonnance d'amnistie* a été mise en place (et restera en vigueur jusqu'au 30 octobre 2023) pour donner le temps aux propriétaires actuels de se conformer à la loi. L'ordonnance prévoit également une exemption temporaire pour les Autochtones exerçant leurs droits constitutionnels S.35 de chasse afin de permettre l'utilisation continue d'armes à feu nouvellement interdites (si auparavant non restreintes), jusqu'à ce qu'un remplacement approprié puisse être trouvé.

- Quelle est votre réaction à ce programme?
 - Y a-t-il des aspects du programme qui vous plaisent?
 - Y a-t-il des aspects qui vous déplaisent?
- Est-ce que cela vous toucherait personnellement?
- Le gouvernement du Canada devrait-il poursuivre ce programme? Pourquoi/pourquoi pas?
- Avez-vous des questions ou des préoccupations quant à la manière dont ce programme sera mis en œuvre?
- Trouvez-vous que les nouvelles mesures décrites dans le projet de loi ou l'interdiction des fusils d'assaut vont trop loin en cherchant à lutter contre les crimes à main armée, qu'elles vont assez loin, ou qu'il faudrait en faire plus pour encadrer l'accès aux armes à feu au Canada?
 - SI OUI : Que pourrait faire d'autre le gouvernement fédéral?

CONCLUSION (5-10 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Annexe C – Concepts publicitaires

Mot-symbole du gouvernement du
Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches,
travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Canada 

Dans cette image, le mot « Canada » est écrit en caractères noirs sur un fond blanc. Le « a » final est surmonté d'un drapeau canadien rouge et blanc.

Signature musicale du gouvernement
du Canada (résidents de la Chaudière-
Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario)



GC approved musical signature for FIP.wav

Ceci est un court audioclip de deux secondes où on peut entendre les premières notes de l'hymne national du Canada.